

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI
SUR
LA CRISE BALKANIQUE
(1912-1913)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le 6 juin 1916, à 3 heures.

PAR

D. IANCOVICI

Président : M. ANDRÉ WEISS, professeur.

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur.*
PILLET, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550407_0046

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI
SUR
LA CRISE BALKANIQUE
(1912-1913)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le 6 juin 1916, à 3 heures.

PAR

D. IANCOVICI



Président : M. ANDRÉ WEISS, professeur.

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur.*
PILLET, professeur.

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor-Cousin, 11

1916

AVANT-PROPOS

J'entreprends d'exposer la suite des événements qui, de septembre 1912 à l'automne 1913, marquèrent dans l'histoire contemporaine un chapitre de la Question d'Orient.

L'effort à fournir pour jouer impartialement du sens critique est grand, alors qu'on veut porter un jugement sur des faits qu'on a perçus et enregistrés sur le coup de sympathies et de haines. L'Histoire cependant n'entend pas le parti pris.

L'Histoire a besoin de perspective : le temps se charge de grossir et de donner leur véritable importance aux faits directeurs essentiels ; par contre, le temps estompe et abandonne à l'oubli tout ce qui, pour l'esprit, deviendrait une charge sans utilité.

Je vois les difficultés, je prie qu'on me pardonne alors que je n'aurai su les surmonter.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DE LA PÉNINSULE BALKANIQUE D'APRÈS LE TRAITÉ DE BERLIN (1878)

Quelle était la situation politique de la péninsule balkanique à la veille des événements de 1912-1913 ?

D'un côté quatre royaumes chrétiens : Bulgarie, Serbie, Grèce, Monténégro dont l'existence indépendante remontait pour chacun de ces pays au xix^e siècle ; respectivement ils avaient comme superficie (1) : Bulgarie, 96.316 kilomètres carrés ; Serbie, 48.303 kilomètres carrés ; Grèce, 64.657 kilomètres carrés ; Monténégro, 9.080 ; avec des populations respectives de : 4.329.108 ; 2.957.207 ; 2.631.952 ; 285.000. De l'autre côté l'Empire Turc qui possédait encore en Europe les provinces d'Albanie, une partie de l'Epire, la Macédoine, la Roumélie, la Thrace et la grande partie des îles de l'Archipel, le total formait

1. Hickman, *Atlas Universel*, Vienne.

une superficie de : 180.000 kilomètres carrés environ avec une population de : 10.000.000 d'habitants.

Ce statut des Balkans avec la répartition de territoires que nous venons de constater était l'expression de la dernière grande charte des Balkans, le Congrès de Berlin de 1878 (1).

Les provinces de la Turquie d'Europe habitées en grande partie par des chrétiens de nationalité bulgare, serbe, grecque ou valaque étaient le but permanent de l'expansion irrédentiste des peuples balkaniques. Par l'acquisition de ces provinces leur unité nationale s'accomplirait ; aussi, légitimement, les efforts de ces pays sont coordonnés, organisés en vue d'atteindre ce résultat.

Cependant l'Europe garantissait à la Turquie le *statu quo* de la péninsule balkanique ; au-dessus de la volonté opiniâtre des peuples balkaniques, il y avait la volonté froide et raisonnée de l'Europe qui avait besoin de la Turquie afin de tenir dans l'indéterminé les conflits d'intérêts que sa disparition fatalement entraînerait. Ceci est à ce point vrai, qu'une fois la guerre balkanique déchaînée, malgré et contre les injonctions des grandes puissances, Sir Edward Grey, était obligé de reconnaître dans sa déclaration du

1. Modifié partiellement par la Bulgarie, en 1885 par l'annexion de la Roumélie Orientale ; en 1908 par l'Autriche-Hongrie qui s'annexe la Bosnie-Herzégovine et par la Bulgarie qui rejette toute tutelle turque et se proclame Royaume.

13 mars 1913 à la Chambre des Communes (1) : « Les questions les plus urgentes et les plus importantes au point de vue des grandes puissances *n'ont pas été tant celles qui concernent la Turquie et les alliés que celles qui étaient nécessaires de dénouer pour assurer l'accord des grandes puissances entre elles* ». Ces provinces turques étaient cependant sous la tutelle européenne. L'Europe consciente de l'anarchie administrative ottomane essaiera pendant de longues années d'établir l'ordre et la sécurité ; ses efforts se butteront au mauvais vouloir des Turcs incapables de se plier aux exigences d'une administration européenne.

Rapidement nous allons passer en revue la situation politique de ces provinces de la Turquie d'Europe ; nous nous bornerons à constater l'état dans lequel elles se trouvaient au ^{xx}e siècle, cela afin de justifier les revendications et l'action des peuples balkaniques, fatigués d'attendre de la bonne volonté turque et de l'intervention toujours promise de l'Europe, une situation meilleure pour leurs co-nationaux, élément prépondérant de la population de ces provinces.

a) *Albanie* (2). — A l'extrémité ouest de l'Empire turc elle voit ses falaises à l'Ouest se baigner dans l'Adriatique, des ports pouvant devenir des centres

1. *Archives Diplomatiques*, mars 1913.

2. Voir : *L'Albanie inconnue*, G.-L. Jarray. *Au jeune Royaume d'Albanie*, du même. *L'Europe et la Jeune-Turquie*, René Pinon.

commerciaux importants comme Saint-Jean de Medua, Durazzo, Valona tiennent l'Albanie en contact avec les côtes toutes proches de la Dalmatie, de la Croatie et de l'Istrie, de l'Italie qui lui fait face ou de la Grèce qui la prolonge ; au Nord par le lac de Scutari et les chaînes des Monts Maudits elle se sépare du royaume Monténégrien ; à l'Est par les chaînes du Char Dag, du Mont Bukova, la vallée de la Dibra qui se prolonge jusqu'au lac d'Okrida elle se confie à la vieille-Serbie et à la Macédoine ; au Sud et Sud-Est elle est prolongée par la Grèce ; les populations Epirotes se succèdent d'Argyrocastro et de plus haut encore jusqu'aux provinces environnant le golfe de l'Arta. Ceci est approximatif, car essayer d'établir une séparation ethnographique exacte est œuvre impossible tant les races sont emmêlées par des cohabitations séculaires.

Dans ce pays montagneux, riche par l'abondance de terres fertiles vit primitivement la race des Schkipetars (hommes des rochers). L'Albanie se trouvait sous le joug turc depuis 1467, date de la mort de Scandenberg dernier prince de l'Albanie indépendante. Le souvenir de ce prince survit dans l'âme albanaise vivace et intact ; c'est son drapeau que l'Albanie autonome en 1913 est allée chercher à Kroia, son ancienne capitale. Scandenberg mort, les beys ses lieutenants ne surent maintenir la confédération albanaise ; divisés ils devinrent la proie facile des Osmalis

triomphants. Contrairement aux principes politiques de l'Empire ottoman conquérant, dans cette contrée, les Turcs déployèrent tout grand l'étendard vert du prophète et s'adonnèrent avec violence au prosélytisme religieux; une grande partie de la population, la plus grande, se convertit au mahométanisme, ce qui fait que la population albanaise unie par une histoire et des aspirations communes est, quant à la religion, divisée en trois centres d'influences : catholiques au Nord, mahométans au Centre, grecs-orthodoxes au Sud; comme de juste aussi cette délimitation n'a rien d'absolu ni d'arbitraire.

Au point de vue économique l'Albanie se trouvait à l'orée du ^{xx}^e siècle au stade « féodal »; pays agricole, elle voyait sa population de petits métayers et de petits propriétaires vivre autour de beys puissants. Un tableau exact de la vie sociale est fait par M. François Lebon (1). « Des familles puissantes de grands propriétaires groupent autour d'elles tout un monde de clients, petits propriétaires et fermiers prêts à accourir sur un signe avec leur fusil... »

Cette population « taillable et corvéable » a été tenue par le gouvernement de la Sublime-Porte à l'écart de toute civilisation aussi rudimentaire qu'elle soit. Pour les « explorateurs » de ce pays, à ne citer

1. Journal l'OEuvre, n° 126, article *Les Deux Albanies*.

que des orientalistes avertis comme MM. Victor Bérard, G.-L. Jarray, l'état primitif de cette contrée européenne est la source d'un étonnement continu.

La politique de la Porte, la politique Hamidienne particulièrement, avec une perspicacité clairvoyante, voulut faire de l'Albanais un instrument de « turcisation » des éléments chrétiens de la Macédoine, de l'Épire, de la Vieille Serbie ; dans ces contrées où l'élément turc se trouvait en petit nombre, l'Albanais musulman fanatique et dévoué au Khalife devait le suppléer. La méthode préconisée pour conquérir ces provinces, qui politiquement appartenaient à l'Empire, mais qui moralement s'en détachaient chaque jour sous l'impulsion des courants nationalistes, très simple dans sa conception, donnait des résultats remarquables : la conquête de la terre. Cette conquête s'effectuait d'habitude pacifiquement, le bey achetait aux chrétiens macédoniens les terres cultivables, au cas d'opposition, la violence était employée, violence sans limite telle que la cruauté hamidienne savait l'organiser. Ainsi depuis une trentaine d'années les centres Macédoniens, Epirotes, Serbes limitrophes de l'Albanie se voyaient lentement passer entre les mains des Albanais qui, sous l'ordre d'Abdul-Hamid, descendaient de leurs montagnes pour conquérir la plaine. Un des chefs Albanais, instrument docile des volontés de la Porte, pouvait à ce sujet dire : « Si Abdul-Hamid était resté cinquante ans encore sur le

trône, la Turquie d'Europe, la Thrace exceptée, serait devenue albanaise ». Cette pensée d'un optimisme exagéré contient une bonne part de vérité.

Mais pour accomplir ce dessein, il fallait de toute nécessité avoir l'Albanie en main, dévouée. Aussi fut sévèrement arrêtée toute infiltration moderne dans l'intérieur albanais; pour l'isoler du reste de l'Empire aucune route ne fut créée, pas une école ne fonctionna; l'albanais primitif et fidèle était l'instrument parfait entre les mains du gouvernement turc. En retour, le régime hamidien réservait aux Albanais toutes ses faveurs, toutes ses récompenses et d'une même reconnaissance privilégiée était entouré et le bey transmetteur des volontés impériales et le simple laboureur, élément actif de la conquête terrienne.

La révolution Jeune-Turque exerça une répercussion importante sur l'âme albanaise. Par la diffusion des « clubs », le sentiment d'une nationalité à part fut stimulé, organisé pourrait-on dire, car il est juste de reconnaître que le souvenir de l'Albanie indépendante de Scandeberg n'avait pas disparu. Les « clubs » donnaient le moyen de ranimer, d'exciter les souvenirs du passé et très vite prit fondement et avec force cette idée que si le peuple dans sa grande majorité est musulman de religion, il continue à être albanais de race. A la tête de ce mouvement se placèrent les beys, seigneurs « fiefoux » de la province.

Une fois au pouvoir le parti jeune-turc se rendit

compte du rôle néfaste joué par ces organisations nationales, les « clubs ». L'unité du pays était en danger et l'existence même de la Turquie d'Europe en jeu. Aussi hardiment, dès leur avènement, ils travaillèrent à l'anéantissement des « clubs » qui pourtant furent un élément décisif de leur succès. L'idée dominante des Jeunes-Turcs, en ce qui concernait la politique intérieure des provinces européennes de l'Empire, pourrait se résumer ainsi : *Assimilation de gré ou de force de l'élément chrétien à la population turque ; en cas de résistance forcer ces populations à déguerpir et pour les remplacer favoriser l'immigration des populations musulmanes se trouvant en pays étranger en Russie par exemple, en Autriche-Hongrie qui par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine s'annexait une population musulmane importante.*

En Albanie le Gouvernement Jeune-Turc dans sa tâche d'assimilation pouvait compter sur un avantage appréciable, duquel il se servit d'ailleurs avec énergie — la communauté de religion. Comme nous l'avons dit la population albanaise se trouvait, dans sa grande majorité, sous l'influence et la puissance des « beys », or ceux-ci pour le plus grand nombre étaient hostiles aux Jeunes-Turcs, la lutte s'engagea aussitôt entre le gouvernement de Constantinople et les chefs terriens d'Albanie. Pour faire de l'Albanais un Turc à sa façon il fallait au Comité « Union et Progrès » deux résultats immédiats, en premier lieu la dispari-

tion des « clubs » qui entretenaient et développaient l'idée nationaliste, en second lieu le remplacement de la langue albanaise par la langue turque ; cette seconde mesure signifiait l'étouffement définitif de la conscience nationale albanaise, qui n'aurait pu survivre sans son idiome, seul legs du passé qui en conservait et perpétuait le souvenir. Contre cette politique se dressait le seul élément éclairé d'Albanie — les beys et les clubs. Les Jeunes-Turcs s'appuyant sur l'élément fanatique des régions de Scutari et en s'adonnant à une propagande insinuante réussirent un moment à mettre en opposition les beys avec une certaine partie du pays.

Le langage tenu en substance par les émissaires des Jeunes-Turcs était celui-ci : « les beys vous pressurent, la terre qu'ils possèdent a été par eux volée à vos ancêtres, nous vous aiderons à la reconquérir, mais pour nous comprendre il nous faut une même langue, apprenez le turc ». Dans un Congrès truqué à Dibra, en 1909, les Jeunes-Turcs faisaient approuver par des délégations albanaises le désir de celles-ci de se voir enseigner le turc. Les beys ressaisissant leur influence organisèrent, en réponse, à El-Bassam un congrès national auquel le pays entier fut convié. Les décisions prises, les volontés librement exprimées nous enseignent très justement sur l'état d'esprit — l'état exact — des populations albanaises à la veille des transformations politiques que l'Europe leur réservait.

M. G.-L. Jarray rapporte, dans son remarquable ouvrage *Au jeune Royaume d'Albanie*, p. 86, de la manière suivante la conversation qu'il a eue dans le palais de Derwisch bey avec un personnage important à l'issue même du Congrès d'El-Bassam : « Autonomie signifie bien liberté, mais il signifie que nous devrions tout faire nous-mêmes ; or nous n'avons pas d'argent, pas d'organisation ; alors que le monde entier s'est enrichi et outillé, nous sommes pauvres en toute chose, nous n'avons ni une route véritable, ni un chemin de fer, ni un kilomètre de télégraphe, ni une école à nous, ni un port, rien ; en retard sur tous les peuples comment réparer ce retard, sans argent ? et nous n'avons nulle richesse liquide, aucune banque, aucun fonds monnayé ; notre pays peut donner beaucoup dans l'avenir, mais il faut une mise à fonds perdu que la Turquie n'a pas faite depuis trente ans, par politique, mais qu'elle nous doit. L'autonomie est contraire à l'intérêt de l'Albanie ; *l'Albanie doit rester à la Turquie* ; dans dix ans ou vingt ans, quand notre pays se sera développé économiquement, nous pourrions désirer utilement l'autonomie. Mais aujourd'hui ce qu'il nous faudrait c'est seulement une constitution avec sa triple garantie : liberté pour nos écoles, nos clubs, notre langue ; égalité dans l'attribution des dépenses du budget avec les autres vilayets turcs ; fraternité, *c'est-à-dire*, traitement fraternel des Albanais par les Turcs qui les ont privés de tout

depuis des siècles. Nos libertés politiques, la protection de notre nationalité, notre régénération économique : c'est tout ce qu'il faut pour l'instant à la jeune Albanie ; si l'on veut trop vite en faire une grande personne, elle mourra de consommation ; l'indépendance pourrait être la mort de l'Albanie ».

Ce que nous avons voulu montrer dans ces lignes, c'est que la race des Schkipetars subsistait au ^{xx}e siècle — consciente dans ses droits — prête à un avenir meilleur.

Délaissé, abandonné pendant des siècles dans le plus profond dénûment, les dirigeants Turcs à l'époque moderne voulurent, en profitant de la communauté de religion, faire de l'Albanais l'élément stabilisateur, la base solide de leur domination dans les provinces européennes. Aussi longtemps qu'on ne s'adressa qu'à son fanatisme ce fut la politique hamidienne — il obéit aveuglement — en voulant atteindre aux sources vives de son passé, nier son existence en tant que survivant d'une race distincte, ou tout au moins essayer de la lui faire oublier, et ce fut l'œuvre des Jeunes-Turcs, on ranima son patriotisme et on déclancha le mouvement nationaliste. L'Europe, à Londres en 1913, en constatant ces faits et en les sanctionnant fit œuvre de justice, mais dépassa dans ses résolutions les vœux éclairés du pays.

Pour terminer cette esquisse de l'Albanie d'avant la guerre il est de toute importance de faire l'histori-

que des convoitises dont elle est l'objet — cela nous facilitera la compréhension des résolutions qui devaient l'atteindre (1). Le partage de l'Empire Turc d'Europe était fatal, inexorable, la loi d'évolution historique suivant le principe des nationalités, faisait son chemin, et l'Europe tôt ou tard devait se résoudre à solutionner le problème. Quel sort attendait l'Albanie ? Autonomie ou partage ? Nous allons formuler les prétentions des peuples chrétiens qui l'entourent, en ajoutant immédiatement que ces prétentions aussi légitimes qu'elles soient n'avaient de chance de se voir réaliser que si elles étaient conformes aux vues des grandes puissances intéressées, elles aussi, au sort du futur statut balkanique. Pour l'Albanie, particulièrement, au-dessus des aspirations monténégrines, serbes, grecques et même bulgares et en laissant de côté, aussi étrange que cela paraisse au point de vue de l'équité, le désir même des Albanais, au point de vue européen, le sort de l'Albanie était étroitement lié au sort de l'Adriatique et par conséquent à la politique austro-italienne.

En cas de partage de l'Empire Ottoman les Monténégrins pensaient occuper le Nord-Ouest albanais jusqu'au-delà de Scutari ; les Serbes qui étouffent dans leurs frontières, sans issue à la mer, caressaient le projet d'atteindre par la vallée du Drin une fenêtre sur

1. Ch. Loiseau, *L'Equilibre Adriatique*.

l'Adriatique qui ranimerait leur vie économique subjuguée aujourd'hui aux volontés de ses voisins « un poumon pour respirer » ; la Bulgarie poursuivant la réalisation de la Grande Bulgarie, rêvait d'atteindre Monastir et le lac d'Okrida, Didra même et sans l'avouer elle gardait l'espoir de toucher à l'Adriatique ; les Grecs demandaient impérieusement la réunion de l'Epire à la mère-patrie, Santi-Quadranta, Argyrocastro, Valona même étaient les buts de leur expansion future. Mais au-dessus de ces aspirations on sentait que le sort de l'Albanie sera l'enjeu de la concurrence austro-italienne dans l'Adriatique. Comment le problème se pose-t-il, aujourd'hui encore ?

Le bassin adriatique met en présence deux grandes puissances : l'Autriche et l'Italie. Quelle est leur situation respective ? vers quoi tendent-elles ? Au cours de l'histoire l'Autriche a su se réserver, dans cette mer, tous les bons ports : Fiume et Trieste, ports commerciaux ; Pola et Sebenico, ports militaires, Cataro qui sans la menace du Lovcen serait d'une importance capitale avec ses bouches puissantes. L'Italie, par contre, ne possède sur le versant adriatique aucun port capable de soutenir la comparaison avec les ports autrichiens ; Venise, Ancône, Bari, Brindisi ne présentent, malgré les travaux effectués, aucune des qualités nécessaires à un port militaire moderne ; aussi l'Italie s'est vu dans l'obligation

de construire ses arsenaux et sa base adriatique à Tarente au delà du canal d'Otrante à l'extrémité de son territoire. La côte albanaise est la seule partie du littoral de l'Adriatique ne jouant aucun rôle — et pour cause — dans le conflit d'intérêts que ce bassin soulève, et particularité remarquable la côte albanaise — Valona principalement — est le verrou de sûreté du canal d'Otrante. En d'autres termes, malgré la répartition actuelle des ports adriatiques, celui qui possèdera la côte albanaise ou simplement Valona possèdera la suprématie adriatique. Un conflit austro-italien, pour la possession de la côte albanaise, était inévitable — inévitable par suite le sort de l'Albanie, indirectement mêlée à cette lutte d'influences. La guerre de 1912-1913 trouva l'Autriche et l'Italie unies dans une politique négative, mutuellement elles se défendaient toute immixtion directe dans les affaires albanaises, ensemble elles défendaient strictement toute atteinte qu'une tierce puissance pourrait apporter à des droits qu'elles considéraient comme leurs. La cause de cette politique se trouvait dans l'alliance existante entre ces deux puissances, alliance justement établie sur des promesses négatives concernant le littoral albanais. C'était une situation fautive, il fallait en sortir — on en sortit, et de fait c'est aujourd'hui en 1916 que la question albanaise se pose, mais au moment où ces lignes sont écrites, le canon gronde et un seul événement est à retenir, c'est qu'à Valona flotte le dra-

peau de la Maison de Savoie ; mon désir ardent est qu'il y soit définitivement planté.

L'Autriche et l'Italie conscientes de la lutte qui fatalement devait les mettre en présence, travaillaient en attendant la liquidation du problème adriatique, à conquérir les sympathies du peuple albanais. L'Autriche s'appuie dans sa propagande sur les milieux catholiques — le clergé et les écoles religieuses sont les instruments de la *Ballplatz*. Cette propagande, très habilement conduite, gagne à la politique autrichienne les éléments catholiques albanais ; des centres actifs comme les archevêchés de Scutari, Durazzo, Uskub, l'abbaye d'Orosch, soutenus énergiquement par des moyens financiers travaillent en faveur de Vienne. La pénétration italienne est manifeste dans la région de Valona. L'Italie emploie, comme émissaires de sa politique, les colonies albanaises réfugiées en Calabre, dans les Abruzzes et en Sicile, après la mort de Scandeberg et qui ont continué à être en contact avec l'Albanie soumise. Quelques extraits des pensées et écrits des historiens politiques italiens nous serviront pour clôturer ce chapitre et nous montrer une fois de plus l'acuité du problème albanais (1).

L'Amiral Betollo dans une interview déclare : « En ce qui concerne Valona, l'Italie ne pourrait jamais accepter qu'une grande puissance s'y vînt installer

1. J'emprunte ces citations au livre de M. G.-L. Jarray, *Au Jeune Royaume d'Albanie*.

Iancovici.

directement ou indirectement et encore moins qu'elle convertît cette position splendide en une vraie base d'opérations. Si Valona devait un jour devenir cette base militaire, *il n'y a que l'Italie qui pourrait être appelée* à l'occuper ; parce que, si Valona était dans les mains d'une autre puissance maritime l'efficacité des places de Tarente et de Brindisi serait considérablement diminuée, avec grand péril pour notre situation stratégique dans le canal d'Otrante. »

M. Tittoni pose très clairement le problème dès 1904 : « L'Albanie n'a pas grande importance en elle-même ; toute son importance tient dans ses côtes et ses ports, qui assureraient à l'Autriche et à l'Italie, dans le cas où l'une de ces deux puissances en serait maîtresse, la suprématie incontestée de l'Adriatique. Or ni l'Italie ne peut consentir cette suprématie à l'Autriche, ni l'Autriche à l'Italie ; aussi dans le cas où une de ces deux puissances voudrait la conquérir, l'autre devrait s'y opposer de toutes ses forces. C'est la logique même de la situation ».

... Et pourtant la vie des peuples ne se contente pas de solutions négatives !

*
* *

b) *La Macédoine* (1). — Les frontières géographiques de cette province se dessinent ainsi : au nord elles

1. Victor Bérard, *La politique du Sultan, La Macédoine, Pro Macedonia*. Enquête, *Revue hebdomadaire*, « sur l'Union

partent de Vrania, longent les côtes du Karadag, le défilé de Katchanik, le mont Lubotvan, le mont Char; à l'ouest la ligne suit les côtes du mont Korab, jusqu'aux rives de la Tserna-Drina descend jusqu'au lac d'Ochrida; pour finir aux côtes sud du mont Grammos; au sud les côtes d'Orestias se prolongeant par le cours de la Bistritza qui va se verser dans le golfe de Salonique et de là les côtes de la mer Egée jusqu'à l'embouchure de la Mesta; à l'est la frontière est marquée par le cours de la Mesta, le massif des Rhodopes et l'ancienne frontière occidentale de la Bulgarie.

Cette région a été conquise définitivement au despotisme turc après la sanglante bataille de Kossovo (1389) où les débris des armées bulgare et serbe, sous l'égide du dernier roi serbe Lazare, opposèrent une dernière résistance au flot ottoman conquérant. Politiquement cette contrée ne correspondait à aucune division dans l'Empire turc, elle comprenait le vilayet de Salonique, la plus grande partie de celui de Monastir et le Sandjak d'Uskub dépendant du vilayet de Kossovo. Le cours du Vardar partage la Macédoine en deux parties presque égales.

Des ethnographes et statisticiens, animés de la meilleure volonté, ont essayé, à maintes reprises, de déterminer par le chiffre le nombre d'individus apparten-

balkanique», 1915, n^{os} 11, 12, 13, 14. G. Songeon, *Histoire de la Bulgarie*. Paris, 1913. *Enquêtes de la Dotation Carnegie*.

nant aux différents Etats chrétiens qui se disputent la prépondérance en Macédoine. Aucun n'est arrivé à mettre d'accord l'ensemble des intéressés (1). Nous nous bornerons à signaler l'évaluation donnée par la *Grande Encyclopédie* qui départage de la manière suivante une population d'environ 2.000.000 de Macédoniens :

1.000.000 de Slaves,

200.000 Albanais, Israélites, Tsiganes,

800.000 se partagent entre les trois nationalités : grecque, roumaine et turque.

Cette population se répartit — et ici de nouvelles controverses — approximativement de la manière suivante : l'intérieur du pays est habité par les Slaves qui sont les cultivateurs de la terre ; les côtes et la portion méridionale voisine de la Thessalie sont peuplés de Grecs navigateurs et commerçants ; les Albanais s'avancent dans la région occidentale jusqu'à Monastir et Uskub ; les Juifs qui se partagent le commerce avec les Grecs sont agglomérés dans les centres de quelque importance (plus de 60.000 à Salonique) ; les Macédo-Roumains dans le sud-ouest en particulier dans la région de Monastir ; de ci, de là des îlots

1. Voir les différences énormes résultant des évaluations successivement faites pour la Macédoine du Sud entre les statistiques de M. Amadori Virgilij d'une part et M. I. Ivanow de l'autre. Enquête dans les Balkans. *Rapport à la Dotation Carnegie*. Edition Crès. Paris, 1914.

turcs épars. De cette énumération de populations diverses, de races distinctes, avec des religions, des coutumes, des dialectes différents, on peut conclure que la Macédoine est la synthèse ethnographique de la péninsule orientale. Plus que partout ailleurs les populations balkaniques dans ce couloir borné à l'ouest par les ramifications du Pinde, à l'est par les chaînes des Rhodopes sont venus se rencontrer, s'emmêler, s'entrechoquer ; il était naturel que la Macédoine fût le théâtre sanglant des luttes que ces peuples, ces races, se livraient afin de se dominer les uns les autres ; naturel aussi qu'ici où les cohabitations séculaires avaient exaspéré les haines, devait se prolonger l'écho des dernières révolutions, des dernières querelles.

Le système politique qui de tout temps a régi les rapports entre l'Empire turc et les provinces par lui conquises a eu son fondement dans le droit de conquête ; pour l'Empire la province est une ferme de laquelle il faut tirer, par tous les moyens, le maximum de bénéfices, le but à atteindre est le bien-être et la jouissance du Turc ; tant pis pour les droits, la propriété, la vie même de celui qui est obligé de les lui fournir. « Le principe fondamental de cette société, fondée sur la conquête, est que seul le conquérant, le Turc de race, a droit aux biens de ce monde, à la vie matérielle, au pain quotidien » (1).

1. Victor Bérard, *Pro Macedonia*, p. 2.

Cet état a été constaté déjà au ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles par des voyageurs français Belon, Tournefort, Paul Lucas, qui dénommèrent cette politique d'un terme d'une justesse parfaite, la « Mangerie ». C'est sous le régime de la « mangerie » que la Macédoine vécut durant quatre siècles et demi. La justice, l'armée, l'impôt, les travaux publics sont pour les fonctionnaires de tous grades de la Porte, des sources de « mangerie » ; ils s'en donnèrent à cœur joie avec un appétit d'ogre. Durant des siècles cette exploitation fut supportée stoïquement par les populations de l'Empire ; unis dans leurs souffrances communes les peuples balkaniques confondaient leur avenir dans un même idéal de liberté ; l'Union Balkanique à cette époque exista, réelle, sans fard.

L'éclosion des idées libérales, les révolutions qu'un peu partout dans le monde elles faisaient fomentier vinrent agiter, au commencement du ^{xix}^e siècle, la torpeur indolente de la Macédoine. Les « tchete » de Karagheorghi, les déclarations d'Epidaure, le canon de Navarin, finirent par faire comprendre aux chrétiens de Macédoine que la liberté était encore de ce monde et que le Turc pouvait être vaincu. C'était aussi l'époque où le mot « réforme » commençait à être employé par la Sublime-Porte. Le sultan Mahmoud, en 1826, proclama sa volonté ferme de faire le « bonheur » de son peuple en réformant tout ce qui était nécessaire pour atteindre ce but — résultat, on chan-

gea les recettes de la « mangerie » et on continua. Après la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre exigeaient formellement de l'Empire Turc la réforme des rouages politiques à l'usage des chrétiens sujets de l'Empire, la Porte s'empressait de répondre par le fameux Hatti-Humayun du 18 février 1856 que le traité de Paris de la même époque copiait dans son article 9 (1). Par cet article les Puissances ne voulaient plus laisser les chrétiens abandonnés à l'arbitraire du Sultan. Décision heureuse que les diplomates oubliaient d'ailleurs aussitôt. La « mangerie » continua et de plus belle ; en effet, le xix^e siècle voyait les provinces chrétiennes de l'Empire turc se soustraire à son joug et devenir autonomes ; en 1814 c'était la Serbie, en 1832 la Grèce, en 1859 c'était la Roumanie ; cette dernière d'ailleurs n'avait jamais fait partie intégrante de l'Empire, elle était tenue, en vertu de capitulations par elle signées, à la fin du xiv^e siècle et en échange de la protection qu'elle demandait à la Turquie, à des dations qui avec le temps devinrent onéreuses et pénibles. En fait les provinces susceptibles de « mangerie » disparaissant petit à petit, celles qui restaient devaient suffire à un fonctionnarisme grossissant. En 1875 une imposition nouvelle souleva la Bosnie et l'Herzégovine, le mouvement s'étendit aux autres provinces y compris la Macédoine. L'Europe

1. Voir Collection Leclercq. *Traité de Paris*, 1856, art. 9.

inquiète, chercha son devoir et réunit promptement une conférence à Constantinople afin d'en référer. Midhat-Pacha, grand-vizir en 1876, patriote éclairé et énergique, champion de l'idée d'égalité des Musulmans et des Chrétiens, pressentant les résolutions imminentes et désastreuses pour son pays, que la Conférence était sur le point de prendre, se mit à la tête d'un mouvement qui amena Abdul-Hamid sur le trône en lui imposant une constitution libérale⁽¹⁾. Résolution généreuse, mais sans lendemain. La guerre Russo-Roumaino-Turque amena les Russes sous Constantinople et le congrès de Berlin rétablit la paix.

1878 est une date remarquable dans la vie des peuples balkaniques ; en organisant le nouveau statut de la péninsule, elle fut l'inspiratrice de la politique balkanique moderne.

Le Congrès de Berlin qui modifie le Traité de San-Stéfano est l'œuvre de la diplomatie Austro-Allemande soutenue malheureusement par l'Angleterre qui traditionnellement se trouvait à cette époque du

1. Lire la correspondance édifiante de Sir Henry Eliot ambassadeur d'Angleterre à Lord Derby ; l'esprit libéral, les qualités d'homme d'Etat « européen » de Midhat-Pacha sont avantageusement mis en relief. Malheureusement un homme aussi puissant et énergique qu'il soit ne peut, quand il est seul, réformer tout un pays. Toujours sur Midhat-Pacha voir l'ouvrage que son fils a publié en 1908 : *Midhat-Pacha, sa vie, son œuvre*, par Ali Haydar Midhat-bey.

côté opposé à la Russie. Constantinople et les détroits en étaient les causes.

C'est au Traité de Berlin qu'il faut faire remonter le germe des discordes et des dissentiments entre peuples balkaniques ; voilà, en effet, comment de main de maître les haines furent attisées : la Bulgarie, conçue à San-Stéfano est diminuée ; la Bosnie et l'Herzégovine sont refusées à la Serbie ; la Bessarabie roumaine est donnée à la Russie, par contre la Dobroudja est remise à la Roumanie ; entre la Roumanie et la Bulgarie la querelle était ainsi virtuellement ouverte ; on refusa la Crète à la Grèce. A la Bulgarie à qui on reprenait la Macédoine, à la Serbie à qui on refusait toute acquisition sur l'Adriatique serbe, à la Grèce à qui on interdisait l'annexion de la Crète, une inspiration politique machiavélique donnait comme champ d'expansion commun la Macédoine ; cette province durant des siècles avait été le théâtre des souffrances communes, elle avait été le berceau de l'union de tous contre l'opresseur commun ; la voilà devenue en 1878, pour le plus grand intérêt de la politique austro-allemande, la pomme de discorde entre ces jeunes Etats. Le comte Andrassy remportait un joli succès ; nous allons tout à l'heure en juger les conséquences.

Dans ce même traité de Berlin, par son article 23 l'Europe montrait toute sa sollicitude aux provinces chrétiennes restées sous le joug turc ; tout de suite il nous faut dire et nous expliquerons plus loin pour-

quoi cet article ne fut jamais appliqué. L'article 23 organisait la tutelle de l'Europe sur la Turquie (1), par le « contrôle » que les puissances devaient exercer sur les projets de réforme promis à ces provinces. L'article 23 resta lettre morte.

Revenons à Abdul-Hamid qui depuis 1876 gouvernait l'Empire. Son nom a plus d'un titre pour attirer notre attention. Homme d'une intelligence incontestée, il fut l'inspirateur et l'exécuteur d'une politique nouvelle ; à côté de la « mangerie » système désuet, fonctionna une politique du Palais dont voici les fondements : l'Empire turc en tant qu'unité étatique s'écroulait, en effet, d'un côté les provinces d'Europe d'un mouvement irrésistible allaient se rattacher aux différents peuples auxquels par droit de nationalité elles appartenaient ; de l'autre les provinces nord-africaines, contrées riches mais inexploitées, devenaient pour les Puissances européennes des centres d'activité et de colonisation : l'Algérie, l'Égypte, étaient déjà perdues, la Tunisie devait l'être bientôt, le Maroc, la Tripolitaine ne devaient tarder à subir le même sort ; en résumé l'Empire avec ses 25.000.000 d'habitants n'était plus que l'ombre de lui-même. Aucun retour offensif n'était plus possible, Abdul-Hamid s'en rendait compte, la Turquie fatiguée, inculte, pauvre, n'était plus qu'un fantôme ; son

1. Voir collection Leclercq. *Traité de Berlin*, 1878.

existence même ne se prolongeait que par la volonté des Puissances incapables de se mettre d'accord sur un projet de partage (1). Alors germa dans le cerveau d'Abdul-Hamid l'idée d'une « plus grande Turquie » énorme à côté de laquelle l'Empire de Soliman le Magnifique ne serait qu'un pygmée, en effet il rêva à l'union de tous les Musulmans du monde dans un fanatisme commun, il vit l'Inde, le Turkestan, l'Afrique du Nord et les provinces d'Asie-Mineure arborant l'étendard du prophète et courir sus au chrétien — la guerre sainte, *djedah*, déchaînée, implacable et victorieuse faisant de lui le maître du royaume le plus vaste du monde. Ce rêve shakespearien, il le croyait réalisable. En effet, le Sultan est en même temps le chef religieux de tous les Musulmans, le représentant direct de Mahomet, sa voix doit être écoutée, ses ordres suivis à l'instar d'un verset du Coran. Aussi par ses *Muftis*, ses *hodjas*, il travailla les fidèles en essayant de les préparer, de les organiser en vue de son grand dessein ; pour montrer au monde musulman la « façon de travailler » il ordonna et fit exécuter des massacres de chrétiens dans ses provinces. Inutile de dire que sa voix, au-delà de l'Empire n'eut aucun écho, le pouvoir khalifal était mort, bien mort. Avant de constater l'effet de cette politique en

1. Voir *Cent projets de partage de l'Empire Turc*, par T. Djuvara.

Macédoine, il nous faut enregistrer, pour cette province, le réveil et la lutte que les différentes nationalités se livraient depuis le Traité de Berlin.

Pendant une très longue période, grâce à la domination intellectuelle exercée par les Grecs dans l'Empire ottoman ; domination qui semble avoir été un second pouvoir dans l'Etat, les Grecs détenaient le commerce et la navigation de l'Empire ; la Macédoine était considérée comme acquise à l'Hellénisme. Cependant dès 1870, on constata le réveil de la nationalité bulgare, une première manifestation qui fut un premier succès, fut le firman de 1870 constitutif de l'exharchat bulgare qui érigeait un évêché à Vélès. Le traité de San-Stéfano incorporant presque toute la Macédoine à la nouvelle principauté, sembla légitimer les prétentions naissantes des Bulgares ; le traité de Berlin et l'œuvre néfaste accomplie par lui firent naître la concurrence entre Bulgares et Grecs, auxquels les Serbes vinrent bientôt disputer les droits éventuels sur la Macédoine. La question macédonienne se posa ainsi avec un aspect nouveau, à la lutte contre l'oppresseur commun, vint s'ajouter la lutte entre opprimés qui, avant que la succession fut ouverte, voulurent établir leurs droits à succéder.

Dès 1880 nous assistons à une éclosion d'écoles, d'églises, de comités qui sur tout le territoire macédonien viennent prôner, démontrer, établir à coup de statistique, de souvenirs et de dates les droits

certains, incontestables, que le pays qui subventionnait l'église, l'école, le comité possédait sur le territoire macédonien (1). Dans cette lutte de propagande il nous faut reconnaître la méthode et l'intelligence de l'organisation bulgare ; tenace, volontaire, patiente elle atteint des résultats inespérés et dépasse de beaucoup ses rivales, la Grèce et la Serbie. Cette lutte pacifique tout d'abord, dégénéra. Les « comitadjis », hommes des comités travaillant les villages, forcèrent le paysan à se déclarer, à lutter pour tel pays, des rixes survinrent ; les Turcs à l'affut du moindre mouvement révolutionnaire, trop heureux de trouver un prétexte, mirent le pays à feu et à sang ; mais l'essor nationaliste avait pris naissance, la brutalité turque ne pouvait l'étouffer, en Macédoine comme ailleurs l'adage anglais se démontrait « la force n'est pas un remède ». A côté de ce mouvement annexioniste, un mouvement parallèle se dessinait, celui de « l'autonomie macédonienne », il avait à sa tête le parti socialiste bulgare et le parti de Sandauski ; M. A. Tomoff, secrétaire du parti socialiste à Salonique, déclarait à M. Jarray (2) à la veille des guerres balkaniques : « Nous sommes tous, socialistes et syndicats à tendances socialistes, partisans de l'autonomie, *opposés à la*

1. La Roumanie qui compte plus de 400.000 Koutzo-Valaques résidant dans la région de Monastir fit fonctionner à ses frais plus de 50 écoles.

2 Au *Jeune Royaume d'Albanie*, p. 163. J.-L. Jarray.

séparation d'avec la Turquie et au nationalisme ». L'idée d'autonomie — faute de mieux — finit par être agréée par les Turcs qui voyaient dans ce mouvement un contre-poids au mouvement nationaliste. On a soutenu, en Grèce particulièrement, que ce mouvement tendant à obtenir « l'autonomie » de la Macédoine faisait le jeu de la politique bulgare qui, par cette première transformation, voulait répéter sur la Macédoine le processus suivi pour s'annexer la Roumélie. Le fait certain est que la conscience macédonienne était en éveil et qu'avec force elle réclamait un sort meilleur.

Abdul-Hamid prenait prétexte des ferments nationalistes pour organiser et poursuivre systématiquement l'anéantissement des chrétiens de Macédoine ; il surexcita le fanatisme des musulmans indigènes, arma les « bachi-bouzouks », déclancha les Albanais à qui il livra la province. Ce que furent ces massacres, une littérature généreuse et stupéfaite nous les a rendus, les rapports des consuls, les livres diplomatiques, les enquêtes ont essayé d'émouvoir et de coordonner les efforts inefficaces d'une diplomatie divisée ; ce fut en vain, jusqu'au dernier jour de son règne le sultan rouge égorgea impunément des populations sans défense. Il faut lire les rapports des consuls français, russes et anglais, il faut lire le memorandum bulgare de 1903, il faut lire et croire les pages vécues de M. Victor Bérard dans les ouvrages

La Macédoine, Pro Macedonia et la Politique du Sultan, et alors comprendre, légitimer l'exaspération des populations macédoniennes.

L'Europe cependant parlait toujours de « réformes » à chaque fois le Sultan promettait, nommait des commissions, faisait établir des rapports, changeait les gouverneurs et l'Europe consciente d'avoir fait son devoir s'endormait pendant que sous d'autres formes les massacres continuaient.

De 1896 à 1902, le Sultan a promulgué et les ambassadeurs ont contresigné quatre plans de réformes ; en février 1903 l'Europe, par l'organe des ambassadeurs d'Autriche et de Russie, vint signifier au Sultan ce qu'elle désirait en Macédoine : *a*) un inspecteur général nommé par le Sultan ; *b*) changements dans l'affermage des dîmes ; *c*) gendarmerie mixte ; *d*) vague surveillance de la Banque ottomane sur la perception des impôts ; c'était tout, avec cela si les massacres ne cessaient ce n'était vraiment pas la faute des Puissances... *Le Livre Jaune Français 1903* contient l'appréciation suivante de l'ambassadeur français, M. Constans, elle nous servira de conclusion sur l'efficacité des réformes demandées : « La commission réunie au Grand Vizariat à la suite des démarches des ambassadeurs, sera comme les précédentes *sans aucun résultat* (1) : elle n'a d'autre raison

1. *Livre Jaune*, p. 5.

d'être que de donner une satisfaction apparente aux réclamations des puissances ».

Anarchie, insécurité, massacres sont les caractéristiques de la politique hamidienne en Macédoine ; inefficaces les mesures de sécurité demandées par l'Europe, car aucune cohésion, aucun plan n'est conçu par les Puissances divisées ; les populations macédoiniennes désespérées de croire aux serments du sultan et aux promesses européennes organisaient, en désespoir de tout aide, la Révolution. Les dernières années du règne d'Abdul-Hamid seront remplies des luttes entre « comitadjis » slaves et « bachi-bouzouks » ottomans ; les « bombes » de Salonique viendront, pour un temps, indigner les consciences européennes pourtant indifférentes lorsque le couteau, la potence et le fusil assassinaient au nom d'Abdul-Hamid.

La révolution et l'arrivée du gouvernement Jeune-Turc tranquillisèrent, pour un moment, ces populations malheureuses. Le retour pur et simple à la constitution de 1876 « égalité des sujets chrétiens et musulmans » fut salué comme l'aube d'une ère nouvelle, la tranquillité, la sécurité, la vie allaient être garanties, la paix devait venir régner sur cette contrée maudite, une lueur d'espoir passa sur la Macédoine meurtrie. Il fallut se rendre aux réalités.

Les Jeunes-Turcs épris de l'idée « d'ottomanisa-

tion » (1) de toutes les nationalités habitant le sol ottoman, usèrent, pour cette fin, de telles mesures d'iniquités et d'oppression que l'organisation révolutionnaire, effacée momentanément, s'organisa à nouveau ; par de terribles répressions les Turcs répondirent. Les populations macédoniennes affolées, terrorisées, allèrent se réfugier dans leurs pays d'origine, là organisèrent des meetings ; exposèrent, dans la presse, dans les rues, l'oppression à laquelle elles étaient soumises. L'arrivée de ces tristes cortèges, le danger imminent menaçant la Macédoine souleva l'opinion publique en Bulgarie, en Grèce, en Serbie ; les massacres d'Istip mirent le comble à l'énervement, les gouvernements respectifs de ces royaumes, influencés par l'opinion publique balkanique, allaient prendre une grave décision. Oubliant, ou essayant d'oublier, les querelles de la veille, faisant taire les rêves d'hégémonie,

1. Voir p. 10 du présent livre.

En plus qu'il nous soit permis de rapporter ici une pensée d'un discours prononcé par le Dr Nazin, idéologue du parti jeune-turc, à Voden en 1911 devant les notables turcs et entendu par M. Wigand, ingénieur de la ligne Salonique-Monastir : « Si les Jeunes-Turcs l'emportent aux élections, avant trente ou quarante ans il ne restera plus un chrétien en Macédoine » (Rapport du consul Bulgare à Monastir 1911). Ceci en dit plus long que je le pourrai sur la politique d'extermination projetée par le gouvernement, émanation du Comité « Union et Progrès ».

Iancovici.

ne pensant qu'au plus pressé, au salut de leurs frères martyrisés et conscients que le salut ne pouvait venir que d'eux, les pays balkaniques décidaient, dans un même élan, de mettre en commun leur force pour abattre l'ennemi héréditaire : le Turc. La disparition de la Turquie d'Europe était décidée.

Il nous faudrait répéter le même exposé pour les autres provinces de la Turquie d'Europe. La Thrace où l'élément Turc est plus considérable, la partie de la Roumélie non encore annexée à la Bulgarie, les îles grecques de l'Archipel, ont subi avec la même rigueur les régimes de la « mangerie » ; les massacres d'Abdul-Hamid ; la pression d'« ottomanisation » des Jeunes-Turcs. Toutes ces populations confondaient dans un même faisceau la haine du Turc et attendaient désespérées un avenir meilleur.

CHAPITRE II

POLITIQUE BALKANIQUE DES GRANDES PUISSANCES EUROPÉENNES

Par son article 23 le Traité de Berlin laissait la liberté aux Grandes Puissances d'intervenir dans les affaires de la Turquie. Alors comment comprendre l'état de fait que nous venons de constater dans les provinces chrétiennes de l'Empire ? Comment expliquer aussi l'inefficacité des mesures prises en commun pour améliorer le sort de ces provinces ? En un mot pourquoi les Puissances qui se sont accordé le droit de « contrôle » ne l'ont-elles pas exercé ? L'étude des directives sur lesquelles se fonde la politique balkanique de chacune des grandes puissances, nous facilitera la compréhension de ces problèmes, elle nous servira aussi pour suivre l'évolution de la crise balkanique de 1912-1913 qui est — en fonction — pourrait-on dire de cette politique, ou plutôt de cette diversité de politiques (1).

1. G. Hanotaux, *La Paix latine*. G. Hanotaux, *La politi-*

Nous ne pouvons avoir la prétention de faire ici l'historique complet de la politique européenne dans les Balkans, c'est une tâche écrasante et hors de proportion avec le but modeste que nous nous proposons. Nous allons jeter un rapide coup d'œil sur les tendances, les buts, que les grandes puissances se destinent en Orient, en nous attachant aux actes précis émanant des chancelleries, aux volontés franchement avouées, ou bien encore aux desseins cachés de la politique officielle, mais clairement exposés par les organes officieux des pays qui vont nous intéresser.

Une première classification nous arrête : certaines puissances, la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Italie considèrent et envisagent tout changement dans le statut balkanique, comme venant directement porter atteinte à des intérêts actifs et essentiels de la politique de ces pays. Par contre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, tout en ayant des intérêts importants en Orient et tout en suivant d'un œil attentif les problèmes qui s'y posent, considèrent l'évolution et la

que de l'équilibre. G. Hanotaux, *La guerre des Balkans et l'Europe*. Goraïnow, *La question des détroits*. De Launay, *La Bulgarie*. Bousquet, *Histoire du peuple bulgare*. V. Hooge, *La Serbie de nos jours*. V. Bérard, *Conférence sur la Serbie*, 1915. Ch. de Wimpffeu, *Rivalité Austro-Russe*. J. Malla, *Serbie contemporaine*. De Launay, *Bulgarie d'hier et de demain*. Fiquier, *Les races humaines*.

solution de ces problèmes qu'autant qu'elles viennent influencer l'ensemble de la politique extérieure de ces pays. En d'autres mots, des puissances comme l'Italie, la Russie et l'Autriche ont le centre de leurs principales préoccupations diplomatiques dans les Balkans ; pour d'autres, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne l'Orient européen est une case de l'échiquier politique — case importante il est vrai — mais cette importance se trouve subordonnée aux solutions des problèmes mondiaux auxquels ces pays sont intéressés.

Nous allons nous occuper en premier de l'Italie, de la Russie et de l'Autriche.

L'Italie nouvelle venue dans le concert européen — la fondation du royaume datant de 1870 — est obligée de prêter, dès sa constitution, toute son attention sur le problème adriatique. Nous avons sommairement exposé les légitimes revendications italiennes au chapitre consacré à l'Albanie (1) — nous n'y reviendrons pas ; constatons seulement que par le fait de son alliance avec l'Autriche, le dénouement de la crise adriatique s'est vu ajourner jusqu'à nos jours. Cette trêve a été utilement employée par les dirigeants italiens pour préparer le pays en vue d'atteindre les résultats nécessaires correspondants aux intérêts suprêmes de l'Italie. La suprématie dans l'Adriati-

1. Voir pages 15 et suiv. du présent ouvrage

que, formera un chapitre du futur Traité de Paix, en l'occurrence décidé par la possession de Valona.

La politique balkanique de la Russie prend naissance avec Pierre le Grand. L'Empire moscovite était considéré encore à la fin du ^{xvii}^e siècle comme puissance asiatique; sous l'impulsion vigoureuse du fondateur de la dynastie des Romanoff, il formula ses prétentions afin de prendre rang parmi les peuples européens; enserré entre la Baltique, lac suédois, la Pologne, la mer Noire, lac turc, Pierre le Grand exigea des « fenêtres » afin que son vaste pays, riche en céréales et matières premières, puisse vivre et communiquer librement avec l'Occident. La possession des détroits — ou ce qui revient au même — la liberté absolue de communications avec la Méditerranée est le pivot de toute politique russe depuis Pierre le Grand.

Avec une tenacité infatigable, toute la politique russe, durant les ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles a évolué pour atteindre ce résultat. Aussi la lutte contre la Turquie est continuelle. Pierre le Grand mesure déjà ses forces avec celles du Sultan pour la possession de la Crimée, Elisabeth II et Catherine II prendront définitivement pied dans cette province, avant-garde stratégique sur la route de Byzance. Les Traités de Belgrade 1739, Koutchouk-Kainardji 1774 (avec son fameux art. 7 par lequel la Porte reconnaît à la Russie « une protection constante à la religion chrétienne et aux églises

de cette religion » donc droit reconnu à la Russie de s'immiscer dans les affaires de la Porte, une des causes de la guerre de Crimée); Bucarest 1812 (une partie de la Bessarabie était prise à la Roumanie); Andrinople 1829 (art. 10: « La Porte prenait l'engagement de souscrire aux résolutions de la Conférence de Londres » — un lien se trouvait ainsi établi entre l'action militaire de la Russie et la création du nouvel Etat grec); Paris 1856, Berlin 1878, marquèrent, avec des fortunes diverses, les grandes étapes de cette lutte plus de deux fois séculaire et dont la finale se joue en ces jours endeuillés sur les champs de bataille de l'Europe.

Le chemin de Constantinople et des Détroits, durant cette longue histoire, a été barré à la Russie, non seulement par la Turquie, mais aussi par d'autres puissances européennes; les travaux des deux Congrès de Paris et de Berlin du siècle dernier, pour ne pas monter plus haut, nous le montreront avec abondance.

Cependant dans son effort, la Russie, dès les premières luttes contre la Turquie, essaya et réussit à intéresser à sa cause les populations chrétiennes de l'Empire ottoman; avec adresse, elle fit miroiter à ces populations déshéritées, la vision d'un sort meilleur, aussi nous les voyons s'associer, malgré les représailles cruelles dont elles sont victimes, à toutes les démonstrations de la Russie. — elles formaient l'avant-garde fidèle des armées moscovites. Il serait

faux de croire que la Russie, en excitant à la révolte ces populations, n'ait eu en vue que son intérêt égoïste, il est évident que les chrétiens des Balkans ont été un appoint sérieux aux succès russes, mais il est certain aussi que la Russie, pays extrêmement religieux, voyait avec déchirement la situation lamentable faite aux chrétiens orthodoxes de l'Empire Turc. Les traités de 1774 et de 1829 établissant le protectorat de la Russie sur ces populations témoignaient de l'intérêt qu'elle leur portait, les sacrifices importants qu'elle s'est imposée pour les aider à secouer le joug turc sont des preuves irréfutables que sa politique n'était pas contraire à la constitution d'Etats indépendants avec leur individualité et leur vie propres. Ce sont des « clients » que la Russie se créait et dont en retour elle demandait, ce qui est assez juste, de venir seconder ses efforts en vue du but propre qu'elle se proposait : la possession ou la liberté incontestée des détroits.

Sous le règne du tsar Nicolas I^{er}, vers 1846, prit naissance et se développa un dogme politique nouveau : le panslavisme. Panslavisme veut dire que toutes les puissances slaves doivent coordonner leur politique sur l'inspiration et la direction de la Russie, toutes doivent travailler en vue d'un résultat commun, en retour la Russie leur assure sa protection et son aide. Cette propagande obtenant des résultats efficaces dans les milieux slaves des Balkans ne tarda d'in-

quiéter les Puissances ; les aveux non déguisés que Nicolas I^{er} fit le 9 janvier 1853 à Sir Hamilton Seymour dévoilèrent les intentions secrètes de sa politique (1) : « Tenez, ajoutait-il, nous avons sur les bras « *un homme malade* » ; ce serait, je vous le dis franchement, un grand malheur si un de ces jours il devait nous échapper, surtout avant que les dispositions nécessaires fussent prises. Est-ce que nous ne pourrions pas nous entendre ? » Clairement le partage de la Turquie était demandé et en avril 1853 il répar-tissait les territoires : « Les principautés (Valachie et Moldavie) sont de fait un Etat indépendant sous ma protection ; c'est une situation qui peut continuer. La Serbie peut recevoir la même forme de gouvernement et la Bulgarie aussi ». A l'Angleterre il offrait l'Egypte et Candie, quant à Constantinople, tout en se défendant de vouloir cette capitale, il pensait que l'Angleterre ne s'opposerait pas trop à ce qu'il s'y installât à « titre provisoire ». La réponse à ces démarches, quoique les prétextes historiques sont autres (querelles des Lieux Saints, ultimatum de Menschikoff), fut la guerre de Crimée et le Traité de Paris de 1856. L'Autriche, l'Angleterre, la France et la Prusse imposèrent à la Russie des conditions désastreuses pour son

1. J'emprunte ces citations au cours (1912-1913) de M. Renault, professeur de Droit International à la Faculté de Paris, *La Question d'Orient*.

prestige et pour son existence même : neutralisation de la mer Noire ; retour de la Bessarabie à la Moldavie et par là même disparition de la Russie en tant que puissance danubienne. La Russie renonçait au protectorat des orthodoxes sujets du Sultan dont les intérêts étaient pris en main par les puissances collectivement ; enfin le protectorat spécial sur les principautés Moldo-Valaques était remis aux grandes puissances. Les principautés roumaines devaient, dans un élan magnifique, généreusement soutenues par la politique de Napoléon III, réussir, en 1859, leur réunion dans une même principauté et s'acheminer ainsi vers l'indépendance définitive.

La Russie sortait de cette guerre meurtrie ; les quatre puissances chrétiennes venaient garantir l'intégrité de l'Empire ottoman (art. 7 Conférence de Paris) et demandaient, il est vrai, des réformes pour les sujets chrétiens de l'Empire (art. 9 Conf. de Paris insérant l'Hatti-Humayum de 1856, 18 février). Nous avons eu déjà l'occasion d'apprécier l'efficacité de ces projets de réformes. La convention des détroits de 1841 était renforcée par une nouvelle convention. Le sultan déclarait : « qu'il avait la ferme résolution de maintenir, à l'avenir, le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, en vertu duquel il a été défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits... »

La Russie profitant de la situation créée par la guerre franco-allemande et s'appuyant sur la reconnaissance prussienne, déclara, et la Conférence de Londres de 1871 enregistra la décision de la Russie, de ne plus tenir compte des clauses relatives à la Mer Noire, contenues dans le traité de Paris.

De 1856 à 1875 la politique panslaviste de Gortschakoff prépara, dans les Balkans, une revanche à la guerre de Crimée. La révolution bosniaque 1875, les « massacres calmants » de Bulgarie indignèrent l'Europe ; Gladstone, à la Chambre des Communes, parla des « atrocités de Bulgarie » ; la Russie intervint militairement, vigoureusement secondée par la Roumanie, la Serbie et le Monténégro.

Les armées d'Osman-pacha battues par les troupes du prince Carol de Roumanie à Plewna découvrirent la route de Constantinople, les armées russes s'y engagèrent ; la Turquie à bout de souffle, écrasée, demanda grâce. Le Traité de San-Stéfano marque le point culminant de la puissance russe dans les Balkans. La Turquie souscrivait : à l'indépendance de la Roumanie et de la Bulgarie, à l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine ; la Serbie et le Monténégro obtenaient des agrandissements territoriaux ; enfin une « clause des détroits » ouvrait les Dardanelles aux navires de commerce allant vers un port russe ou en revenant.

La Turquie d'Europe était en pleine décomposition. Elle devait une fois encore être sauvée.

L'Angleterre qui suivait les péripéties de la guerre russo-turque, avec sa flotte sous pression, servit d'intermédiaire entre les exigences austro-allemandes et les prétentions de la Russie et fit accepter à cette dernière les clauses du Traité de Berlin. L'Angleterre, pour le service rendu à la Turquie, se vit octroyer l'île de Chypre.

Le Traité de Berlin a été désastreux pour les Balkans, nous l'avons déjà montré ; mortifiant pour la Russie.

La Russie avait combattu, une fois encore, pour la liberté des détroits et l'indépendance des peuples chrétiens ; voilà les résultats obtenus :

La convention des détroits telle qu'elle avait été conçue en 1841 était intégralement maintenue ; l'intégrité de l'Empire turc garanti.

La Roumanie qui se voyait amputée d'une de ses plus belles provinces — la Bessarabie — tournait, sous le coup de sa légitime douleur, ses regards vers les puissances de l'Europe Centrale, seul centre politique de l'Europe nourrissant et attisant ses colères.

La Bulgarie, sous le gouvernement du prince de Battenberg, s'impatiait de constater la mainmise un peu lourde que le gouvernement russe avait établie sur la jeune principauté ; d'ailleurs la Bulgarie ne tarda pas à rendre la Russie responsable du partage

de territoires du Congrès de Berlin ; elle vit avec indignation la Russie s'opposer au coup d'état de Philippopoli de 1885 et la fureur contre le « tzar libérateur » n'eut plus de bornes quand celui-ci ordonna à ses officiers de passer dans le camp ennemi alors que la Serbie poussée par l'Autriche lui déclarait la guerre en 1886. L'avènement de Ferdinand de Cobourg, la politique stambouloviste sont autant de coups portés à l'influence russe, autant de déboires essuyés par elle. La phrase de Bismarck cruelle dans son ironie, trouva son véritable emploi. « Les peuples délivrés n'ont pas de reconnaissance mais des prétentions ».

La Serbie, de son côté, dans la période qui suivit le Congrès de Berlin, ne donna pas satisfaction à la Russie. Telle qu'elle avait été constituée par cette dernière grande charte des Balkans la Serbie ne touchait pas à la mer, aussi pour correspondre avec l'Occident, il lui fallait emprunter les territoires de ses voisins. Pays d'élevage et de cultures, il lui fallait des débouchés ; l'Autriche déficitaire, devait devenir son client naturel, et en effet les bœufs et les porcs serbes prirent la route de l'empire voisin. Des traités de commerce établirent une véritable union douanière entre les deux pays.

D'un autre côté les règnes des rois Milan et Alexandre de la famille des Obrenovitch, ainsi que nous

allons le voir plus loin, furent pleins de complaisance pour le puissant empire.

L'Autriche-Hongrie établit, sous la forme d'une occupation provisoire, une domination effective sur la Bosnie et l'Herzégovine.

Le Monténégro duquel le tsar Alexandre III, dans une heure de découragement, a pu dire qu'il était « le seul ami de la Russie » gardait fièrement dans ses rochers le secret espoir d'une heure meilleure pour le slavisme.

La Grèce, par ses intérêts maritimes, se trouvait sous l'influence plus directe des puissances méditerranéennes. Ainsi les grandes victoires remportées par les armées russes se cristallisaient en une grave défaite diplomatique. Les dernières années du xix^e siècle surprendront une Russie découragée par ses insuccès balkaniques et prête à porter toute son influence et toute son énergie sur d'autres champs d'activité, en Mandchourie, en Extrême-Orient.

*
* *

La puissance qui manifestement a contrecarré toute politique russe depuis 50 ans est l'Autriche-Hongrie. La politique balkanique de l'Empire Habsbourgeois est entrée dans sa phase aiguë en 1866; Sadowa et le traité de Nickolsbourg, en signifiant la fin de l'influence autrichienne dans la politique intérieure de l'Allemagne, étaient le point de départ de l'expansion

orientale de la double monarchie. Bismarck a été pour beaucoup dans cette directive nouvelle de la politique autrichienne ; prévoyant la coalition, « l'encerclement » que la rapide fortune de la Prusse allait déchaîner, dès le traité de Berlin il soutint la politique du comte Andrassy, car, par tous les moyens, depuis 1870 il voulait s'allier la monarchie des Habsbourg. Le chancelier de fer devait, dans ses *mémoires*, formuler la doctrine balkanique de l'Autriche, son alliée depuis 1879 : « La manière dont l'Empire allemand s'est constitué montre le chemin par lequel l'Autriche peut arriver à concilier ses intérêts politiques et matériels dans la péninsule : *c'est le plan d'une confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne...* » Tout le secret de la formule « Drang nach Osten » s'y trouve ; Confédération balkanique conduisant à Salonique, à la mer Egée. Dès 1878 le comte Andrassy formulait ses prétentions ; au lendemain du traité de San-Stéfano l'Autriche-Hongrie proposait : la création d'une principauté en Bosnie et Herzégovine ; autonomie de l'Albanie ; l'établissement d'une union douanière unissant la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, le Monténégro et l'Autriche. Le « zollverein » a été de tout temps dans la politique germanique moderne l'échelon devant conduire à l'asservissement politique complet. L'Angleterre, qui ne tenait pas à un agrandissement pareil de l'Autriche, mit un frein à ses prétentions ; le Congrès de Berlin lui aban-

donna cependant les provinces de Bosnie et d'Herzégovine afin de les « pacifier » en stipulant que cette occupation devait être provisoire. Par là un pas venait d'être fait par l'Autriche, pas d'une importance capitale dans sa « marche vers l'Est ».

Nous allons suivre l'évolution de cette politique de 1880 à 1908, date qui, à notre avis, est le point de départ de la crise balkanique, chapitre contemporain de la question d'Orient, et dont les événements de 1912-1913 ne sont que le prologue du drame européen que nous vivons.

Dans son expansion vers l'est l'Autriche rencontre l'Etat serbe qui par sa situation géographique et l'individualité très remuante de sa race semble s'opposer à toute infiltration autrichienne. Barrière vivante, le royaume slave est la principale difficulté à surmonter pour relier Buda-Pest à Salonique ; aussi la politique autrichienne aborda l'obstacle de front.

Nous avons eu l'occasion de nous entretenir plus haut de la parcimonie avec laquelle on limita le jeune royaume au Congrès de Berlin ; tel qu'il était constitué il lui était impossible de communiquer librement avec le reste du globe, fatalement, aux premières années de son existence, il lui a fallu accepter, pour son élevage et ses céréales, les débouchés rémunérateurs tout proches que l'Autriche lui proposait. Des traités de commerce, établissant une véritable union douanière furent signés ; l'état de dépendance,

par ce moyen établi entre la Serbie et l'Empire. C'est la période qu'on appela avec fort d'à-propos « la guerre des porcs ». A toute velléité d'émancipation politique à Belgrade, on répondait de Vienne par la fermeture de la frontière ; la Serbie, dont les ressources résident exclusivement dans ses exportations, devait se plier aux exigences autrichiennes. Aussi la mainmise de la monarchie dualiste devient puissante — la Ballplatz semblait dicter jusqu'à la politique serbe ; les quelques exemples qui suivent nous le prouveront : En 1885 après le coup d'Etat de Philipopoli, réunissant la Roumélie orientale à la Bulgarie, Vienne afin de brouiller définitivement la Serbie et sa voisine — car par dessus tout elle craignait une entente entre peuples balkaniques — poussa à la guerre ; la Serbie, gravement défaite, trouva dans l'Autriche une médiatrice heureuse de pouvoir se poser en libératrice de son territoire. Ouvertement aussi les émissaires de la monarchie se mêlaient aux luttes intérieures soutenant tantôt les Obrenovitch, tantôt les Karageorgevitch, ils arrivèrent au résultat voulu : c'est-à-dire à l'anarchie complète dans la vie intérieure serbe. Se pliant aux volontés de Vienne, en 1882, le roi Milan signa une convention aux termes de laquelle l'Autriche obtenait le droit d'emprunter le territoire du royaume pour transporter ses troupes, au cas où en Macédoine il aurait « fallu établir l'ordre », en retour la monarchie garantissait ce qui res-

Iancovici.

tait de liberté à la Serbie. En 1894 le roi Milan abdiquait en faveur de son fils Alexandre, celui-ci fit mine de vouloir secouer le joug autrichien ; immédiatement les frontières se fermèrent aux porcs, aux bœufs et fruits serbes ; Alexandre ayant à faire face à une crise économique grave céda. Cependant le sentiment national mortifié par la domesticité de ses gouvernants s'impatiait, le mécontentement grondait, une sommaire révolution emporta, dans un peu trop de sang il est vrai, et le roi et cette politique néfaste qui n'aurait pas tardé à faire de la Serbie la « marche avancée de l'est » et ainsi couronner les efforts de la politique autrichienne.

En 1903 Pierre Karageorgevitch montait sur le trône ; avec lui le régime constitutionnel reprenait son jeu normal ; les élections donnèrent le pouvoir au parti radical qui désigna comme chef de gouvernement M. Patchich ; son programme très simple peut se résumer en ces quelques propositions : relèvement des finances ; indépendance économique ; organisation d'une armée suffisante prête à soutenir les droits et revendications de la Serbie. Heureux les peuples qui à des heures graves de leur histoire ont la chance de trouver un homme qui, dans sa personne, synthétise les qualités, la vigueur et l'intelligence de la race et qui, voyant le péril et pressant le devoir, sache crânement conduire le pays vers les plus hautes destinées. La glorieuse histoire serbe devra, dans une

page à part, commémorer les deux noms de Pierre, roi, et Patchich, ministre, et saluer en eux les rédempteurs de la plus grande Serbie.

En 1905 devait se renouveler le traité de commerce avec l'Autriche. M. Patchich entreprit une tournée européenne ; il fut accueilli avec bienveillance et empressement à Bucarest, Cettigné, Sofia ; les politiciens de Vienne, en apprenant cette nouvelle, fermèrent les frontières ; il était trop tard, les marchandises serbes étaient sur le point de connaître d'autres routes pour atteindre des débouchés nouveaux. Par le Danube, voie internationale, les marchandises pouvaient aller soit à Ratisbonne et de là se rendre en Allemagne, soit à Galatz et Braïla et de là être embarquées pour l'Occident. L'Autriche vaincue, voyant tout son savant échaffaudage écroulé, signa, en 1906, un nouveau traité de commerce avec la Serbie en lui accordant la clause de la nation la plus favorisée.

La Serbie pour son développement économique et militaire trouva, avec l'aide de la Russie, l'argent nécessaire en France. La partie était perdue pour l'Autriche — elle préparait sa revanche.

En Bulgarie les plans de l'Autriche furent merveilleusement secondés par le dépit qu'on éprouva en apprenant les clauses du traité de Berlin ; la Russie, en traitant la jeune principauté un peu en « pays conquis », sut faire oublier les services qu'elle avait rendus, devint même impopulaire. L'habileté que l'Au-

triche sut montrer en 1885 en venant appuyer, en même temps que l'Angleterre et la France, l'entorse apportée au dernier traité, par la réunion de la Roumélie orientale à la mère-patrie, finit par lui gagner les sympathies bulgares. En 1887 la Sobranié, en élisant comme successeur à Alexandre de Battenberg Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, lieutenant dans l'armée autrichienne, témoignait des véritables sentiments du pays. En France, en voyant sur le trône de ce jeune Etat un fils de Clémentine de Bourbon-Orléans, petit-fils de Louis-Philippe, on ne cacha pas son contentement. On pensait que la culture française allait trouver, dans ce pays en friche, des centres d'activité nouveaux. En fait avec Ferdinand devait s'implanter en Bulgarie la politique autrichienne ; d'une finesse et d'une ruse qu'il éleva jusqu'aux hauteurs d'un dogme, il a pu donner le change, cacher, pour un temps, ses véritables desseins, mais chaque fois que dans des heures graves il a dû prendre une attitude — et par ce fait s'est trouvé en présence de deux courants, l'un autrichien et l'autre d'une puissance quelconque, la Russie habituellement — il n'a jamais hésité, c'est toujours la pensée autrichienne qui a prévalu en lui, et qu'il a fait triompher. Il faut reconnaître, et en tant que Roumain je le fais en toute justice, que le travail accompli par ce roi en moins de trente ans a été considérable ; régnant sur un peuple rustre, sortant d'une nuit plus de cinq fois sécu-

laire, réfractaire par cela même à toute idée moderne, il sut, en peu de temps, lui donner un vernis capable de tromper un œil distrait sur les « trous » qu'une brillante façade cachait. Pour concrétiser ma pensée il me suffira de transcrire une impression personnelle : alors qu'on avance au cœur de la Bulgarie par des routes (?), des fondrières, et qu'on atteint un village, qui n'est que la réunion de petites chaumières, misérables d'aspect, deux monuments imposants vous attirent les regards et vous étonnent, l'un c'est l'école, l'autre la caserne. C'est toute la Bulgarie moderne. L'armée en particulier a bénéficié de la sollicitude du roi, il en fit, il est vrai, un instrument puissant, redoutable. Reprenons chronologiquement les faits.

L'avènement de Ferdinand coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Stambouloff, chef du parti politique anti-russe et philo-autrichien, il devait gouverner la Bulgarie jusqu'en 1895. Pendant ces huit ans il sut prêter une oreille attentive et complaisante aux projets autrichiens ; en retour d'une Autriche-Hongrie allant du Danube au golfe de Salonique, les politiciens de la monarchie promettaient à la Bulgarie l'hégémonie balkanique. En 1896, sur les instances de la France alliée à la Russie et amie de la Bulgarie, car ici aussi l'argent français est le principal levier de l'essor économique et politique du pays, le prince Ferdinand se résignait à faire les démarches nécessaires pour être reconnu par le Tsar. Stambouloff

abandonna le pouvoir aux mains de M. Stoïloff qui aura comme successeur M. Daneff — tous deux partisans de la Russie; en plus le prince héritier Boris se convertit à la religion orthodoxe afin de calmer les inquiétudes de la diplomatie russe qui craignait de voir s'établir en Bulgarie une dynastie catholique. Ce rapprochement russo-bulgare sembla marquer un échec pour la politique autrichienne — l'intéressant ouvrage *La Trahison Bulgare* publié par Balcanicus, nous renseigne qu'à la même époque, 1898, la Bulgarie liait définitivement sa politique à celle de l'Autriche par un traité secret signé par le premier ministre bulgare, M. Stoïloff (1)! Le jeu de bascule commençait dès cette époque pour la Bulgarie — il sembla et on l'a cru pendant longtemps que Ferdinand de Cobourg, en vue des intérêts suprêmes de son pays, ménageait les différentes politiques en présence; on admirait son habileté, l'Europe lui tressa des couronnes quand en 1902, à propos des affaires macédoniennes, il sut conserver la paix; 1908 et 1913 prouvèrent, avec évidence, ses véritables sentiments.

On a souvent tendance à établir une opposition entre gouvernement et peuple bulgare; l'un serait inféodé à la politique germanique, l'autre conserverait intacte sa reconnaissance au « tsar libérateur ».

1. Voir *La Trahison Bulgare*, Balcanicus, p. 195.

Je crois cette opinion erronée, le peuple bulgare inculte se trouve sous l'influence immédiate de la classe cultivée qui lui inculque ses sentiments et ses pensées ; or l'éducation de cette classe a été surtout l'œuvre de l'Allemagne. Ces quelques lignes, avec une éloquence à laquelle je ne saurai prétendre, constataient cela dès 1904 : « Depuis vingt-cinq ans, les Bulgares, gouvernement et citoyens, n'ont été que les disciples de la culture germanique, les pionniers intellectuels de l'Allemagne dans le *Drang nach Osten*. Ils accourent aujourd'hui à nos écoles et à nos universités françaises parce qu'après vingt-cinq ans d'hégémonie allemande ils découvrent, et le monde avec eux — que la France, malgré tout, redevient la suprême éducatrice des peuples. *Mais dans ce dernier quart de siècle ce fut aux universités allemandes qu'allait s'instruire la jeune Bulgarie : la lumière bulgare au Levant n'est qu'un reflet du soleil germanique* (1). Faut-il encore ajouter pour montrer combien l'idée germanique est inféodée en Bulgarie et par cela même l'idée autrichienne que le barde populaire, le chantre des gloires bulgares Cyrille Khristoff, en dessous de son nom ajoute son origine « Tartaro-Bulgare » et par là se découvre une parenté toute proche avec les Maghiars. Faut-il rappeler aussi que les générations qui se levaient au commencement de

1. *Pro Macedonia*, Victor Bérard, p. 46.

ce siècle s'intitulaient avec fierté « Les Prussiens des Balkans ».

L'Autriche en Bulgarie retrouvait l'écho de toutes ses aspirations, l'allié fidèle de sa politique orientale.

L'organisation méthodique de pénétration autrichienne dépassait la Serbie et la Bulgarie pour aller porter jusqu'en Macédoine la parole officielle. Autour des consulats un lent et silencieux travail était organisé, de l'argent, des cadeaux venaient soutenir une propagande insinuante : « regardez la Bosnie et l'Herzégovine, disaient-ils en substance aux malheureux macédoniens, terres slaves comme la Macédoine, si misérables jadis sous le joug turc, si florissantes aujourd'hui, vrai paradis à la porte de l'enfer balkanique, depuis que l'Autriche s'est chargée du bonheur de ces provinces » (1). Travail lent, souterrain, qui produisait ses effets ; quand les Macédoniens demandaient à l'Europe de vivre sous la tutelle effective des puissances, tout en restant sujets ottomans, ne semble-t-il pas entendre comme un écho des prédictions autrichiennes ?

En Albanie de même nous avons montré l'œuvre confiée aux Albanais chrétiens catholiques, les mirdites — qui prêchent le point de vue autrichien. Partout dans les Balkans, au commencement de ce siècle, se dessinaient, tortueuses et insinuantes, les manœuvres

1. Voir Victor Bérard, *La Macédoine*.

vres autrichiennes; jouant de la force, de la ruse, employant partout l'argent cette *ultima ratio* devant laquelle rarement une conscience balkanique sait résister; se serraient, se pressaient, les filets et les mailles de cette grande entreprise politique : la marche vers l'est.

Si je peux me résumer il me semble que trois grandes idées dominent cette politique :

Liberté de la mer Adriatique.

Maintien de la discorde entre Etats Balkaniques afin d'empêcher toute confédération entre ces puissances.

En troisième lieu maintien et développement des débouchés économiques profitables à la production manufacturière autrichienne.

*
* *

Les puissances se trouvant, en quelque sorte, au second plan dans cette lutte de compétitions sur le théâtre balkanique, sont les puissances occidentales : La France, l'Angleterre, et par certains côtés, l'Allemagne.

La France n'a pas d'intérêt « actif » dans les Balkans, cela veut dire que le jour du partage de cette péninsule — partage qu'elle désire en conformité avec le principe des nationalités — elle n'aura aucun territoire à revendiquer. Puissance méditerranéenne et grande puissance musulmane, par son vaste empire

colonial elle concilie ses intérêts en exigeant l'équilibre dans la Méditerranée, équilibre qui lui garantit sa libre communication avec l'Afrique française ; en tant que puissance musulmane, elle a toujours secondé — avec son argent et ses conseils — les efforts tentés par le Sultan-Khalife, afin de consolider, par un apport de civilisation, la stabilité de l'Empire ottoman.

Les Etats Balkaniques ont trouvé en France l'aide matérielle et morale capable de guider leurs premiers mouvements ; l'argent français, en grande partie, vint construire les premières routes, poser les premiers rails, les manufactures de France équipèrent leurs soldats ; en plus de cela la France se flattait d'être la grande éducatrice morale de ces peuples, par ses écoles et ses facultés, et ce n'était pas là son moindre orgueil. Mieux que je ne pourrais le faire, voici M. G. Hanotaux traduisant ma pensée :

« L'intérêt de la France est connu ; elle est favorable à l'équilibre et à la paix, avec le concours et pour le plus grand honneur et profit d'elle-même, de son alliée la Russie, du groupement où elle figure et du concert européen où elle est partie » (1).

La politique anglaise a de tout temps dans l'histoire moderne, trouvé son essor et ses fondements

1. G. Hanotaux, *La guerre des Balkans et l'Europe*, p. 57.

dans ce dogme : suprématie des mers ; suprématie des mers afin que l'Angleterre ne puisse être gênée dans ses communications et ses relations avec son vaste empire colonial. Dans l'Orient européen, partant du même principe, elle devait trouver ses directives politiques. L'ambition russe d'atteindre le Bosphore et par là la Méditerranée, a rencontré toujours, jusqu'à ces tous derniers temps, une opposition formelle de la part des gouvernements de la Grande-Bretagne. La portion orientale de la Méditerranée devait rester un « lac anglais », la route du canal de Suez et des Indes devait être à l'abri de toute attaque ; la Russie devenant puissance méditerranéenne l'équilibre des forces était rompu et l'Angleterre croyait que cela serait à son désavantage. Aussi toute tentative russe de déboucher sur la mer libre voyait du même coup surgir pour lui barrer la route la flotte vigilante du Royaume-Uni. Cette politique traditionnelle de l'Angleterre est facile à suivre à toutes les époques, particulièrement dans ce dernier demi-siècle.

En 1853, Palmerston, chancelier de la reine Victoria, sur les indications de sir Hamilton Seymour, organisa la guerre de Crimée et le désastreux traité de Paris qui d'un seul coup anéantit tout le lent labeur de la Russie dans la Mer Noire ; en 1871, c'était encore l'Angleterre qui protestait à la Conférence de Londres contre la décision impétueuse de Gortschakoff ; en 1878, la flotte anglaise protégea Constanti-

nople et conduisit la Russie à la Conférence de Berlin. L'Angleterre encore s'opposa à la Grande Bulgarie conçue à San-Stéfano; en 1885, rassurée sur les sentiments bulgares, elle était la première à demander la ratification du coup d'état de Philippopoli. A chaque fois, profitant du moindre incident on la voit prête à mener le branle contre la Russie.

L'époque contemporaine devait assister à une transformation complète dans la politique anglaise; les projets d'expansion germaniques, le chemin de fer de Bagdad, le Transiranien, dévoilèrent à l'Angleterre que la suprématie incontestée des mers qu'elle possédait pouvait courir de grands dangers sur terre; l'Inde n'était plus inviolable. Des directives nouvelles furent prises; nous en reparlerons.

Bismarck dans ses *mémoires* a voulu tracer la ligne politique que l'Empire germanique avait à suivre en Orient. Quelques-uns de ces préceptes se sont perpétués jusqu'à nous, et sous d'autres formes, à peine modifiés, nous les trouvons dans les paroles et actes de la diplomatie allemande.

Nous sommes loin, il est vrai, de l'époque où Bismarck disait : « que toute la Question d'Orient ne valait pas, à ses yeux, les os d'un grenadier poméranien ». L'accroissement de la population, la surproduction manufacturière, poussaient l'Allemagne à trouver des débouchés pour employer son trop-plein de production, les activités inemployées. Ces dernières années

verront l'Empire se rapprocher de la Turquie ; prête, elle attendait le moment propice pour envahir l'Asie-Mineure : la Palestine, la Perse ; le projet liant Hambourg au Golfe Persique par le rail allemand, prenait consistance dans l'esprit des pangermanistes — et ils se préparaient à le transformer en une réalité. Cette poussée vers l'Orient et l'Extrême-Orient a eu pour premier effet de voir l'Allemagne soutenir et appuyer la politique balkanique Austro-Hongroise. Mais cette entreprise devait rencontrer des oppositions. Bismarck le prévoyait ; la Russie particulièrement ne pouvait rester impassible. Alors voilà les paroles prophétiques du chancelier de fer : « en cas d'une attaque (ou d'une action quelconque de la Russie sur Constantinople) — l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie auront toujours à prendre position plus tôt que la France, parce que les intérêts de la France en Orient sont moins urgents et sont subordonnés à la question de la frontière franco-allemande..... » et plus loin : « Si le cabinet de Saint-Petersbourg prend pour premier objectif de fermer la mer Noire et si la Turquie tire l'épée pour résister à cette exigence, *la Russie se verra probablement attaquée d'un autre côté* » (1). (Allemagne et Autriche évidemment).

Telle est la politique allemande : marche vers l'est

1. *Mémoires*. Prince de Bismarck. t. I, chap. XXX.

et pour assurer son flanc, d'un œil vigilant, elle couve la Russie attendant l'heure de la réduire.

..

Maintenant que nous avons exposé, dans leurs grandes lignes, l'ensemble des politiques qui convergent sur la péninsule balkanique, il nous sera facile de répondre à la question que nous posions en tête de ce chapitre : Comment se fait-il que l'Europe qui disposait de l'article 23 du traité de Berlin, par lequel pleins pouvoirs lui étaient accordés afin de contrôler « les réformes promises par la Turquie, a toléré l'état d'anarchie et d'insécurité que nous avons constaté dans les provinces chrétiennes ? L'action des puissances aurait pu être efficace, si dans un même esprit, avec unité de vues et un plan commun elles avaient exigé l'exercice de leur contrôle. La Porte ayant le spectacle des rivalités et des querelles qui déchiraient les puissances, en a profité pour déjouer tout projet sérieux de réformes, convaincue qu'elle était « que là Turquie n'est pas défendue seulement par ses propres forces ; elle est défendue aussi par la coalition des convoitises qui veille sur elle » (1).

..

En septembre 1908 l'Autriche-Hongrie, sous le gouvernement de M. d'Aerenthal, profitant des trou-

1. G. Hanotaux, *La Politique de l'Equilibre*.

bles créés par la révolution jeune-turque dans l'Empire ottoman, annexait, par un acte unilatéral les provinces de Bosnie et Herzégovine. En même temps la Bulgarie se proclamait indépendante, le peuple acclamait le prince, tsar des Bulgares (1).

Ce coup véhément apporté aux engagements internationaux répandit plus que de la surprise dans — ce qu'on appelait encore à cette époque — le concert européen. En effet, le 27 janvier 1908 M. d'Aerenthal faisant « l'exposé de sa politique » déclarait : « Fidèles à notre politique balkanique *nous ne cherchons pas à faire des conquêtes territoriales*. Dans les Balkans notre mission est une mission économique » et suivait tout un plan de constructions de voies ferrées qui devait, en commençant par la ligne Zsuaé-Mitrovitz, assurer la pénétration germanique dans les Balkans et par là se propager en Asie-Mineure. Cette politique, qu'on avait surnommée « la politique des voies ferrées » échoua d'ailleurs sous la pression des influences russes, italiennes, serbes et même turques. L'Europe cependant, en août 1908, était encore sous l'impression rassurante des déclarations de M. d'Aerenthal qui affirmait que la monarchie était « saturée de territoires ». Ce brusque changement démontrait

1. Le Monténégro obtient à son tour la suppression de certaines restrictions à sa souveraineté (Traité de Berlin, article 2). En 1911 il réalisera un rêve longtemps caressé en s'éri-geant en royaume.

péremptoirement que l'Autriche, jouant cartes sur table, entraît dans la période de réalisations de ses visées balkaniques. « *La confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne...* », suivant la formule du Prince de Bismarck, trouvait un commencement d'exécution. L'Autriche en brusquant les événements était fortement soutenue par l'Allemagne et la manœuvre concomitante bulgare prouvait que les deux Etats travaillaient de connivence. L'Europe surprise s'agita. La Question d'Orient, dans son ensemble, était-elle mise en jeu ? L'Angleterre envoyait en hâte des navires et des troupes à la Canée. M. Tittoni, chef du gouvernement italien était accusé de s'être laissé bernier par « son amie et alliée » ; les chancelleries échangeaient des notes ; conférence, compensations étaient les mots qui couraient dans les conversations entre diplomates !... On craignait pour la paix.

L'annexion de la Bosnie et Herzégovine devait être douloureusement ressentie en Serbie ; ces deux provinces, serbes par leur population, vivaient dans le secret espoir de se voir un jour réunies à leurs frères indépendants ; l'initiative autrichienne brisait ces intimes pensées ; un cri de fureur parcourut le royaume qui, sous la poussée énergique de ses dirigeants, était en pleine régénérescence, « la Bosnie et Herzégovine sont notre Alsace-Lorraine » clamaient les Serbes.

Cependant l'Europe a dû se résigner et accepter la nouvelle situation, d'autant plus que l'Autriche continuant à cacher son jeu réussit à tromper la vigilance des diplomates sur ses véritables intentions en faisant abandon à la Turquie du protectorat qu'elle exerçait sur le Sandjak de Novi-Bazar. En retirant de cette province les trois garnisons qu'elle entretenait, l'Autriche avait comme un air de se couper, et de sa propre initiative, la route de Salonique. Certains auteurs, dont la grande compétence et la perspicace sagacité ne peuvent laisser un doute, s'y sont trompés. Voici, en effet, un extrait d'un article de M. Hanotaux, ancien ambassadeur de France à Constantinople, publié dans la *Revue Hebdomadaire* en août 1908 :

« L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, contraire aux traités, aux paroles échangées, aux signatures données, n'est pas cependant un fait qui altère profondément l'ordre européen ; elle n'innove pas, à proprement parler ; elle affirme la pérennité d'une opération provisoire, voilà tout. C'est grave, mais ce n'est pas mortel. *D'autant plus que la renonciation au district de Novi-Bazar atténue incontestablement la portée de l'annexion, puisqu'elle révèle une modification appréciable des visées austro-hongroises vers Salonique et vers l'Archipel.* »

Ces lignes écrites en toute bonne foi en août 1908 ont une sonorité étrange en novembre 1915 !

L'annexion de la Bosnie et Herzégovine était la première manifestation d'une conception politique nouvelle et dont l'archiduc héritier François-Ferdinand, assassiné en juin 1914 à Sarajevo, était le principal protagoniste. L'Empire austro-hongrois englobant plus de huit nationalités distinctes est gouverné par deux peuples : les Allemands à Vienne, les Hongrois à Budapest ; la forme dualiste de la monarchie, en présence des courants nationalistes qui de Pologne par la Transylvanie venait répandre dans les masses slaves du Sud et du Sud-Est de l'Empire, le ferment d'indépendances proches, ne tarda pas d'inquiéter les dirigeants ; la menace de désagrégation de l'Autriche-Hongrie a été envisagée de tout temps à Vienne et à Pest ; par des moyens inquisitoriaux on avait essayé de la prévenir. Ici encore « la force n'a pas été un remède ». La conception nouvelle résidait dans la volonté de réunir les cinq ou six millions de Yougo-Slaves Croates et Dalmates catholiques, Serbes orthodoxes et Bosniaques et Herzégoviniens musulmans, dans un Etat distinct jouissant de droits et prérogatives équivalents à ceux du royaume hongrois. Le « trialisme » devait remplacer le « dualisme » instable. Si ce premier pas avait réussi, il est fort probable que la Serbie, le Monténégro, l'Albanie auraient été, de gré ou de force, attirés vers ce centre « indépendant slave » de la monarchie (1). Ici

1. Ces prévisions sont exposées par M. Victor Bérard dans

encore la vieille formule « confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne... » est présentée sous une forme nouvelle. A l'entrevue de Konopicht entre Guillaume II et l'archiduc François-Ferdinand, en mai 1914, ces projets ne furent-ils pas agités à nouveau ? Des réalisations immédiates décidées ? Les manœuvres des troupes austro-hongroises dans les parages limitrophes de la Serbie n'avaient-elles d'autres buts que l'entraînement normal des troupes ? L'histoire plus tard nous le dira.

Ce qui est évident c'est que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine était un coup directement porté à la Russie. L'Autriche avait l'air de dire que toute influence étrangère en dehors de la sienne était consignée à la porte des Balkans ; en plus, et ceci devait être douloureusement ressenti en Russie, la Bulgarie liait résolument partie avec l'Empire autrichien.

L'Autriche et la Russie, en 1897, avaient signé un vague accord par lequel elles se garantissaient réciproquement le *statu quo* balkanique — cette formule est toujours un pis aller, une formule vide de sens entre peuples ayant des intérêts actifs en opposition. — *Statu quo* veut dire que le jour où une des puis-

sa conférence récente sur la Serbie, elles trouvent leur fondement dans une série d'articles publiés en 1906 par la *Danzer's Armée Zeitung* de Vienne.

sances croira se trouver en possession d'une force suffisante pour imposer sa volonté, elle ne sera plus tenue à respecter un état qu'elle considère comme contraire à ses aspirations. Le moment était propice pour l'Autriche. Forte de ses alliances, elle avait devant elle une Russie affaiblie par une guerre malheureuse, Moukden prolongeait ses conséquences jusque sur le Danube ; la France alliée de l'empire moscovite en pleine campagne marocaine ; la Serbie anémiée par une longue suite d'erreurs ; et par dessus cela l'incertitude des sentiments de l'Angleterre. Le projet d'une conférence européenne fut mis en avant, l'Autriche y consentait à la condition qu'il fut bien entendu que la Conférence se bornera à constater le fait accompli — alors quel aurait été son but ? on parla de compensations, la Russie crut le moment propice pour essayer de remettre sur le tapis la question des détroits — l'Angleterre s'y opposant on ne risquait que d'envenimer une situation déjà délicate.

M. Isvolski, avec une sagesse et un sang-froid remarquables, sut maîtriser la légitime indignation que soulevait dans tout l'Empire moscovite ce nouvel affront au prestige russe ; impassible aux cris des panslavistes qui demandaient la guerre, en beau joueur et en bon russe, il avoua crânement avoir perdu une manche — il fallait préparer la seconde (1).

1. Le 27 février 1909 survenait à Constantinople un accord

La Question d'Orient était virtuellement rouverte — on le sentit en Europe, on se rendit compte aussi que le sort de la péninsule allait être l'enjeu des luttes proches vers lesquelles l'Europe courrait guidée par la politique effrénée des armements. L'alliance franco-russe jouait dans son plein d'effets ; la Russie, consciente de la partie qu'elle aura à soutenir, multipliait ses efforts pour se tenir prête ; la construction de chemins de fer, la réorganisation de tous les rouages de son armée, étaient énergiquement activées. Le doute et l'incertitude continuaient cependant à planer sur les intentions anglaises. Voici sommairement l'évolution qui se fit dans la politique traditionnelle de l'Angleterre. Au commencement de ce siècle l'Angleterre est obligée de concentrer toute son attention sur les problèmes suivants : politique des rails germaniques en Asie et en second lieu accroissement imprévu de la flotte allemande ; elle semble être menacée sur terre et sur mer ; le doute prend alors naissance dans son esprit et se demande si continuant à rester dans son « splendide isolement », elle ne court pas le risque de se voir impuissante un jour à faire face à la multitude d'intérêts qu'elle a su se ménager un peu sur toute la carte du monde ? L'idée

entre l'Autriche et la Turquie. L'Empire Austro-Hongrois consentait à payer à la Turquie pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine une somme de 54 millions de francs.

d'une politique « d'ententes » germa dans l'esprit de M. Joé Chamberlain. « Entente » est un terme exprimant une liaison diplomatique plus vague, plus relâchée qu'« alliance »; elle ménage davantage l'avenir, elle fut préférée par l'Angleterre. Entre la France et le Royaume-Uni toute concurrence coloniale depuis Fachoda était écartée; Edouard VII devait lier son nom au rapprochement des deux pays. La France, en « honnête courtier » — le terme est de Bismarck, — entreprit cette œuvre paradoxale, si on consulte un peu l'histoire, d'essayer un rapprochement entre Angleterre et Russie. Il y a ici un lent travail qu'il est difficile de suivre, les cartons du Quai d'Orsay, du Foreign Office et de la rue des Chantres gardent leur mystère. Ce qui nous intéresse au plus haut point est de savoir qu'en 1912 les bases d'une « entente » étaient discutées entre Pétersbourg et Londres (1), un rapprochement était « en l'air » et ainsi l'inimitié traditionnelle entre ces deux puissances était sur le point de se dissiper et cela au moment où la crise balkanique allait entrer dans une phase aiguë.

1. En août 1912 M. Sosonoff rendant la visite que le président du conseil français, M. Poincaré, venait de faire à Pétersbourg, s'arrêtait à Londres avant que de venir à Paris. Une entente navale, suivie de crédits importants votés par la Douma, avait été signée entre la France et la Russie à Paris. L'Angleterre « officiellement » ignorait cette nouvelle convention, officieusement elle fut fort satisfaite d'apprendre ce nouvel accroissement de forces dans les mers du Nord.

Un événement d'une importance capitale, générateur, pour ainsi dire, de la crise balkanique de 1912 doit encore attirer toute notre attention : le conflit Italo-Turc (1). Il nous servira tout d'abord pour constater une fois de plus que malgré la garantie de conventions solennelles renouvelées au Congrès de Paris, au Congrès de Berlin, à la Conférence de Londres, conventions stipulant et assurant entre grandes puissances l'intégrité de l'Empire ottoman ; celui-ci pouvait se trouver, alors qu'une action énergique était engagée contre lui, à la merci d'un coup de main. L'Italie, avec le consentement des puissances intéressées aux destinées méditerranéennes, décida de porter sa puissance d'expansion en Tripolitaine, province turque, distante de quelques heures de la Sicile. Confiante dans son armée, comptant aussi sur la désorganisation administrative et militaire dont les services étaient presque inexistants dans cette province africaine, elle escomptait une soumission rapide de la contrée ; grand fut son étonnement quand elle eut à constater l'opposition farouche que les éléments indigènes, aidés par une poignée de réguliers turcs, lui opposaient. Un facteur impondérable et avec lequel elle n'avait pas compté — le fanatisme islamique — venait de rallier les énergies musulmanes et dans un dernier sursaut elles se dressaient contre l'invasion chrétienne. La

1. Thomas Barclay, *The turco-italian war and its problems*.

guerre devenant longue, les pertes cruelles et nombreuses, l'Italie fit mine de vouloir imposer sa volonté en portant la guerre en Turquie d'Europe. Successivement sa flotte canonna les Dardanelles et occupa des îles de l'Archipel. Tant que l'action italienne s'était limitée aux côtes de Tripolitaine et de Cyrénaïque l'Europe impassible suivit les événements ; le jour où le canon gronda dans l'Archipel et aux portes de Constantinople à Gallipoli, le désarroi brusquement se répandit dans les chancelleries. Toute la question d'Orient avec toutes les compétitions que sa liquidation entraînerait était-elle ouverte ? Partout, dans toutes les capitales, là presse, les diplomates faisaient appel, cherchaient le « concert des puissances », on ne rencontrait que cacophonie, c'est-à-dire des intérêts « pacifiquement » irréconciliables. L'Allemagne, alliée de l'Italie, et presque alliée à la Turquie, ne savait comment ménager l'une tout en gardant la sympathie de l'autre. Guillaume II conseillait — je ne sais si ironiquement — « une victoire décisive » à l'Italie et encourageait la résistance turque ; pendant que la chancellerie allemande livrait à l'amirauté italienne les plans des champs de mines des Dardanelles, Krupp fournissait cartouches et fusils aux bandes commandées par Enver-Pacha.

L'Autriche montrait une certaine placidité, l'Italie lui ayant fourni toutes les assurances en ce qui concernait l'Albanie. Du côté russe on avait craint

une nouvelle initiative remettant en jeu le problème des Détroits. M. Sasonoff en plein travail « d'entente » avec l'Angleterre ne chercha pas à précipiter les événements ; une fois encore la Russie faisait preuve de son grand esprit conciliateur, elle le poussait dans ses extrêmes limites par le fait qu'une proposition de conciliation, afin de liquider le conflit italo-turc, partait de Pétrograd.

Mais comment concilier l'Europe ?

La France et l'Angleterre dans un effort commun veillaient à ce qu'une action définitive contre la Turquie dans la Méditerranée ne fut pas entreprise. Elles défendaient qu'on touchât aux ports de Salonique et de Sude, empêchaient un débarquement à Mytilène et Lemnos ; conscientes du danger que la paix européenne courrait du fait de toucher aux grands problèmes que ces points stratégiques comportent.

Les souverains et les chefs politiques responsables parcouraient l'Europe en quête d'une formule qui mettrait tout le monde d'accord. Les ministres anglais se rencontraient à Malte, Lord Kitchner s'entretint avec M. Winston Churchill ; à Potsdam le tsar Nicolas II rendait visite à Guillaume II, tous deux suivis d'une escorte de chanceliers et diplomates ; M. Poincaré, ministre des Affaires étrangères, se rendait en Russie ; M. Sasonoff venait à Londres et à Paris ; les chanceliers d'Autriche et d'Allemagne se rencontraient à

Buchlau..... et pourtant rien de réel ne prenait consistance.

L'Italie que la guerre épuisait intriguait dans les Balkans. Le Monténégro annonçait à qui voulait l'entendre que prochainement on « parlerait de lui » ; on était sur le point de craindre une intervention grecque du côté de la Crète ; bruits, rumeurs qui aussitôt mis en avant étaient démentis. Il y a-t-il eu une action concertée entre les puissances balkaniques et l'Italie ? Difficile de répondre ; l'histoire a besoin de perspective.

Les Puissances balkaniques, sur le coup des événements de Macédoine, conscientes de la division qui régnait dans la politique européenne, fortes de leurs armées et de leur union, ayant un but précis : l'effondrement de la Turquie d'Europe, devaient profiter de cet ensemble de circonstances favorables pour réaliser le rêve d'une suite de générations.

CHAPITRE III

GUERRE TURCO-BALKANIQUE

§ 1.

Alliance Balkanique (1).

En lisant les auteurs Grecs, Bulgares, Serbes qui ont écrit sur l'alliance balkanique, on voit que chacun revendique pour sa nation, pour les hommes politiques de son pays, l'honneur d'avoir conçu, préparé, donné la forme à cette œuvre utile et salutaire que fût l'union balkanique. On voit aussi, et chacun le démontre de son mieux, que son pays conscient de l'importance de l'acte, a veillé d'un soin jaloux à ce qu'il fut durable, et que si après les beaux et fructueux jours de l'entente l'époque sombre de la discorde et de la haine lui a succédé, ce n'est que la

1. *Alliance Balkanique*. Iv. E. Guechoff. *Confédération balkanique*. Etude de M. René Pinon, *Revue des Deux-Mondes*, 15 nov. 1911. E. Venizelos. Dr. C. Kerofilas.

faute du voisin. Cette attitude de concurrence dans le bien, le jeu de raquette, quand il s'agit de savoir d'où est parti le mal, sont les preuves évidentes que partout dans les pays chrétiens des Balkans on s'est rendu compte, un peu tard il est vrai, de l'instrument politique puissant qu'un moment on avait possédé.

Savoir au juste d'où est parti, en premier, la parole d'union, n'est pas chose facile et ne présente, d'ailleurs, qu'une importance documentaire ; ce qui est de toute évidence et qu'il faut souligner c'est que certains événements, d'une incalculable gravité, ont troublé en même temps les gouvernements balkaniques. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908 pour des raisons différentes devait inquiéter la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie ; les deux premiers se sentaient menacés à brève échéance dans leur indépendance ; la Bulgarie qui avait profité de grands avantages politiques en s'associant au jeu de M. d'Aerenthal, en faisant retour sur elle-même finit par se convaincre que la « marche vers l'est » de l'Autriche devait la conduire à Salonique, or Salonique est en Macédoine — et la Macédoine est la seule religion du Bulgare pour laquelle il est prêt à tout sacrifice — la Grèce, pour le même motif, se troublait. L'« ottomanisation » meurtrière des Jeunes-Turcs, posait, avec urgence pour tous les cabinets balkaniques, l'éternel problème macédonien. Aussi

en considérant cet ensemble d'intérêts et de dangers communs, considérant aussi que chacun des royaumes balkaniques, pris à part, se savait trop faible pour faire face à la situation ; il ne semble pas étrange de soutenir que l'idée de force qu'une union donnerait, ait germé au même moment dans l'esprit des gouvernants des royaumes. Nous croyons que l'initiatrice de l'alliance balkanique a été l'imminence des dangers communs — les politiciens n'ont eu que l'intelligence de vouloir le reconnaître et la sagesse de savoir y parer.

a) *Alliance Serbo-Bulgare.* — En 1904 entre la Serbie et la Bulgarie avait été signé un traité (traité de Nich) liant les deux pays dans le but d'exiger en commun des réformes en Macédoine — les clauses de ce traité ne jouèrent jamais. Dans les premiers jours d'avril 1911 le gouvernement serbe essayait de lier conversation à nouveau avec les ministres de Sofia en vue, cette fois, d'établir une alliance défensive et offensive avec la Bulgarie ; alliance qui assurerait l'avenir des deux pays voisins. M. Guechoff, président du conseil bulgare acceptait le principe et déléguait, comme négociateur, M. Rizoff (qui avait signé le Traité Serbo Bulgare de 1904) pour s'entretenir avec M. Milovanovitch alors président du conseil et ministre des Affaires étrangères de Serbie. Dans des conversations préliminaires les deux gouver-

nements tombaient d'accord sur les points suivants, éléments d'un traité futur (1) :

1° « Alliance défensive absolue contre quiconque attaquerait la Bulgarie ou la Serbie.

2° « Alliance défensive contre quiconque essaierait d'occuper les portions, à énumérer, de la péninsule balkanique : Macédoine, Vieille-Serbie.

3° « Alliance offensive contre la Turquie en vue :
1° d'affranchir la Macédoine et la Vieille-Serbie dans les circonstances jugées propices par les deux parties ;
2° de faire cesser l'anarchie ou les massacres dans les provinces où les intérêts vitaux de l'une ou de l'autre partie sont engagés.

4° « S'assurer l'appui et le consentement de la Russie, *sans lesquels on ne peut et on ne doit rien entreprendre.* »

Sur ces bases, la discussion s'engagea entre Sofia et Belgrade. Un premier désaccord se manifesta quand il s'agit de déterminer le sort futur de la Macédoine. La Bulgarie demandait « l'autonomie » pendant que la Serbie exigeait le partage.

Par cette clause la Bulgarie dévoilait ses intentions ; la Serbie voulait atteindre une solution définitive et équitable, le partage, suivant le principe des nationa-

1 Ces bases de discussion furent arrêtées le 28/11 septembre 1911 dans un entretien entre MM. Milovanovitch et Guechoff dans le train qui les conduisait de Belgrade à Lipovo (V. *Alliance Balkanique*. Guechoff. p. 23).

lités : la Bulgarie hantée par son rêve d'hégémonie voulait toute la Macédoine, la province entière étant le but de son expansion. L'autonomie, état transitoire devait lui permettre d'activer sa propagande et préparer, dans un avenir prochain, l'annexion de cette province.

La Serbie par l'intermédiaire de son ministre à Sofia proposait, le 7 novembre 1911, le partage suivant des provinces de l'Empire ottoman sur lesquelles se portaient leurs regards : *a*) une zone incontestée serbe, *b*) une zone contestée qui devait être soumise à l'arbitrage de l'empereur de Russie ; *c*) une zone incontestée bulgare. M. Guechoff avoue : « Je m'élevai contre ce projet et contre le boycottage de l'idée même de l'autonomie de la Macédoine ». Les conversations devaient se poursuivre à Paris, lors de la visite que S. M. le roi Pierre de Serbie fit en France au mois de novembre 1911, entre MM. Rizoff et Stancioff, pour le royaume bulgare et le président du conseil serbe (1). A Paris un premier pas important devait

1. Ici trouve place une anecdote qui montre l'esprit dans lequel la France considérait une entente serbo-bulgare ; elle prouve aussi jusqu'à un certain point que la France n'était pas en complète ignorance des événements qui se préparaient en Orient.

La scène se passe à l'Opéra le soir de la représentation donnée en l'honneur du Souverain Serbe. MM. Milovanovitch et Stancioff discutent, M. de Selves, ministre des Affaires étran-

être fait vers l'entente ; le premier ministre serbe, dans un esprit de conciliation admit une formule transitoire entre « l'autonomie » et le « partage » pur et simple.

« Si après une guerre menée en commun par les deux parties, la Serbie et la Bulgarie, *on juge indispensable* de la faire terminer par une administration autonome des territoires peuplés par des Bulgares et des Serbes, les deux parties se mettront d'accord pour conclure la paix à la condition d'une autonomie garantie desdits territoires. »

De longues discussions suivirent encore sur la délimitation des zones d'influences serbe et bulgare. Sofia voulait réduire le plus possible les territoires litigieux et par cela soumis à l'arbitrage du tsar. Le 13 mars 1912 était signé dans la capitale bulgare le « traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie » (1). Il y a le traité proprement dit ; une annexe secrète qui, comme tou-

gères passa tout près d'eux et leur dit, le sourire aux lèvres : « Je passe à côté de vous, non pour vous désunir ... » M. Stancioff compléta la pensée de M. de Selves : « Mais pour nous unir et bénir ». M. de Selves répliqua : « Oui, oui, pour vous bénir ; vous faites, vous taillez de la bonne besogne ».

(Rapport de MM. Stancioff et Rizoff à M. Guechoff en date du 20 novembre 1911).

1. Le texte du traité fut publié pour la première fois par le journal *Le Matin* de Paris, en novembre 1913.

jours, seule est intéressante et une convention militaire.

Le Traité d'alliance comprend 7 articles : Art. 1^{er} : Les deux royaumes « s'engagent d'une manière absolue et sans restriction à se prêter respectivement secours, avec la totalité de leurs forces, dans tout cas où l'un des deux royaumes serait attaqué par un ou plusieurs Etats ». Art. 2 : « les deux parties s'engagent à se porter mutuellement secours avec la totalité de leurs forces, au cas où l'une quelconque des grandes puissances tenterait de s'annexer ou d'occuper, même provisoirement, n'importe quelle partie des territoires de la péninsule des Balkans se trouvant actuellement sous la domination turque... » (clause directement stipulée contre l'Autriche, en effet, quelle autre puissance, en dehors de l'Autriche aurait pu tenter pareille aventure); art. 5 : le traité est signé pour 8 ans jusqu'au 31 décembre 1920.

Annexe secrète. — Art. 1^{er} : « Si une entente en vue d'une action intervient, cette entente devra être communiquée à la Russie et au cas où cette puissance ne s'y opposerait pas, l'action sera engagée... » ou bien « si une entente n'intervient pas — les deux Etats feront appel à l'opinion de la Russie laquelle opinion sera obligatoire pour les deux parties » ; enfin « si la Russie s'abstient de donner son opinion et l'entente entre les deux parties contractantes ne pouvant, même

après cela, être obtenue, celle des deux parties qui est pour l'action déciderait d'engager cette dernière à elle seule et à ses risques ; l'autre partie sera tenue d'observer une neutralité amicale vis-à-vis de son alliée ... et de se porter sur-le-champ avec toutes ses forces au secours de son alliée, si un tiers Etat prenait le parti de la Turquie. »

Art. 2 : Tous les territoires acquis par une action commune tombent sous la domination commune (*condominium*). Leur répartition aura lieu dans les trois mois qui suivront la paix sur les bases suivantes :

« La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma ; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest du Char-Platina ».

Ainsi ce qui restait de la Roumélie non annexé en 188, 5 la Thrace Andrinopolitaine de même que la Vieille-Serbie et le Sandjak de Novi-Bazar sont attribués respectivement aux deux royaumes.

Voici le partage de la Macédoine proprement dite :
« Quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ochrida, *si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible...* il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations ci-dessous :

« La Serbie s'engage à ne formuler aucune reven-

dication en ce qui concerne les territoires situés au delà de la ligne qui part de la frontière turco-bulgare au Mont Golem et suit la direction générale du sud-ouest jusqu'au-delà d'Ochrida » (ceci délimite ce qu'on a appelé la zone incontestée devant revenir aux Bulgares). Une zone contestée, qui en vue d'un éventuel partage sera soumise à l'arbitrage de l'Empereur de Russie comprenait la Caza de Skoplié (Veles) et la région de Dibra.

Les articles 3, 4, 5 de l'Annexe secrète établissaient la Russie arbitre de toutes les discussions, interprétations, conflits que le présent traité pourrait soulever.

La Convention militaire entre les deux pays envisage tous les problèmes stratégiques possibles au mieux des intérêts des deux Etats, et répartit judicieusement l'emploi et la répartition des forces.

Art. 2. « Si la Roumanie attaque la Bulgarie, la Serbie est tenue de lui déclarer immédiatement la guerre ».

Art. 3. « Si l'Autriche-Hongrie attaque la Serbie, la Bulgarie est tenue de déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche-Hongrie... »

Ce sont là, les grandes lignes du traité serbo-bulgare du 29 février 1912. Cet acte a été l'affirmation d'un état nouveau dans les Balkans ; Serbes et Bulgares d'un commun accord décidaient la délivrance de leurs frères opprimés, en se plaçant directement,

formellement sous la protection et la tutelle russe; par le fait que la Russie redevenait le grand arbitre de la péninsule; que c'était à elle qu'on venait s'adresser pour ériger le nouveau statut balkanique, il semblait que d'un seul coup les plans autrichiens « d'établir une confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne » craquaient, s'effondraient. Ce traité d'alliance avait-il été signé en toute conscience par les deux parties? Pour la Serbie, nous pouvons répondre sans hésitation : oui, la suite des événements l'a prouvé. La manière dont la Bulgarie envisageait le respect de sa signature nous est dévoilée par M. Daneff, témoin officiel, qui à propos de l'art. 3 de la convention militaire serbo-bulgare du 13 mars stipulant « Si l'Autriche-Hongrie attaque la Serbie, la Bulgarie est tenue de déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche-Hongrie... et de diriger au moins deux cent mille combattants de telle sorte que, unis à l'armée serbe, ils opèrent soit offensivement, soit défensivement contre l'Autriche-Hongrie » déclarait le 18 mai 1914 au Sobranié : « On pense aussi bien ici qu'à l'étranger, que notre traité a été dirigé contre un groupe de grandes puissances, notamment contre l'Autriche (l'art. 3 de la convention militaire le dit pourtant clairement — note de l'auteur). Il me semble que le bon sens seul montre l'inexactitude d'une pareille affirmation (!)... Dans la convention militaire aucune puissance n'est désignée nommément

(l'art. 3 écrit en toute lettre l'Autriche-Hongrie et cette convention est considérée comme faisant corps avec le traité d'alliance (art. 4 Traité d'alliance) — note de l'auteur)... Cette clause a été introduite *pour montrer à tout le monde que la solidarité entre alliés était complète; mais en réalité aucun d'eux (les alliés) n'a songé ni à ce moment, ni plus tard que cette clause pourrait être exécutée* » (!!).

C'est un des principaux politiciens bulgares qui parle; constatons que la théorie du « chiffon de papier » n'avait plus de secret pour les Bulgares. Nous aurons l'occasion plus tard de mettre sous l'œil du lecteur d'autres textes et paroles officiels qui prouveront d'abondance l'esprit dans lequel ce traité fut considéré en Bulgarie; pour le moment nous ajouterons encore quelques considérations inspirées par la genèse même du traité. M. Micheff, secrétaire de l'Exarchat bulgare et en même temps député analysant le traité écrit : « Il est de notoriété publique aujourd'hui que ni l'idée promotrice, ni la conception du traité ne sont et ne pourront être considérées comme bulgares. *L'idée est slave et tient compte avant tout du slavisme...* » (1), et plus loin : « Dans le traité

1. Pour compléter l'idée de l'auteur voici M. Ghenadieff, leader à la Sobranié, appréciant le slavisme dans son journal *Volia* (La Volonté) : « Le slavisme est un obstacle fatal à notre puissance nationale et à notre enthousiasme. Il serait temps

serbo-bulgare on n'a pas introduit les idées qui ont servi de base à la politique bulgare et qui ont guidé toute cette pléiade d'artisans de la cause nationale bulgare jusqu'à l'indépendance de la Bulgarie et encore dans la suite. Au contraire le traité rapportait la pensée intime de Belgrade et de Pétrograd ». Or quelle était « la pensée intime de Belgrade et de Pétrograd » : le partage de la péninsule suivant le principe des nationalités et d'un juste équilibre ; on était loin, c'est certain, des prétentions bulgares !

On a soutenu encore que ce traité a été imposé à la Bulgarie de vive force ! Que le roi ne le connaissait pas ! mais il faudrait me faire ici l'écho de toutes les polémiques de presse, de toutes les querelles retentissantes que ce traité a suscitées dans ce royaume.

c) *Traité Gréco-Bulgare.* — Voici comment M. Ghechoff, président du conseil bulgare et négociateur de ce traité, en narre les péripéties. Je me réfère presque exclusivement à son témoignage, car malgré mes recherches je n'ai pas trouvé un parallèle du côté grec. Il est évident que M. Venizelos avec son sens critique, sa grande prévoyance dictait d'Athènes les propositions que M. Panas, chargé d'affaires du royaume en Bulgarie, faisait au nom de son gouvernement.

de nous sortir de cette erreur et de ne plus propager un pareil mensonge ».

« Dès le mois de mai 1911 la question d'un accord gréco-bulgare fut soulevée par le bulgarophile connu M. J.-D. Bouchier, correspondant du *Times* dans les Balkans. M. Bouchier m'écrivit d'Athènes une lettre où il me faisait part du désir du roi de Grèce et du gouvernement grec de conclure une entente avec la Bulgarie ». Il est vrai qu'à ce moment les rapports entre la Grèce et la Bulgarie passaient par une phase d'amitié — des étudiants bulgares avaient été reçus avec sympathie à Athènes (avril 1911), en plus, car il faut toujours en venir là, un danger commun semblait menacer les deux royaumes : certaines rumeurs, confirmées par la mobilisation turque de septembre 1911, entretenaient cette idée que le gouvernement Jeune-Turc était disposé à entreprendre une guerre préventive ; cette perspective adoucissait les rapports entre Sofia et Athènes.

En octobre 1911 le chargé d'affaires grec à Sofia se présentait chez M. Guechoff et déclarait au nom de son gouvernement que la Grèce donnait l'assurance qu'elle attaquerait la Turquie si celle-ci se laissait entraîner à une agression contre la Bulgarie, par contre la Grèce demandait l'assurance d'une intervention immédiate de la Bulgarie dans le cas où la Turquie l'attaquerait. La proposition grecque fut acceptée d'enthousiasme par le roi et le gouvernement bulgare. Un projet de traité fut mis à l'étude ; la Bulgarie poursuivant son jeu, voulait faire sous-

crire aux Hellènes à l'autonomie de la Macédoine, Athènes refusa catégoriquement — les mois passèrent sans qu'un accord survint — enfin le 29 mai 1912 un traité d'alliance *défensif* était signé. Dans ce traité pas un mot n'est dit sur la limitation des frontières en Macédoine, aucune clause n'est stipulée relativement au sort futur de cette province. Le très grand homme d'Etat roumain, M. Take Jonesco, appréciant la finesse de M. Venizelos a écrit : « Le Grec qui a le trait de génie de conclure avec la Bulgarie un traité d'alliance sans rien convenir sur le partage des territoires à conquérir en commun se place à côté des Cavour et des Bismarck ; sans ce trait de génie jamais un traité n'aurait pu être conclu entre la Grèce et la Bulgarie » (1). En effet, comment Grecs et Bulgares auraient-ils pu jamais se mettre d'accord sur une délimitation, alors que tous deux revendiquent, en partant du même principe des nationalités, la totalité de la province ?

d) *Accord Bulgaro-Monténégro*. — Un accord verbal, dont les causes secrètes ne sont pas encore connues, fut conclu entre M. Guechoff et le président du conseil monténégro le 28 août 1912. Le Monténégro adhérerait aux principes de l'Alliance Balkanique.

1. Voir préface, ouvrage du Dr Kerofilas, *E. Venizelos*.

Ainsi une grande œuvre se trouvait couronnée; une septième grande puissance — Les Etats-Unis des Balkans — allait venir soutenir ses droits au Tribunal de l'Europe. Leur devise « Les Balkans aux Balkaniques » devait surprendre une Europe habituée à regarder la péninsule comme un champ de lutttes à elle réservé; cette surprise agréable pour la Russie qui voyait ses principes triompher, devait remplir d'inquiétude l'Empire Austro-Hongrois qui, dans le bloc balkanique, devinait la seconde griffe de la tenaille slave, sous la pression de laquelle il se sentait déjà défaillir.

§ 2

Préliminaires de guerre (1).

Par l'article 3 de l'annexe secrète du traité serbo-bulgare en date du 13 mars 1913, il était stipulé que S. M. le tsar de Russie devait être tenu au courant des importantes décisions auxquelles les deux pays venaient de souscrire; en même temps il fallait s'assurer que S. M. I. acceptait le rôle d'arbitre suprême que ce traité lui conférait.

1. Guéchoff, *Alliance Balkanique* Chroniques : M. Francis Charmes, *Revue des Deux-Mondes*. M. G. Hanotaux, *Revue Hebdomadaire et Figaro*. M. R. Recouly, *Revue Politique et Parlementaire*.

D'un côté la guerre turco-italienne, de l'autre la situation interne de l'empire ottoman confirmait l'opportunité de la démarche. Le 4 mai 1912 une délégation ayant à sa tête M. Daneff président du Sobranié se rendait à Yalta pour remettre à l'Empereur Nicolas II la copie du traité serbo-bulgare (1).

M. Daneff trouva en Russie un excellent accueil — le tsar, les ministres saluèrent d'enthousiasme l'union balkanique et promirent le concours dévoué de la Russie. S. M. le tsar acceptait la mission délicate d'arbitre. M. Sasonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie constatant la violence des sentiments qui animait les cabinets balkaniques, et par là l'imminence de la guerre prêcha le calme, la paix; il voulut convaincre *in extremis* M. Daneff que tous les moyens pacifiques pour emmener la Turquie à envisager sérieusement la nécessité d'une réforme n'étaient pas encore épuisés... Mais comme un *veto* précis, formel ne fut pas opposé par Pétrograd, aux intentions de l'Union, M. Daneff s'en retourna avec l'assurance d'avoir réussi dans sa mission.

Jetons maintenant un rapide coup d'œil sur la

1. A l'époque où M. Daneff voyageait en Russie, le roi Ferdinand de Bulgarie était l'hôte de l'Empereur François-Joseph à Schönbrunn, simple coïncidence probablement; il faut cependant reconnaître que les coïncidences ont joué un grand rôle dans la politique de Ferdinand de Cobourg.

situation de l'Empire ottoman à la veille de la guerre turco-balkanique.

Au point de vue extérieur l'Empire était en guerre avec l'Italie, guerre longue, mais sans importance capitale sur la marche des affaires ottomanes, en effet : aucune force militaire importante ne combattait en Tripolitaine et en Cyrénaïque ; n'ayant pas d'armée à entretenir l'Empire financièrement ne souffrait pas de la durée des hostilités ; en plus la vigilance des Puissances empêchait l'Italie de transporter la guerre en Europe et de chercher, sur ce terrain, un résultat définitif.

Toute autre était la situation interne.

Une pénurie extrême du trésor accumulait les difficultés financières, on essayait d'y remédier par des expédients de fortune ; l'empire vivait, pour ainsi dire, au jour le jour.

Au mois de septembre le cabinet Saïd-Pacha fut renversé, des insurrections graves avaient éclaté dans les provinces d'Europe ; l'armée s'était jointe aux manifestants après avoir refusé d'aider à rétablir l'ordre (mutinerie d'Andrinople). Les officiers et soldats divisés par des querelles de basse politique dévoilaient la désorganisation et l'anarchie qui régnaient dans les rangs. Mahmoud Chefket-Pacha, chef de la dictature militaire, qui gouvernait le pays sous le paravent du régime constitutionnel quittait le ministère de la guerre convaincu que l'armée ne lui

obéissait plus. Les cercles politiques, ligues et comités, avaient accompli une œuvre néfaste en associant les officiers à leurs luttes et à leurs discordes. Le Ghazi Mouktar-Pacha prenant la succession de Saïd-Pacha forma un cabinet de conciliation et de concentration comprenant les hommes les plus avisés de l'Empire ; l'union était difficile, la Chambre, émanation de la volonté jeune-turque, se refusait de collaborer avec Mouktar ; le héros de la guerre russo-turque, se vit dans l'obligation de la dissoudre. On craignait la guerre civile. La Turquie était en pleine anarchie.

Ajoutons à ce tableau désolant que l'Albanie en armes, sous la pression « d'ottomanisation » des Jeunes-Turcs mettait la région d'Uskub à feu et à sang ; des bandes d'Albanais étaient en marche sur Salonique pour délivrer Abdul-Hamid. Partout dans les provinces « l'impudence jacobine du gouvernement jeune-turc, imbreigné de certaines idées occidentales, a confondu l'unité de l'empire avec l'uniformité de ses institutions, et a voulu imposer la même loi à des provinces profondément différentes » (1) aussi la révolution grondait.

En Macédoine à Kotcheana des massacres de Bulgares avaient lieu.

1. M. Francis Charmes, *Revue des Deux-Mondes*, septembre 1912.

Ces événements n'étaient pas sans produire une profonde impression dans les pays balkaniques; des meetings, des manifestations s'organisèrent : à Sofia, à Athènes, à Belgrade, à Cettigné, on demandait l'intervention.

Le 14 août 1912 le comte Berchtold communiquait aux chancelleries des grandes puissances la proposition suivante sur laquelle il demandait l'avis de ces gouvernements :

I. Conseiller à la Porte l'adoption d'une politique de décentralisation progressive qui procurerait aux nationalités balkaniques les garanties qu'elles pouvaient légitimement réclamer.

II. Agir auprès des Etats balkaniques pour qu'ils attendissent pacifiquement les résultats de cette politique.

La première impression fut de surprise dans les différentes capitales. En effet cette proposition sortait du cadre habituel des communications entre chancelleries; ce n'était pas un conseil pour établir un plan de réformes que l'Autriche sollicitait, le plan elle le traçait : « décentralisation progressive » des provinces; elle se bornait à demander qu'on s'associât à sa manière de voir. Par cette initiative, elle marquait clairement l'intérêt qu'elle portait aux affaires balkaniques, elle entendait marquer aussi l'influence prépondérante qu'elle se croyait à même d'exercer dans la péninsule. Sa proposition était-elle sincère, aucune

arrière-pensée ne se cachait-elle ? Croyait-elle, en effet, que les libertés récemment accordées aux Albanais par le cabinet du Ghazi Mouktar, sous la menace du fusil et de la révolution, étaient les prodromes d'une conception politique nouvelle ? (1). En d'autres mots, l'Autriche pouvait-elle supposer que l'Empire s'acheminait vers une « décentralisation » des provinces par une demi-autonomie et qu'elle était sur le point de la leur accorder ? Sa proposition alors venait-elle pour renforcer la politique tout à coup libérale de la Porte ? Non, l'Autriche était par trop avertie sur tout ce qui se préparait dans les Balkans. Dans ce nouvel acte il ne faut voir qu'une nouvelle manifestation de la politique autrichienne de ce dernier demi-siècle — la proposition Berchtold n'est que la suite logique de la politique de M. d'Aerenthal en 1908 — « décentraliser » comme le dit si judicieusement M. G. Hanotaux, veut dire *détacher du centre* et sur des provinces détachées du centre, l'influence autrichienne, était toute prête à s'exercer en vue d'établir « la confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne ». Rappelons-nous le travail préparateur accompli par les Mirdites en Albanie, par les consuls en Macédoine.

De Paris, de Londres, de Pétrograd on répondit

1. La Sublime Porte à la fin de septembre avait publié un programme de réformes sans indiquer cependant les mesures propres à assurer son application.

évasivement, on était prêt, disait-on, à se mettre d'accord sur des mesures à prendre afin de maintenir le *statu quo*. La proposition Berchtold n'eut pas de suites.

Le 20 août 1912 le roi du Monténégro, qui avait fait quelques jours auparavant des déclarations toutes pacifiques, disant « qu'il était prêt à immoler les intérêts suprêmes de son pays, à la cause de la paix », demandait formellement à Sofia, Belgrade (1), Athènes, une action commune contre la Turquie. Le 26 août, la Bulgarie se déclarait prête à soutenir, par les armes, les revendications des Etats chrétiens, en même temps la Serbie et la Grèce se disposaient à faire face à leurs signatures. La guerre, dès ce moment, était virtuellement déclarée.

Le 29 septembre, sous la poussée de l'opinion publique, les quatre Etats chrétiens mobilisaient, le 1^{er} octobre l'Empire ottoman répondait par un firman de mobilisation générale... Il fallait, comme le disait l'empereur François-Joseph, « un miracle pour sauver la paix ».

Le bruit des sabres qu'on aiguisait, l'écho de l'enthousiasme frénétique qui accompagnait les premières mesures militaires vinrent troubler profondé-

1. Le 1^{er} juillet 1912 M. Milovanovitch étant mort, M. Pachitch, leader du parti radical, prit sa succession. C'est son ministère qui assumait la charge de la guerre balkanique.

ment une Europe assoupie dans des rêves pacifistes. Était-ce la guerre européenne ? Le conflit slavo-germain que Bismarck déjà prévoyait, allait-il éclater, entraîner, à cause des alliances et ententes européennes, un engagement général ?

M. Poincaré, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de France devait, au nom de son pays, essayer une dernière et suprême tentative en faveur de la paix. D'accord avec M. Sazonoff, ministre des affaires étrangères de Russie, qui était de passage à Paris, il proposa les notes suivantes aux grandes puissances, notes qui devaient être remises par les ministres d'Autriche et de Russie dans les capitales balkaniques et à Constantinople par les représentants des cinq grandes puissances (l'Italie était encore en guerre avec la Turquie). Les puissances européennes acceptèrent.

Le 8 octobre 1912 les ministres de Russie et d'Autriche firent, au nom de l'Europe, les déclarations suivantes dans les capitales balkaniques :

« Premièrement, que les puissances réprouvent énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rupture de la paix ;

« Secondement, que s'appuyant sur l'article XXIII du traité de Berlin, elles prendront en main, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie d'Europe, étant entendu que ces réformes ne porteront aucune atteinte

à la souveraineté de S. M. le Sultan et à l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Cette déclaration réserve d'ailleurs la liberté des puissances pour l'étude collective et ultérieure des réformes ;

« Troisièmement, que, si la guerre vient néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire ottoman, *elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au statu quo territorial dans la Turquie d'Europe.* »

On fit à cette déclaration, dans chacune des capitales, l'accueil respectueux qui lui était dû, mais on se montra sceptique sur l'efficacité de l'intervention promise.

Le jour même les cinq grandes puissances remettaient à Constantinople la note suivante :

« Les soussignés, ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Angleterre, de France, de Russie et d'Allemagne ont été chargés par leurs gouvernements respectifs d'informer la Sublime-Porte que les cinq puissances prennent acte de l'intention publiquement annoncée du gouvernement turc d'introduire des réformes et qu'elles discuteront immédiatement avec la Sublime-Porte, dans l'esprit de l'article 23 du traité de Berlin et de la loi de 1880, les réformes que comporte l'état de la Turquie d'Europe et les mesures propres à en assurer les réalisations dans l'intérêt des populations, étant entendu que ces réformes ne porteront pas atteinte à l'intégrité du territoire de l'Empire. »

Le 8 octobre, jour même où ces suprêmes démar-
Iancovici.

ches étaient faites, le Monténégro déclarait la guerre à la Turquie ; sans des assurances formelles de la part de ses alliés il est évident que le roi Nicolas n'aurait pu engager cette lutte disproportionnée.

Voici maintenant la réponse cavalière que la Sublime-Porte remit aux grandes Puissances en réponse à leur démarche du 8 octobre 1912.

« Le soussigné ministre des affaires étrangères du Sultan, a l'honneur de rappeler qu'ainsi que Leurs Excellences veulent bien le constater, le gouvernement impérial a déjà reconnu la nécessité d'introduire les réformes que comporte l'administration des vilayets de la Turquie d'Europe.

Il a envisagé ces réformes avec *d'autant plus de conviction qu'il entend les appliquer en dehors de toute ingérence étrangère..... »*

« Il est à relever que si jusqu'à présent les différents essais pour l'amélioration de la situation à l'intérieur de ces provinces ne produisent pas tous les fruits qu'on était en droit d'en attendre, *une des principales causes de ce retard est incontestablement l'état de trouble et d'insécurité causé par les attentats de tous genres provenant de foyers d'agitation dont le but réel ne laisse aucun doute..... »*

« En effet, sans vouloir insister sur le fait que les vaines stipulations du traité de Berlin reçurent une exécution non conforme, tant à la lettre qu'à l'esprit qui les avait dictées, et qu'ainsi les intérêts ottomans

furent gravement lésés en plusieurs cas ; sans vouloir en particulier examiner à quel point l'article 23 du traité a pu conserver, plus que les autres articles, une valeur actuelle, le gouvernement déclare qu'il vient de prendre, de son propre mouvement, la résolution de présenter le projet de loi de 1880 dans tout son ensemble historique dès l'ouverture prochaine de la session, à l'approbation du parlement et à la sanction impériale conformément à la charte fondamentale de l'Empire.»

L'Europe, une fois encore, avait voulu sauver l'Empire, cette réponse, monument de l'inconséquence politique avec laquelle on envisageait la situation à Constantinople, rendait toute intervention européenne inefficace.

Le 12 octobre, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce remettaient à la Sublime-Porte, par l'entremise du chargé d'affaires turc dans les capitales balkaniques, une note à laquelle ils demandaient une réponse prompte et en tous points confirmative de leurs exigences :

1° Confirmation de l'autonomie ethnique des nationalités de l'empire avec toutes ses conséquences ;

2° Représentation proportionnée au parlement ottoman de chaque nationalité ;

3° Admission des chrétiens à tous les emplois publics dans les provinces habitées par des chrétiens ;

4° Reconnaissance sur le pied d'égalité avec les

écoles ottomanes des écoles de tout grade des communautés chrétiennes ;

5° Engagement par la Sublime-Porte de ne point tâcher de modifier le caractère ethnographique des provinces de l'Empire ottoman en y transplantant des populations musulmanes ;

6° Recrutement régional des chrétiens pour le service militaire avec cadres chrétiens, jusqu'à la formation des cadres, suspension de l'enrôlement ;

7° Réorganisation de la gendarmerie par vilayets de la Turquie d'Europe sous le commandement effectif d'organisateurs suisses ou belges ;

8° Nomination dans les vilayets habités aussi par des chrétiens de valis suisses ou belges, agréés par les puissances et assistés de conseils généraux élus par les districts électoraux ;

9° Institution auprès du grand-vizirat d'un conseil supérieur composé de chrétiens et de musulmans en nombre égal pour surveiller l'application de ces réformes. Les ambassadeurs des grandes puissances et les ministres des quatre Etats balkaniques auront mission de suivre le fonctionnement et les travaux de ce conseil.

La Turquie ne pouvait accepter ces conditions sans déchoir définitivement du rang de puissance. Il ne restait que la solution des armes.

Ce même jour, 12 octobre, les Etats alliés, par une note rédigée identiquement, remerciaient les grandes

puissances des efforts tentés en vue d'amener une conciliation.

« Le gouvernement (Bulgare, Serbe, Grec ou Monténégrien) ayant pris connaissance de la déclaration que les six grandes puissances ont, par l'entremise des gouvernements de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, adressée à la Bulgarie, et s'étant entendu avec les gouvernements des autres Etats balkaniques, exprime sa gratitude pour l'intérêt déployé par les six grandes puissances en faveur des populations de la Turquie d'Europe et pour leur promesse de prendre en mains la réalisation des réformes dans l'administration, en s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin. Le gouvernement royal a néanmoins, d'accord avec ceux de ses alliés, estimé qu'après tant de promesses de réformes si souvent et si solennellement données par la Turquie et si expressément consignées dans les actes internationaux, il serait cruel de ne pas s'efforcer d'obtenir, en faveur des populations chrétiennes de l'Empire ottoman, des réformes plus radicales et plus définies, pouvant réellement améliorer leur misérable sort, si elles sont sincèrement et intégralement appliquées. C'est pourquoi ils ont cru devoir s'adresser directement au gouvernement de Sa Majesté le Sultan, en lui indiquant les principes sur lesquels les réformes à introduire doivent se baser et les garanties qu'il faudra accorder pour leur sincère application. Ils sont sûrs que, si le gouvernement impérial veut

entrer dans cette voie, l'ordre et la tranquillité seront établis dans les provinces de l'Empire et une paix solide sera assurée entre la Turquie et les Etats balkaniques qui ont eu jusqu'à présent trop à souffrir de l'attitude arbitraire et provocatrice que la Sublime-Porte a prise envers eux. »

Le 17 octobre (1), l'Empire ottoman, sans répondre à la note des Etats alliés, déclarait la guerre à la Bulgarie et à la Serbie, le 18 la Grèce déclarait la guerre à la Turquie. Les représentants des Etats balkaniques, en quittant Constantinople, remettaient à la Sublime-Porte une note identique :

« Les Etats balkaniques se voient obligés, à leur grand regret, de recourir à la force des armes, laissant au gouvernement ottoman toute la responsabilité de la rupture des relations entre les Etats chrétiens et l'Empire ottoman ».

Par une circulaire du même jour les puissances balkaniques mettaient les différents cabinets d'Europe en présence du fait accompli.

Une fois encore, pour répéter une phrase connue, la croix livrait assaut au croissant.

1. Il faut remarquer que depuis le 15 octobre l'Italie a signé, à Ouchy, un traité de paix avec la Turquie. Elle obtient la Tripolitaine et continue à occuper certaines îles de l'Archipel en attendant que la Turquie exécute les clauses du traité.

§ 3

Victoires des Alliés. Armistice de Tchataldja.

Conférences de Londres (1).

Malgré les émotions profondes que ces derniers mois nous ont réservées, nous avons tous encore à l'esprit les noms qui dans les derniers jours d'octobre 1912 marquèrent les prodigieux succès des alliés.

Successivement les Bulgares s'emparèrent de Mustapha-Pacha ; les Grecs occupèrent Elâssona et débarquèrent à Lemnos, les Serbes prirent Pechtina et Novi-Bazar. Puis ce fut la victoire bulgare de Kir-Kilissé, la victoire serbe de Koumanovo (un des plus beaux faits d'armes de cette guerre), le bombardement d'Andrinople, la prise d'Uskuh par les Serbes, la prise de Veria par les Grecs et enfin le 29 octobre la retraite lamentable de l'armée ottomane sur les lignes de Tchataldja.

En onze jours les Etats alliés avaient purgé la péninsule balkanique de la domination turque, plus de cinq fois séculaire.

1. *Revue Politique et Parlementaire. Revue des Deux-Mondes. Revue Hebdomadaire. Collections : Temps ; Journal des Débats. Archives diplomatiques. Rapport de M. Doumer à la Commission des finances du Sénat (mars 1913).*

La stupeur du monde fut grande. En effet les Turcs se sont fait battre partout sans que le moindre succès, le plus modeste, vienne relever ou soutenir le vieux prestige de leurs armes ; dans tous ces combats aucune gloire, aucun héroïsme ne fut déployé, car gloire et héroïsme ne sont pas toujours les apanages de la victoire. En voyant le conflit engagé, partout, dans le monde, car partout sauf en Allemagne et en Autriche, les sympathies des peuples allaient aux alliés, on escomptait avec anxiété voir les légions turques instruites par le général allemand Von der Goltz opposer une résistance victorieuse aux assauts des alliés. Lorsqu'on vit les armées turques fondre, fuir, n'engager aucun combat on se demanda avec surprise ce qu'étaient devenues et les vieilles qualités guerrières turques et les centaines de millions dépensés par Mahmoud Chewket Pacha ? On devait apprendre que si le soldat turc avait conservé intactes ses qualités, il ne pouvait rien, alors que tout matériel de guerre lui faisait défaut, contre l'élan impétueux d'armées minutieusement organisées.

L'Europe avait assisté aux premiers engagements entre Turcs et alliés, étroitement unie sur la formule du *statu quo*. Au bout de onze jours la formule de « l'intégrité de l'Empire » semblait bien, l'expression est de M. G. Hanotaux, « une page reléguée aux vieux parchemins de l'histoire ». Les succès décisifs, foudroyants des alliés ne furent aucunement prévus par

les Puissances, la formule du *statu quo* en témoigne ; si on avait prévu, escompté ces succès, il est évident que les diplomates auraient laissé quelque marge, une porte d'issue, pour envisager cette situation nouvelle. Dans notre esprit, les Puissances, en déclarant, le 8 octobre (1) : « que si la guerre vient néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire ottoman, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au *statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe » ; elles étaient certaines du succès turc et par cette déclaration elles s'opposaient d'avance à toute augmentation de pouvoirs ou d'influence de l'Empire ottoman en Europe.

Mais avant que de constater comment les Puissances abandonnèrent la formule du *statu quo*, il faut mentionner la proposition de M. Poincaré en date du 31 octobre ; elle nous permettra de juger la répercussion que les victoires des alliés ont eue sur la politique des différents cabinets européens.

Le 31 octobre 1912 le ministre des Affaires Etrangères de France, très probablement sur l'inspiration de Pétersbourg, communiqua aux chancelleries des grandes puissances la note suivante :

« Inviter les Puissances à s'entendre en vue d'une médiation entre la Turquie et les Etats balkaniques

1. Note remise aux Etats balkaniques ce jour par la Russie et l'Autriche au nom des Puissances.

et de déclarer que cette médiation aurait pour base le *désintéressement territorial* de toutes les grandes puissances ».

M. Poincaré a expliqué lui-même ce qu'il entendait par « désintéressement » devant la Commission d'affaires extérieures de la Chambre. Cette proposition était inspirée par l'idée que les peuples balkaniques devaient légitimement jouir de leurs conquêtes en même temps « qu'aucune grande puissance ne devait profiter ni directement, ni indirectement des sacrifices faits par les peuples balkaniques ». « Désintéressement », en effet, ne voulait pas dire que la France était disposée à abandonner les énormes intérêts *financiers* (la France est, en effet, le plus important créancier de la Turquie); *économiques* (capitaux placés dans les industries, manufactures, services publics de Turquie), *moraux* (protectorat catholique, écoles françaises de Salonique, d'Andrinople) qu'elle avait en Turquie, loin de là; « désintéressement » voulait dire que la France déclarait n'avoir aucune prétention territoriale, maintenant que le partage de la Turquie d'Europe s'imposait. La France demandait aux autres grandes puissances d'adopter la même attitude.

La Russie et l'Angleterre acceptèrent.

La proposition Poincaré déclencha un orage à Vienne et à Berlin. L'officieuse « Nouvelle Presse Libre » de Vienne commençait par constater que la

proposition « sentait le cuir de Russie... » et s'indignait : « comment nous désintéresser ? L'Autriche-Hongrie, disait-elle, doit conquérir tout le Balkan au point de vue économique » ; elle laissait passer l'oreille quand elle réclamait encore « un parrainage politique ». Nous allons voir tout à l'heure ce que « parrainage politique » signifiait à Vienne.

A Berlin, Rome et Vienne on ne donna pas une réponse écrite à la proposition française. Le comte Berchtold s'adressant à M. Dumaine, ambassadeur français, répondit qu'il ne pouvait engager les « intérêts de l'Empire ».

En ce qui concernait la proposition de médiation, les puissances de la Triple-Alliance se déclaraient prêtes à seconder les efforts de la France pour aider la paix.

Comment envisageait-on en Europe la situation de fait créée par la victoire des armées alliées ? M. Poincaré, dans la séance du 6 décembre 1912 (1), à la Commission d'Affaires extérieures de la Chambre des Députés exposa, en sa qualité de premier ministre et de ministre des Affaires Etrangères, la politique française :

« Avant qu'eut éclaté le conflit dans les Balkans nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour

1. *Archives diplomatiques*, décembre 1912.

prévenir et conjurer. Dès qu'il est survenu, nous avons consacré tous nos efforts à le localiser ».

« Aujourd'hui, après les événements accomplis, cette formule du *statu quo* sur laquelle s'était établi le premier accord des puissances produit un peu l'effet d'un archaïsme ».

M. Asquith exprimait la pensée de la Grande-Bretagne (Discours prononcé à Londres le 10 novembre 1912 à l'issue d'un banquet offert au nouveau lord-maire) lorsqu'il disait :

« Il y a un point, je crois, sur lequel l'opinion générale de l'Europe est unanime, c'est que les vainqueurs ne seront pas dépouillés des fruits d'une victoire qui leur a coûté aussi cher ».

Si nous avons besoin de témoigner encore des sentiments que la Russie entretenait sur le coup des victoires remportées par les états slaves, voilà le journal *Rossya* officieux, exprimant, dès le 17 octobre 1912 les sentiments du peuple et gouvernement russe : « Les sympathies de la Russie sont encore du côté où elles ont toujours été, du côté où les sollicite une communauté de croyance et d'origine ». M. Sasonoff adressait, le 2 novembre 1912, une dépêche circulaire aux représentants russes à l'étranger dans laquelle il convenait : « la partie de la Turquie d'Europe conquise par les alliés doit, en vertu du droit d'occupation, être soumise à un partage amiable entre eux.

C'est de cette manière seulement qu'on pourrait assurer une paix durable dans les Balkans » (1).

Les puissances de la Triple-Entente envisageaient résolument le partage des provinces conquises entre les vainqueurs en conformité du principe des nationalités et d'un juste équilibre. Elles ne faisaient d'ailleurs que confirmer la proclamation des Etats balkaniques du 18 octobre 1912 : « Nous n'abandonnerons pas un pouce des territoires que nous allons conquérir ».

Nous avons déjà dit qu'à Vienne et à Berlin jusqu'aux premières défaites turques, les sympathies ouvertement allaient à l'Empire ottoman ; les journaux, les hommes politiques, se posaient en champions irréductibles du *statu quo*. La prise d'Uskub, la victoire de Kir-Kilissé, la retraite de Tchataldja, prolongèrent jusqu'ici leurs échos ; on tourna brusquement casaque et on se découvrit, sans avoir le temps de prendre haleine une sympathie, un amour sans limites pour ces « braves petits peuples des Balkans » (2). Du jour au lendemain on était prêt à

1 Voir le *Livre Orange russe*, 1913, n° 40.

2. Voici un exemple typique : jusqu'au 18 octobre il ne fallait pour rien au monde toucher au *statu quo* ; aux premiers jours de novembre M. Schiemann qui emprunte une bonne part de son autorité de publiciste aux très hautes relations qu'on lui connaît, mettait en jeu le sort de Constantinople ; il écrivait : « Nous tenons pour impossible que le prix de la victoire, Cons-

accepter le partage de l'Empire ottoman ; il s'agissait, et cela nous explique ce brusque revirement, d'appeler les grandes puissances à la curée, *de reconnaître* leurs droits et leur tailler la part, conformément à leurs intérêts. Un abîme séparait le point de vue de la Triplice du point de vue de la Triple-Entente. Voilà d'ailleurs des déclarations officielles :

M. de Bethman-Hollveg déclarait (discours sur la politique extérieure au Reichstag, 2 décembre 1912) :

« Les événements des Balkans ne nous intéressent pas d'une façon immédiate ».

« Les belligérants ne contestent pas que lors du règlement définitif des frontières futures les grandes puissances pourront et devront faire valoir leurs intérêts et qu'elles seront appelées à collaborer à ce travail. L'Allemagne se trouvera aux côtés de ses alliés pour soutenir leurs droits et leur manière d'agir ».

Le comte Berchtold en ouvrant la session des Délégations Hongroises profitait pour expliquer la politique de l'Empire. « La marche de la guerre jusqu'ici a procuré aux Etats balkaniques de gros succès, suc-

constantinople, s'ils le conquéraient puisse échapper aux Bulgares. *Nous ne voyons pas non plus de qui l'intérêt bien entendu serait de s'y opposer* ». M. Schiemann doit être myope ; qu'il me permette de croire qu'une brouille bulgaro-russe dès le commencement de la guerre balkanique aurait bien fait son affaire, et de ceux qui lui inspiraient ces lignes.

cès sous l'influence desquels ils ont essentiellement déplacé le but proposé ».

En effet, dans la note remise le 12 octobre 1912 par les Etats balkaniques à la Sublime-Porte (§ 1 de la notice explicative adjointe à la note), les Etats demandaient « Confirmation de l'autonomie ethnique des nationalités de l'Empire tandis qu'aujourd'hui (déclaration du 18 octobre) ils déclarent qu'ils ne céderont un pouce de territoire conquis » ; et il continue :

« En ce qui concerne notre politique, elle n'est influencée par aucune tendance d'expansion, mais seulement par l'unique souci de concilier la nécessité de maintenir la paix avec la tâche supérieure qui nous a été imposée de défendre les intérêts de la Monarchie contre toute perte ».

« Nous sommes prêts à tenir compte largement de la situation nouvelle que la victoire vient de créer dans les Etats balkaniques et d'établir la base de rapports durables et amicaux avec eux ».

La marche victorieuse des Serbes, l'affirmation de leur force n'était pas sans inquiéter Vienne; et les dirigeants responsables des destinées de l'Empire. La Serbie ne s'imposait pas des énormes sacrifices dans le but restreint et exclusif de secourir le million de frères qu'elle avait en Macédoine et en Vieille-Serbie ; dans son esprit cette guerre de libération devait lui assurer un lendemain sans inquiétude pour son expansion économique ; ce à quoi elle tendait de toute

sa volonté c'était d'étendre ses frontières jusqu'à la mer libératrice de tous les servages auxquels elle avait été soumise. Cela l'Autriche ne le voulait pas.

Les points litigieux qui, dès les premiers jours de la guerre, mirent en présence la politique autrichienne et l'expansion serbe, sont les suivants :

Avenir du Sandjak de Novi-Bazar et par là se posait le problème de la frontière commune serbo-monténégro-grine.

Débouché maritime territorial de la Serbie, indirectement la question albanaise devait être solutionnée.

Situation économique future de l'Autriche dans les Balkans.

Nous nous souvenons qu'en 1908 M. d'Aerenthal, en annexant la Bosnie et l'Herzégovine, rappelait à la même heure les trois garnisons que l'Autriche entretenait dans le Sandjak ; cette mesure qui avait fait beaucoup pour aider à l'apaisement des esprits en Europe, n'était destinée qu'à cacher, pour un temps, le jeu de l'Autriche. Le Sandjak restait néanmoins le couloir par lequel l'Empire devait pousser jusque dans la vallée du Vardar qui conduit à Salonique. Quelle allait être son attitude aujourd'hui que la Serbie brûlait de tendre la main aux Serbes de Tchernagora ? Influencée par Rome et Berlin la Ballplatz, le 17 octobre, annonçait, par une note offi-

cieuse (1) : « qu'elle ne saisira pas l'occasion d'incursions serbes ou monténégrines dans le Sandjak pour réoccuper ce territoire ». De fait l'armée serbe et monténégrine consommèrent leur liaison par la victoire de Prichtina qui fit tomber le Sandjak entre leurs mains. A Vienne on resta impassible.

L'élan impétueux des premiers succès conduisit, dans les premiers jours de novembre, les Serbes au bord de l'Adriatique, à Saint-Jean de Medua et à Durazzo. L'enthousiasme de l'armée et du peuple fut grand, le royaume étendait ses frontières jusqu'aux rives de l'Adriatique ; la chaîne qui avait enserré, étouffé, les mouvements de croissance de ce peuple jeune, vigoureux était brisée ; les poumons allaient pouvoir largement, librement respirer. On avait compté sans l'Empire voisin.

L'Autriche, en effet, déclarait formellement qu'elle s'opposait à toute acquisition serbe sur le littoral albanais. Dans le courant de novembre les ministres de la Triple-Alliance, sur la demande de Ballplatz firent une démarche à Belgrade exprimant le désir de leur gouvernement : « afin que l'armée serbe n'occupât aucun point du littoral adriatique ». M. Pachitch répondit « que le sort de la côte turque de l'Adriatique trouvera sa solution en même temps que les autres problèmes que la guerre a posés ».

1. *Nouvelle Presse Libre*, 17 octobre 1912.

Iancovici.

Il semble que l'Allemagne, en novembre 1912, n'était pas très disposée à soutenir jusqu'aux extrêmes les prétentions autrichiennes — elle n'était pas encore convaincue de la nécessité d'une conflagration européenne — ce communiqué de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dont l'inspiration officielle est connue, le prouve :

« L'Autriche attendra la fin des hostilités pour régler la question de l'Adriatique et du port serbe ». Il fut accueilli à Vienne un peu comme une douche froide.

D'un autre côté l'intransigeance autrichienne était suivie avec méfiance par son autre alliée l'Italie ; la grande nation latine se trouvait d'accord avec la monarchie Habsbourgeoise autant que cette dernière se confinait dans une politique d'abstention ; or en ce mois de novembre les ambitions autrichiennes prenaient corps, devenaient dangereuses.

A Vienne, opinion, politiciens, presse, soutenaient le point de vue du gouvernement.

Le *Fremdenblatt* (1) du 12 novembre écrivait : « L'Autriche trouve parfaitement naturel que la Serbie s'efforce de trouver un port pour ses exportations, avec cette seule restriction (1) que ce port ne se trouve

1. Je tiens à faire remarquer, que le *Fremdenblatt* est un journal des plus sérieux et des plus considérés dans la presse autrichienne.

pas sur l'Adriatique », le lecteur se demandera alors où pourrait-on trouver un port pour la malheureuse Serbie. Le *Fremdenblatt* nous renseigne : « *Cavala*, au moyen d'un petit triangle que les Bulgares tailleront dans la part qui leur revient » ou bien encore, et ceci pour nous prouver jusqu'où peut aller la sollicitude autrichienne, « nous sommes tout disposés à accorder à la Serbie un port sur notre côte dalmate ».

La Serbie une fois encore se soumettra aux volontés de Vienne, l'Europe, à Londres, lui refusera l'accès à l'Adriatique (1). A la suite d'une entente officieuse et tacite entre la Grèce et la Serbie, ces deux puissances se réservaient le partage de l'Albanie. L'Autriche qui couve des yeux cette province, proclamait haut que l'Albanie sera dans le futur statut balkanique une province autonome. L'Italie et l'Allemagne appuyaient énergiquement, pour des motifs différents, la manière de voir autrichienne. La Russie, grande protectrice et inspiratrice éclairée de l'intérêt des puis-

1. L'attitude prise par le gouvernement de Vienne à propos du port serbe soulevait l'indignation des députés serbes à la Diète de Bosnie et Herzégovine. Voilà la déclaration du 13 décembre 1913 par laquelle ils exprimaient leur sentiment : « La conduite de la monarchie austro-hongroise, qui pour d'incultes Albanais demande des droits d'autonomie tandis.. que par son procédé tâche de défendre à la Serbie de jouir des fruits de ses grandes victoires, excite la plus grande irritation dans les couches du peuple serbe tout entier en Bosnie Herzégovine » (*Archives diplomatiques*, 1^{er} nov. 1913).

sances alliées conseillait, par l'organe de M. Sazonoff, le 9 novembre 1912 : « Il faut attirer l'attention des Serbes sur la très importante circonstance que la nécessité leur impose de renoncer à toute acquisition territoriale sur le littoral de la mer Adriatique. Toute obstination serbe pourrait provoquer des complications terribles » (Communication faite par le gouvernement russe à Sofia le 9 novembre 1912). Belgrade et Athènes devaient se résigner.

Examinons pour finir les visées économiques de l'Empire.

La presse autrichienne — porte-parole autorisée des ambitions gouvernementales — réclamait, avec insistance : « un traité de commerce avec la Serbie qui lui confèrera des faveurs spéciales dans tout le bassin du Vardar, avec des tarifs douaniers protégeant particulièrement son commerce et son industrie » ou bien encore « un traité de commerce à long terme » qui assurera entre les deux Etats « une amitié éternelle ». Il faut traduire tout ceci par le terme propre, l'Autriche demandait le « Zollverein » ; quand tout à l'heure nous parlions de « parrainage politique » nous en trouvons maintenant le sens : ce parrainage sera « une convention militaire qui viendra couronner l'œuvre économique ». L'Autriche voulait, en substance, revenir aux conventions de 1881 qui établissaient sur la Serbie du roi Milan un « protectorat » effectif de la monarchie. Ces propositions devaient

être rejetées par le gouvernement du roi Pierre.

Au point de vue européen le conflit austro-serbe présentait de graves dangers. Toute attaque de la Double Monarchie contre le royaume slave aurait immédiatement eu sa répercussion en Russie ; le gouvernement du Tsar avait pu maîtriser le sentiment public en 1908 ; en 1913 une atteinte à l'existence même de la Serbie aurait trouvé, sur l'heure, une Russie en armes prête à la défendre. L'Autriche, pour donner plus de poids et de gravité à ses démarches, avait mobilisé une partie de son armée. La Russie répondait par des mesures similaires.

La guerre turco-balkanique, vue sous l'angle des rapports austro-serbes de 1912-1913, est un épisode de la concurrence et de la rivalité orientale russo-autrichienne.

L'Europe vivait des jours graves dans la crainte de ne pouvoir circonscrire le conflit.

Ces considérations nous ont fait quitter les champs de batailles où pourtant des événements décisifs se déroulaient.

Après les sanglantes rencontres de Lulé-Burgas et de Bounar-Hissar où la résistance turque fut brisée, l'armée ottomane alla se réfugier au delà des lignes fortifiées de Tchataldja, dernier rempart défendant la capitale de l'Empire. L'armée bulgare victorieuse au delà de toutes prévisions, se ressentait de l'effort fourni, une certaine lassitude, un besoin de repos

reconstituant se manifestait ; l'armée bulgare se trouvait le 29 octobre face à l'ennemi à Tchataldja.

Le gouvernement ottoman, conscient de l'impossibilité de tout retour offensif de ses armées maintenant que la profonde désorganisation de tous les services de guerre s'était manifestée par une suite lamentable de désastres, invita les chancelleries des grandes puissances, à la date du 3 novembre 1912, à arrêter les hostilités. Kiamil-Pacha, grand-vizir demandait :

a) Que les puissances offrent et au besoin *imposent* un armistice aux belligérants.

b) Qu'elles profitent de cet armistice pour inviter les belligérants à faire connaître leurs vues et pour mettre ces vues d'accord s'il était nécessaire.

La proposition était inacceptable, mais elle nous montre les ressources infinies de la subtilité ottomane. « Imposer » une armistice aux belligérants n'était-ce pas forcer l'Europe à se mettre d'accord sur la politique orientale ? — or cet accord était impossible, la Turquie le savait. Supposons un instant que les puissances aient accepté la proposition de Kiamil-Pacha, supposons aussi, ce qui d'ailleurs est probable, que les alliés n'auraient pas convenu que des tiers, fut-ce même les grandes puissances, vinssent s'interposer entre eux et leur ennemi avant qu'ils aient remporté tous les avantages dont ils se sentaient capables ; et voyons ce que « l'accord des puissances » serait

devenu devant des décisions impérieuses à prendre. Pouvons-nous présumer la répercussion qu'aurait eu une intervention autrichienne en Serbie, ou bien un débarquement franco-anglais à Salonique et de la répercussion de ces événements sur les relations européennes, déjà tendues ? Probablement la guerre ; mais c'était précisément sur des querelles latentes et prêtes à éclater que la Turquie, acculée et vaincue, tablait pour sauver ce qui encore pouvait être sauvé de la débâcle. Les puissances eurent la sagesse de se dérober. Le gouvernement français répondit : « qu'il ne pouvait prendre la responsabilité de proposer un armistice sans avoir et sans fournir des garanties sur les conditions dans lesquelles la paix pourra être conclue. Il risquerait d'arrêter les alliés en plein succès et de donner aux Turcs le temps de réformer leur armée alors que les hostilités pouvaient reprendre (1). La Russie et l'Angleterre répondirent dans le même esprit. Le 5 novembre la Turquie faisait une nouvelle démarche. Cette fois « le gouvernement ottoman demandait aux grandes puissances leur médiation collective en vue de la cessation immédiate des hostilités et de la fixation des conditions de paix ». Le gouvernement français déclara « qu'il s'associera volontiers à une démarche collective des puissances

1. Rapport de M. Doumer, sénateur à la Commission du budget du Sénat, mars 1913.

qui ne constituerait pas une pression sur les belligérants ». Les cabinets des autres grandes puissances se contentèrent de répondre dans la même forme vague et indéterminée. On hésitait de prendre l'initiative d'une démarche (1).

Le 11 novembre Kiamil-Pacha s'adressa directement au roi Ferdinand de Bulgarie et le pria officiellement de faire des ouvertures de paix au nom du gouvernement ottoman aux alliés. Le roi Ferdinand refusa, et contrairement aux clauses des traités d'alliance, il refusa sans prendre l'avis des autres Etats, et défendit même à son gouvernement de souffler mot sur son refus (2).

Une ambition démesurée avait germé dans l'esprit du tsar Ferdinand. Considérant la facilité avec laquelle ses armées avaient culbuté les troupes du sultan, sachant aussi qu'au delà de ces lignes de Tchataldja

1. Le 8 novembre Salonique tombait entre les mains des Grecs, après un engagement sérieux à Ianisa. Des frictions graves se produisirent à ce moment entre Grecs et Bulgares. Il y eut des coups de fusil échangés entre les soldats des armées alliées.

2. C'est à ce moment je crois qu'il faut marquer le début de la politique personnelle du roi Ferdinand, dans les événements qui forment le sujet de notre étude — politique qui fut conduite parallèlement et souvent à l'insu du gouvernement responsable. Autant que les documents le permettront nous essayerons de la mettre en relief.

plus aucun obstacle ne se dressait sur la route de Constantinople, il décida de demander à ses soldats un suprême effort, afin de pouvoir écrire cette page entre toutes digne d'envie, que lui et son armée avaient, dans un suprême combat, redressé sur le dôme de Sainte-Sophie l'emblème de la chrétienté (1).

La Sublime-Porte ayant averti les grandes puissances de la démarche directe tentée près du roi de Bulgarie, celui-ci fut obligé de communiquer la proposition d'armistice à ses alliés le 15 novembre 1912. Le principe fut admis, les puissances alliées donnaient mandat au gouvernement bulgare de discuter et accepter, s'il y avait lieu, l'armistice en leur nom. La Grèce seule réservait sa réponse. Des négociateurs furent désignés du côté bulgare et du côté turc. On semblait être à la veille d'une entente.

1. Dans ce but le roi avait dépêché M. Danef à Vienne « il fallait gagner Vienne à la cause bulgare en vue d'une liquidation définitive de la Turquie d'Europe ». La réponse apportée par M. Danef était favorable. Nous avons montré plus haut que Berlin et Vienne envisageaient la création d'une grande Bulgarie avec Constantinople pour capitale (article de M. Schiemann). A Pétrograd on fut surpris; la marche rapide des événements ne permit pas aux politiciens russes de jeter les bases d'un accord déterminant le sort de Constantinople et des détroits. L'Europe craignant des troubles dans la capitale ottomane donna l'ordre aux stationnaires de débarquer des détachements de marins — une « internationalisation » avant la lettre se trouvait par ce fait établie.

Le 17 novembre à l'aube — sans la connaissance du grand Etat-major bulgare responsable de la conduite des opérations (1) — le roi Ferdinand donna l'ordre à ses troupes de prendre d'assaut les lignes de Tchataldja. La bataille dura trois jours, les Bulgares défaits étaient repoussés sur tout le front. Cette résistance inattendue des armées turques, la preuve tangible de l'excellence des fortifications de Tchataldja furent pour beaucoup dans le refus que la Sublime-Porte opposa aux conditions bulgares en vue d'une armistice le 21 novembre. Les alliés demandaient : que la Turquie renonçât à tous les territoires d'Europe sauf la région de Constantinople ; et en plus de la reddition immédiate des places d'Andrinople, de Scutari, d'Albanie et de Janina qui résistaient encore aux assauts des alliés, l'armée turque devait évacuer les lignes de Tchataldja. C'était une capitulation humiliante que la Porte ne pouvait signer.

La bataille de Tchataldja avait opéré un changement d'attitude remarquable : c'étaient les Bulgares qui à tout prix demandaient aujourd'hui le rétablissement de la paix.

Le 29 novembre l'agitateur albanais Ismaïl Kemal bey réussit à former un gouvernement provisoire et proclama à Valona l'autonomie albanaise. Ce mouvement dirigé et soutenu par la Ballplatz était destiné

1. Déclaration du général Fitcheff dans *Cambani*.

à mettre l'Europe devant un fait accompli (1).

Cependant les pourparlers en vue d'une armistice se poursuivaient entre le généralissime turc et les délégués bulgares. Le 3 décembre 1912 fut signé à Tchataldja le protocole de suspension d'armes dont voici la teneur :

Article 1^{er}. — Les Belligérants restent sur leurs positions.

Art. 2. — Les forteresses assiégées ne seront pas ravitaillées et ne recevront pas de munitions.

Art. 3. — L'armée bulgare recevra des ravitaillements et des munitions par la mer Noire et Andrinople.

Art. 4. — Les négociations de paix commenceront le 16 décembre à Londres.

Ce protocole fut signé par la Turquie, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro. La Grèce s'y refusa ; elle

1. L'Autriche pour légitimer les mesures militaires très sérieuses qu'elle prenait, entretenait dans l'empire un état de surexcitation artificiel, exemple : incident du consul Prochaska à Prizrend. Le gouvernement de Vienne prétendait qu'on avait molesté son consul ; la vérité résultant de l'enquête effectuée par un délégué de l'Autriche prouva qu'à l'entrée des Serbes à Prizrend, des Albanais embusqués au consulat autrichien, avaient fait feu sur les troupes du roi Pierre ; il avait fallu cerner le consulat et arrêter les coupables, il ne fut pas touché à la personne du consul. Les Serbes étaient en légitime défense. C'est sans conteste un mauvais argument qu'un petit Etat oppose à un puissant Empire.

avait demandé la reddition de la place de Ianina et la possession des îles de l'Archipel occupées par sa flotte, en même temps qu'elle déclarait ne pas lever — pendant la suspension d'armes — le blocus qu'elle exerçait sur les côtes ottomanes. Il semble qu'entre la Grèce et ses alliés cette attitude fut concertée. En effet, la marine grecque, en maintenant son blocus, empêchait le ravitaillement que la Turquie aurait pu recevoir; en plus, elle gênait les communications de l'Empire avec ses provinces d'Asie et par cela le transport des réserves.

Le 16 décembre s'ouvrait à Londres, au Palais Saint-James, la conférence de paix stipulée par l'article 4 de l'armistice du 3 décembre (1). Sir Edward

1. Au moment où les délégués discutaient à Londres les conditions d'une paix générale, le roi de Bulgarie à l'insu de son gouvernement, à l'insu de ses alliés et de ses délégués à Londres, envoyait à Constantinople M. Kaltcheff pour y traiter la paix, en son nom, directement avec Kiamil-Pacha. Le Grand-Vizir déclara que la Turquie était prête à signer la paix aux conditions suivantes : assurer l'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie, conserver pour elle Andrinople avec le vilayet d'Andrinople et les îles, déclarer Dedeagath port libre pour la Turquie et la Bulgarie. Damad Chérif Pacha, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet de Kiamil déclarait au journal *Ikdâm* que « M. Kaltcheff avait accepté toutes ces conditions à l'exception de celle concernant la ville d'Andrinople » (Je prends ces renseignements dans le livre de « Balcanius », *La Trahison Bulgare* — ceci est rapporté aussi dans l'ouvrage

Grey saluait au nom de son pays les représentants des cinq Etats belligérants et leur disait en substance :

« Vous trouverez, je l'espère, dans ce pays une atmosphère de calme et d'impartialité qui sera favorable à votre œuvre. Vous serez en territoire neutre où il n'y aura d'autre politique que la vôtre ».

MM. Danef, Venizelos, Novakovitch, Miouchkovitch, chefs des délégations bulgare, grecque, serbe, monténégrine remercièrent le gouvernement anglais de l'hospitalité offerte.

La mission turque avait à sa tête Rechid-Pacha.

Au premier jour le délégué turc déclara qu'il ne pouvait discuter avec la Grèce, cette puissance continuant à être en guerre avec l'Empire. Les alliés répondirent « qu'ils négocieraient tous ensemble ou qu'ils ne négocieraient pas du tout ». Les Turcs s'inclinèrent.

Les puissances alliées, le 23 décembre, posèrent leurs conditions :

1^o Cession des possessions de la Turquie d'Europe situées à l'ouest de la ligne de Rodesto au cap Malatra, y compris l'Albanie dont le statut et les frontières seraient fixées ultérieurement, et à l'exclusion de la presqu'île de Gallipoli ;

de M. Guéchoff, *La Démence criminelle*, publié à Sofia en 1914).

Je m'abstiens intentionnellement de commenter cette démarche du tsar bulgare.

2° Cession des Iles de la mer Egée;

3° Renoncement de la Turquie aux droits qu'elle possédait sur l'île de Crète.

Les cessions demandées devaient leur être remises « en bloc ». Le partage se ferait entre les alliés ultérieurement.

Le 28 décembre la Turquie formulait ses contre-propositions.

a) *Vilayet d'Andrinople*. — *Statu quo ante bellum*.

b) *Macédoine*. — La Turquie n'envisageait pas de cession territoriale, par contre elle était prête à signer à l'autonomie de la province, sous le contrôle d'un prince chrétien, de religion protestante de préférence — choisi parmi les princes d'une famille régnante d'un Etat neutre. La Macédoine devait rester sous la souveraineté du Sultan.

c) *L'Albanie* autonome sera mise sous le contrôle d'un prince de la famille impériale ottomane.

d) le sort de la Crète (1) sera réglé entre la Turquie et l'Europe.

1. Il m'est impossible, et je n'essaierai même pas de faire ici l'historique des luttes crétoises. On les connaît, des ouvrages parfaits ont définitivement exposé la suite des tortures infligées à ces populations. Après un siècle de tueries l'Europe, en 1878, força le Sultan à conclure avec les Crétois le pacte de Khalépa. La Crète bénéficiait de la tutelle européenne, une assemblée élective devait fonctionner. Cette réforme eut le sort commun réservé en Turquie chaque fois que l'Europe manifestait une

e) En ce qui concerne les Iles, la Porte n'envisageait même pas la possibilité d'une cession.

Entre la demande et l'offre une marge illimitée était laissée aux négociations. Les Turcs ont de tout temps été partisans de la temporisation ; on a toujours le temps de donner...

La discussion s'engagea vive. « Vous nous demandiez des réformes », soutenait en désespoir de tout succès Rechid-pacha, « en voilà de radicales, plus complètes et plus générales que vous n'en avez jamais conçues et proposées ». « Ce sont les provinces que nous voulons », reprenaient les alliés, en même temps qu'ils menaçaient de rompre les négociations. A la suite de marchandages, la Turquie, aux

volonté. En 1889, ce pacte fut cassé par la volonté d'Abdul-Hamid — le pouvoir absolu, si tantest qu'il avait jamais disparu, était restauré — l'Europe qui avait garanti la réforme de 1878 resta indifférente. Les massacres de chrétiens essayaient de calmer de temps à autre l'ardeur des habitants de l'île qui demandaient l'union à la Grèce.

1897. Domoko. 1897, date douloureuse pour la Crète, est cependant marquée par l'arrivée de l'amiral français E. Pottier qui durant vingt-deux mois assura à la Crète une tranquillité et une sécurité inconnues.

1912 octobre, la Turquie, à la veille de la guerre, proposa afin de détacher la Grèce de l'alliance de lui céder la Crète. La Grèce refusa. Le 14 octobre les députés crétois étaient reçus et admis à siéger au parlement d'Athènes ; l'union était consommée.

premiers jours de janvier 1913, admettait la cession aux alliés : de la Macédoine, de l'Épire et de la Crète ; l'Albanie était confiée aux soins de l'Europe qui devait statuer sur son sort ; l'Empire ottoman se montrait intransigeant et définitivement opposé à l'idée d'abandonner Andrinople et les Iles.

Le 6 janvier 1913 les Etats alliés invitaient leurs délégués à suspendre les travaux de la Conférence.

*
* *

Alors que se réunissait à Londres la Conférence de paix entre les représentants des Etats alliés et de la Turquie, s'ouvrait aussi une Assemblée des Ambassadeurs des six grandes puissances européennes. Le but et les pouvoirs de cette assemblée étaient indiqués dans la déclaration faite par Sir Edward Grey le 11 décembre 1912 à la Chambre des Communes :

« Les grandes puissances neutres et signataires du traité de Berlin ont toutes décidé que leurs représentants se rencontreront à Londres afin d'y procéder à un échange de vue *non officiel et qui n'engagera pas les gouvernements*. Le but de cette consultation est de faciliter un échange de vues portant particulièrement sur les points qui peuvent le plus directement affecter les intérêts de l'une ou de l'autre des grandes puissances. »

C'était, en premier lieu, un conseil de raison que les grandes puissances établissaient pour les belligérants ; c'était aussi un dernier essai pour reconstituer

« le concert des puissances ». La Conférence des Ambassadeurs de Londres ne fut en définitif que le bureau d'enregistrement des volontés autrichiennes. Cette réunion d'Ambassadeurs — sans pouvoirs — ne laissa d'étonner le monde. « Comment l'idée d'une telle création, d'un tel automate diplomatique — à deux corps et sans tête — a-t-elle pu se produire ? » se demande M. G. Hanotaux. Comment a-t-elle pu être acceptée si aisément par tous les intéressés ? Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle a été fabriquée sous la pression des circonstances, dans la hâte d'un urgent besoin. »

Une double difficulté inquiétait l'Europe : La guerre balkanique et la tension russo-autrichienne qui pouvait entraîner un conflit général. La conférence des ambassadeurs avait pour mission de négocier une entente européenne.

Les problèmes que cette conférence avait à résoudre dès sa constitution étaient : L'autonomie albanaise et la délimitation des frontières de cette province.

La question du port serbe.

Apprécier le différend roumano-bulgare (1) afin d'arriver à une entente pacifique entre les deux pays.

1. Les puissances de la Triple-Alliance avaient demandé que la Roumanie prenne part à la conférence sur le pied d'égalité. On décida après discussion que la Roumanie sera appelée chaque fois que les intérêts du royaume seront en jeu. J'exposerai dans son ensemble la politique roumaine.

a) *Autonomie albanaise.* — Les six grandes puissances étaient d'accord sur le principe d'autonomie. L'Europe faisait œuvre de justice, l'Albanie existait en tant qu'entité — il fallait la reconnaître et limiter ses frontières — c'était toucher aux difficultés.

L'Autriche voulait une grande Albanie — les puissances de l'Entente, dans une même pensée de justice, voulaient consacrer les droits incontestables des Albanais sans toucher pour cela aux intérêts légitimes de la Serbie.

Entre l'Autriche, qui n'envisageait le problème albanais que sous l'angle de ses intérêts, et les puissances de l'Entente, qui voulaient un partage conforme à l'équité, de longues discussions devaient s'engager. On devait finir sur une délimitation boiteuse, source de mécontentements pour toutes les parties en cause.

Les prétentions premières de l'Autriche incorporent dans les limites de l'Albanie : Monastir, Scutari, Ipek, Djakova, peut être même Prizrend, Janina. C'était exorbitant ; Serbes, Grecs, Monténégrins se voyaient iniquement dépouillés du fruit de leurs victoires.

Le 21 janvier 1913 la Serbie présentait à la conférence des ambassadeurs un memorandum exprimant les desiderata du royaume sur la fixation des frontières de la nouvelle province. Les Serbes n'élevaient aucune objection contre l'établissement d'une auto-

nomie albanaise, mais ils demandaient avec force, alors qu'on établira les frontières, de tenir en considération, leurs droits historiques.

« Nous avons constaté que la nation serbe ne peut sacrifier la terre sainte où se trouvent situés la plus ancienne capitale du premier royaume serbe : Scutari ; la résidence du patriarcat serbe : Ipek ; le couvent Detchani et Djakova. Nous n'avons mentionné expressément ni Prizrend la capitale serbe du XIII^e siècle, ni Prilep la résidence du héros national Kraliévitch Marko puisque nous ne pouvons croire un seul moment qu'il se trouve quelqu'un pour contester notre droit sur ces villes. »

Plus tard nous constaterons l'œuvre accomplie par les puissances quant à l'Albanie.

b) *Port serbe.* — L'Autriche semble disposée à accorder à la Serbie une issue sur la mer. Il s'agit d'un port commercial soumis à la garantie des Puissances et ne comportant pas de souveraineté territoriale. Un chemin de fer devait être construit reliant ce port au royaume, soumis aussi, au contrôle des puissances ; en définitive un point sur l'Adriatique. — Saint-Jean de Medua, disait-on — pourra accueillir les marchandises serbes qui rallieraient le royaume sans supporter des frais de douane.

—
* *

Une autre mission incombait à cette assemblée

d'ambassadeurs ; elle devait, par ses conseils et son autorité, faire aboutir les pourparlers de paix entre belligérants.

En résumé, à la date du 6 janvier 1913, la Turquie faisait abandon de l'Albanie, de la Macédoine, de l'Epire et de l'île de Crète — elle voulait garder Andrinople et les îles de la mer Egée.

Les Etats alliés avaient donné l'ordre à leurs plénipotentiaires d'interrompre la Conférence de paix. La reprise des hostilités devait s'en suivre.

Les grandes puissances interviennent et demandent aux Etats balkaniques d'attendre la réponse à une note collective qu'elles se proposaient de remettre à la Sublime-Porte. Cette note fut remise le 17 janvier 1913 à Constantinople, elle disait en substance :

« Les grandes puissances conseillent collectivement au gouvernement impérial : 1) de consentir à la cession de la ville d'Andrinople aux Etats balkaniques ; 2) de s'en remettre aux Puissances du soin de statuer sur le sort des îles de la mer Egée ».

Une divergence de vues très vive se manifestait à la Conférence des ambassadeurs sur le sort futur des îles. La Triple-Alliance soutenait que les plus importantes de ces îles — par là même celles qui étaient le plus désirées par la Grèce (Lesbos, Chio, Samos, Rhodes) soient laissées à la Turquie. L'Italie très subtilement faisait remarquer : que Rhodes était occupée par ses troupes, qu'elle se considérait,

d'après le traité d'Ouchy, comme garante et redevable de restituer cette île, le jour venu, à la Turquie; ces arguments très juridiques étaient-ils bien sincères? Quelque désir caché n'était-il pas contenu?

La France, l'Angleterre et la Russie demandaient, par contre, que ces îles fussent remises à la Grèce.

En plus l'accord entre puissances avait été retardé, car on se demanda si cette note devait oui ou non être appuyée par une manifestation navale? De cet avis étaient les puissances de l'Entente. L'Autriche et l'Allemagne s'y refusaient. On ne fit pas de manifestation armée.

Kiamil-Pacha, au reçu de la note des puissances, décida de prendre conseil d'un Divan convoqué *ad hoc*. Aux moments graves de son histoire, la Turquie a, de tout temps, modelé son attitude sur l'avis des notables du pays. En 1827 lors de la guerre d'indépendance grecque, en 1877 au temps de la guerre russo-turque ces réunions avaient décidé la guerre à outrance.

Le 22 janvier 1913 le conseil extraordinaire se réunissait au palais de Dolma-Baghtche; après avoir entendu les déclarations du ministre de la guerre, le rapport du Ministre des finances et l'exposé du Grand-Vizir, le divan se prononça pour la paix; ce qui voulait dire que la Porte devait accepter la note des puissances.

La guerre balkanique était finie.

Le 23 janvier un brusque coup d'Etat renversait le cabinet de Kiamil ; un cabinet jeune-turc ayant à sa tête Mahmoud Chewket-Pacha prenait la succession et déclarait : « que le pays devait être prêt à tous les sacrifices pour sauver Andrinople. »

Quelques officiers, ayant à leur tête le colonel Enver-bey, vinrent, le 23 janvier, à la Sublime-Porte ; les ministres délibéraient sur la réponse à remettre aux grandes puissances ; Nazim-Pacha, ministre de la guerre, fut assassiné ; quelques sentinelles tuées, des portes défoncées ; sous la menace du revolver Kiamil signa sa démission ; une heure après un firman était publié ; le pouvoir retombait aux mains des Jeunes-Turcs.

Jamais révolution n'avait bénéficié d'un plus grand mystère ; jamais révolution ne laissa un pays plus perplexe.

En Europe le premier moment fut de stupeur — l'inquiétude succéda.

Qu'allait faire le nouveau gouvernement ? Aucune réponse n'était remise à la note des puissances ; en plus la raison de ce coup d'Etat résidait dans la volonté de ne pas abandonner Andrinople. On devinait par là, la politique du nouveau gouvernement.

Les alliés balkaniques, las d'attendre, quittèrent Londres le 30 janvier. L'armistice fut dénoncée ; les hostilités devaient reprendre le 3 février à 7 heures du soir.

Le cabinet de Mahmoud Chewket-Pacha avait à lutter contre les mêmes difficultés qui décidèrent Kiamil-Pacha à capituler : insuffisance de préparation de l'armée, détresse financière, désorganisation du pays. Le remède à ces maux n'était pas facile. Aucune violence ne pouvait rien contre eux : or c'était le seul élément nouveau dont disposait le nouveau ministère.

Aussi le 1^{er} février le cabinet de Mahmoud remettait la note suivante aux puissances. La Porte déclarait :

1) Accepter de se remettre aux puissances afin de statuer sur le sort de la ville d'Andrinople sise sur la rive droite de la Maritza, en conservant la partie située sur la rive gauche.

2) Les puissances décideront du sort des îles en voulant bien tenir compte « des considérations géographiques, politiques et stratégiques qui rendent la possession de ces îles indispensables à la Turquie pour la défense de la capitale et la sécurité de l'Asie-Mineure ».

La Porte cédait presque sur tous les points — il était trop tard — les délégués balkaniques avaient quitté Londres le 30 janvier ; l'armistice était dénoncé ; les hostilités allaient reprendre le 3 février devant Andrinople (1).

1. La rupture avait été voulue par les Bulgares. M. Danef

§ 4

Chute d'Andrinople. Prise de Scutari.

Au-dessus du problème balkanique présent et limité, il y avait le problème européen à plus large envergure. Nous avons déjà montré combien la tension qui s'accroissait entre les deux Empires : autrichien et russe, était un sujet d'alarme pour l'Europe. Aux premiers jours de février l'Empereur François-Joseph prenait l'initiative d'un rapprochement entre les deux chancelleries. Une conversation amicale, dans la pensée du vieil empereur, devait favoriser la cause de la paix et amener ainsi une détente générale. A cet effet le prince de Hohenlohe, personnage important à la cour autrichienne, fut chargé de porter à Pétrograd une lettre autographe de l'Empereur François-Joseph à l'Empereur Nicolas II.

Que pouvaient la bonne volonté des souverains, télégraphiait, en date du 27 janvier 1913, à M. Guéchoff : « Les Serbes et les Monténégrins désapprouvent la rupture. Les Grecs, comme des gens-madrés, se taisent. Je me suis prononcé catégoriquement pour la rupture des négociations. J'espère *contraindre* les délégués à suivre la seule voie qui nous reste .. » Le mirage du Bosphore, attraction puissante, hantait les cerveaux bulgares à nouveau.

l'intelligence et la perspicacité sincèrement attachée à la paix des diplomates, contre des dogmes radicalement, définitivement opposés. Le dissentiment austro russe de 1912-1913 n'était qu'un épisode de la concurrence balkanique que les deux Empires se livraient depuis 1878 ; l'Autriche, depuis cette époque prépare la route de Salonique, impatiente, elle attend l'heure pour réaliser ses projets ; projets qui se sont imposés à ses politiques avec l'autorité d'une raison d'Etat ; depuis la même époque l'Empire moscovite entraîne ses forces, prépare ses moyens afin d'être prêt le jour venu à barrer le chemin à l'expansion autrichienne. En plus la concurrence austro-russe n'était que la façade d'une querelle à plus large portée : l'antagonisme germano-slave. Lorsqu'une politique trouve son essor et sa volonté dans des rêves d'hégémonie — rêves qu'elle entend réaliser par la seule loi de la force — et c'était le cas pour la politique austro-allemande ; l'œuvre confiée aux diplomates se limite à une tâche de temporisation, en attendant le moment propice.

La mission du prince de Hohenlohe avait pour but de temporiser — il réussit.

Le *Fremdenblatt* officieux, en date du 13 février 1913, déclarait : « La mission du prince de Hohenlohe a répondu à son but en prouvant l'excellence des rapports des deux cours, lesquels ne manqueront pas d'avoir une répercussion sur les rapports politiques des deux pays ».

Une note publiée simultanément à Vienne et Pétersbourg nous apprenait, par la suite : « que les événements de la péninsule balkanique n'ont pas porté atteinte aux sentiments d'amitié entre les deux souverains et que le maintien de la paix continue à former le but de leurs efforts ».

Ces déclarations qui nous apprenaient que « *l'amitié entre les deux souverains* » était tout aussi cordiale... furent suivies de légères mesures de démobilisation. La Russie congédiait la classe supplémentaire qu'elle tenait sous les armes ; l'Autriche, à son tour, s'allégeait de quelques contingents. Cependant l'Empire autrichien maintenait ses effectifs dans le Sud de l'Empire en même temps qu'il avertissait « que si les forces autrichiennes restaient mobilisées en Bosnie, aucune mesure coercitive n'était à craindre pour la Serbie ». On disait même que si l'armée restait mobilisée dans cette partie de l'Empire « c'était plutôt contre les Slaves de l'intérieur que contre ceux de l'extérieur ».

Quelques semaines plus tard — le siège de Scutari — nous fournira l'occasion d'apprécier la valeur des très aimables phrases que nous venons de lire.

*
* *

Les opérations militaires avaient repris le 3 février 1913 dans la péninsule. Les Turcs se défendaient à Tchataldja ; les places fortes d'Andrinople, de Scu-

tari et de Ianina résistaient victorieusement aux assauts des alliés. Dès combats s'engageaient un peu partout sans grand enthousiasme. Une certaine lassitude se manifestait. Les Bulgares furent repoussés à Tchataldja ; une manœuvre turque de débarquement sur les côtes bulgares échoua ; les jours passaient sans apporter un changement appréciable dans la situation militaire respective. Le temps travaillait contre les alliés, les armées s'épuisaient en inutiles combats, les trésors se vidaient sans profit, les champs manquaient de bras. La Turquie seule n'avait plus rien à perdre.

Un effort victorieux vint aux premiers jours de mars rompre la monotonie de cette guerre larvée : la capitulation de Ianina. Après un combat acharné la citadelle se rendit aux soldats grecs le 3 mars. L'Epire tout entière était acquise à l'Hellénisme. La joie de cette victoire fut ternie par l'assassinat du roi Georges (18 mars 1913), qui succomba sous le couteau d'un fanatique dans une rue de Salonique. Ce fut une perte cruelle pour la Grèce. L'Histoire plus tard le reconnaîtra.

En Thrace les Bulgares avaient fini par se convaincre de l'inviolabilité des fortifications de Tchataldja ; aussi leur effort se tourna avec tenacité contre la forteresse d'Andrinople. Les Bulgares, dans cette entreprise, furent efficacement soutenus par deux divisions

serbes (60.000 hommes) et par toute l'artillerie de siège du royaume allié.

L'intervention de l'armée serbe au siège d'Andrinople a été d'un grand secours pour les Bulgares. Un écrivain français, M. Allain de Pennerun, pouvait écrire, à la date du 25 mars 1913, dans l'*Illustration* : « Il semble que lorsque Ekmektchikei tombera, Andrinople ne pourra plus résister longtemps... » Or cette position importante fut conquise par les soldats du roi Pierre ; en plus l'héroïque défenseur d'Andrinople, Choukri-Pacha, en capitulant, le 26 mars 1913, remit son épée au général serbe. Les Bulgares ont voulu rapetisser le rôle de leur allié à une simple démonstration militaire, ils se refusent aujourd'hui encore de convenir sur l'efficacité de cette « démonstration ». Andrinople tombé, Scutari était la dernière ville fortifiée de l'Empire ottoman en Turquie d'Europe, tenant en échec les forces alliées.

Dès les premiers jours d'octobre 1912 l'armée monténégrine établissait le siège devant Scutari. Généreusement le gouvernement serbe proposa, aussitôt qu'il put libérer certaines troupes des champs de bataille de Vieille-Serbie et de Macédoine, de venir secourir et aider les troupes du roi Nicolas. Le Monténégro, en s'exagérant la puissance de ses forces, voulut, dans un geste héroïque mais dépourvu de sens politique, assumer seul l'effort et la gloire de cette entreprise. Ce fut une erreur —

avec le concours de l'armée serbe, la place serait tombée. L'Europe, une fois encore, aurait eu à enregistrer le fait accompli ; de graves difficultés diplomatiques par ce moyen conjurées.

« Sauf le cabinet de Vienne, tous les gouvernements européens — y compris celui de Berlin — n'attachent aucune importance à la question de Scutari et le sort de cette ville leur est parfaitement indifférent » écrivait, avec une évidente raison, M. G. Hanotaux. Aux mois de mars et d'avril 1913, l'Autriche suivait avec impatience la marche des événements dans cette partie de la péninsule. Scutari est le centre albanais où son influence et sa propagande se développèrent avec le plus de succès, Scutari était l'avant-garde des ambitions adriatiques de la monarchie, la tenacité monténégrine de vouloir s'emparer de cette ville exaspérait Vienne, à plusieurs reprises la paix européenne inspira des inquiétudes.

Aux derniers jours de mars, alors que le bombardement contre la ville devenait pressant — les Serbes étant venus seconder leur allié — l'Autriche déclarait à la Conférence des Ambassadeurs à Londres qu'elle exigeait que Scutari fut incorporée dans les limites de la future Albanie ; elle était prête à aider à l'apaisement de l'opinion dans les deux royaumes slaves en acceptant que la ville de Djakova fut accordée à la Serbie. L'Autriche demanda aux puissances qu'elles vinssent s'associer à ses démarches à

Belgrade et Cettigné et sous forme d'une demande collective exiger la cessation des hostilités contre Scutari.

L'Autriche, depuis quelques jours, prenant les devants, avait donné ordre à sa flotte de quitter Pola et de croiser dans les eaux monténégrines.

Les puissances acceptèrent ; une démarche collective eut lieu dans les deux capitales ; Belgrade une fois encore acquiesça et donna ordre à ses troupes de lever le siège de Scutari ; le roi du Monténégro répondit « qu'il préférerait mourir » que d'abandonner la ville ; la situation devenait grave. La Conférence de Londres sur l'instigation et la demande de Vienne, admit alors le principe d'une démonstration navale sur le littoral monténégrin. Cette acceptation était forcée, l'Autriche avait déclaré que dans le cas où l'Europe ne voudrait pas s'associer à sa politique, seule elle ferait respecter ses volontés ; cette menace était grosse de dangers.

La Russie annonça qu'elle ne pouvait s'associer « en fait » à cette démonstration navale — le courant de sympathie en faveur des Monténégrins était par trop puissant dans l'Empire — elle s'associait « en esprit » et donnait mandat à l'Angleterre et à la France de la représenter.

L'Angleterre et la France décidèrent d'envoyer des navires — dans un haut esprit de conciliation.

L'Allemagne, pour montrer qu'elle subissait, sans

enthousiasme, la proposition autrichienne, envoyait un tout petit croiseur comme si elle avait voulu mesurer par là le peu d'intérêt qu'elle portait au sort de cette ville.

L'Italie se trouvait dans une situation doublement délicate : La maison de Savoie intimement apparentée à la famille royale monténégrine assistait avec déplaisir aux mesures de coercition qu'on allait prendre, mais d'autre part, si on laissait l'Autriche régler seule avec le Monténégro le sort de Scutari, le problème adriatique ne se serait-il pas tout à coup imposé avec violence à la politique italienne (1) ?

Etrange est parfois le sort des manifestations de force. Le Monténégro ne se départit pas de son calme, sous les canons braqués, mais impuissants, des six grandes puissances européennes, les opérations de siège furent poursuivies ; Scutari prise (2). A

1. L'Autriche prenant pied à Scutari, l'Italie devait riposter par un débarquement à Valona... qu'est-ce qu'il serait advenu de l'équilibre savant de la politique adriatique des deux puissances alliées ? On envoya un bateau à Scutari.

2 La chute de Scutari est un événement fort curieux. Il semble qu'une entente directe soit intervenue entre le roi Nicolas et le gouverneur Essad-Pacha. Ce dernier n'était pas sans intriguer à ce moment pour poser sa candidature au trône de l'Albanie autonome. Des conversations entre Essad et le roi Nicolas à ce sujet peuvent avoir eu lieu. Plus tard on connaîtra la vérité. Le fait certain est que Essad, en obtenant les hon-

Vienne on perdit le sang-froid. Contre cet Etat d'un peu plus de 200.000 habitants — un petit arrondissement français — une démarche des puissances, une démonstration navale n'avaient rien pu faire. La « Ballplatz », sous forme comminatoire — ou presque — demanda aux puissances, à la Conférence des Ambassadeurs de Londres, d'organiser un corps de débarquement dans le cas où les Monténégrins ne se décideraient pas à abandonner immédiatement la ville. Des démarches urgentes furent faites par les Puissances à Cattigné. Le gouvernement monténégrin répondit d'une façon dilatoire.

La Russie, une fois encore, devait se dévouer à la cause de la paix. Une note fut remise à Cattigné et Belgrade : « la concession de Scutari fut faite, disait cette note, en vue du maintien de la paix dont l'ébranlement, pour une telle cause aurait paru d'une absurdité manifeste ; Scutari étant une ville purement albanaise..... ».

Le jour même — 1^{er} mai 1913 — où les puissances devaient décider sur l'opportunité d'un débarquement de troupes, le chargé d'affaires du Monténégro déclarait que son gouvernement abandonnait la ville de Scutari et priait les puissances d'accorder au royaume une compensation territoriale.

neurs de la guerre, put quitter la ville avec son armée — 25.000 hommes — et alla se réfugier du côté d'Elbassam où il se proclama roi ou prince d'Albanie.

§ 5

**Fin de la guerre Turco-Balkanique. Traité de Londres
30 mai 1913.**

Ces récits nous ont fait devancer le travail diplomatique accompli dans les derniers mois.

A la fin du mois de février la Porte chargea à nouveau les ambassadeurs de demander aux puissances leur médiation en vue de nouvelles négociations de paix. Cette mesure signifiait clairement que la Porte était prête à souscrire aux conditions que l'Europe lui proposait le 17 janvier 1913 :

a) cession d'Andrinople aux alliés ;

b) remise des îles de la mer Egée aux puissances qui statueront sur leur sort.

Les Puissances — courtiers diligents — transmirent aux alliés l'offre turque. Les Etats alliés demandèrent le temps pour se concerter ; le 14 mars ils acceptaient la médiation sous les conditions suivantes :

1° Comme base de négociations pour les délimitations de territoires entre la Turquie et les alliés on prendrait la ligne de Rodosto au cap Malatra, à l'exclusion de la presqu'île de Gallipoli qui resterait à la Turquie ; tous les territoires situés à l'ouest de

cette ligne, y compris les villes d'Andrinople et de Scutari, devaient être cédés, par la Turquie, aux alliés.

2° La Turquie céderait les îles de la mer Egée.

3° Elle se désintéresserait complètement de l'île de Crète.

4° La Porte consentirait, en principe, au paiement aux alliés d'une indemnité de guerre dont le montant serait fixé lors de la conclusion définitive de la paix.

5° Les opérations de guerre ne seraient pas interrompues.

Le 23 mars les Puissances proposèrent aux gouvernements alliés les conditions suivantes, pour servir de base à leur médiation :

1° La frontière de l'Empire ottoman en Europe partira d'Enos, suivra le cours de la Maritza, puis le cours de l'Egrène et aboutira à Midia. Tous les territoires situés à l'ouest de cette ligne seront cédés par la Turquie aux Etats alliés, à l'exception de l'Albanie dont le régime et la délimitation seront fixés par les Puissances ;

2° La question des îles de la mer Egée sera réglée par les Puissances ;

3° La Turquie se désintéressera complètement de la Crète ;

4° Les Puissances ne peuvent se montrer favorables à une demande d'indemnité ; mais elles admettront

les alliés à prendre part aux discussions de la Commission internationale qui se réunira à Paris, pour fixer un règlement équitable de leur participation à la Dette ottomane et aux charges financières qui leur seront attribuées. La Turquie sera invitée à prendre part aux travaux de cette commission.

Les grandes puissances déclarent, en même temps, que dès que ces bases auront été acceptées les hostilités devront prendre fin.

Les conditions de paix des alliés avaient été fortement augmentées — ils donnaient comme raison, que par la faute de la Turquie ils s'étaient imposés un surcroît de dépenses et de sacrifices — l'Europe devait en tenir compte.

L'Europe, à qui il tardait de voir la paix rétablie, évoqua à son tribunal : le sort des îles ; le statut de l'Albanie, et entendit se faire obéir quand on traiterait le problème financier soulevé par la guerre, problème auquel elle était intéressée.

Le 5 avril les alliés, par une réponse collective, acceptèrent les conditions des Puissances pour la médiation sous les réserves suivantes :

1^o Lors de la fixation définitive de la frontière en Thrace la ligne indiquée, dans les conditions formulées par les Puissances, sera prise comme base et non comme ligne définitive ;

2^o Les îles de la mer Egée seront cédées par la Turquie aux alliés ;

3° Les alliés estiment qu'ils doivent connaître, au préalable, les frontières projetées pour l'Albanie et espèrent qu'elles seront conformes à celles qu'ils ont proposé à Londres ;

4° La demande d'une indemnité de guerre doit être acceptée en principe. On laissera le soin d'en fixer le montant à la Commission qui sera chargée d'étudier les questions financières ; les alliés seront représentés dans cette commission ;

5° Les alliés acceptent la cessation des hostilités dès que les conditions ci-dessus auront été définitivement accueillies et admises.

Le 14 avril 1913, les Etats alliés signèrent avec la Turquie un armistice d'une durée de dix jours, il fut renouvelé à plusieurs reprises. Des négociations de paix devaient immédiatement s'ouvrir à Londres.

La Bulgarie acceptait comme base de discussion pour la délimitation de frontière avec la Turquie la ligne d'Enos-Midia.

Le sort de l'Albanie et des îles de la mer Egée était remis aux mains des Puissances.

Les problèmes financiers devaient être tirés au clair par la Conférence à ce sujet convoquée à Paris.

La discussion entre plénipotentiaires à Londres dura une quinzaine de jours. Les délégués grecs voulaient qu'avant de signer le traité de paix les frontières de l'Albanie fussent déterminées ; ils s'inquiétaient aussi au sujet de la possession des îles et sur le sort

réservé aux sujets Hellènes restant sous la souveraineté ottomane.

Le 30 mai 1913 à midi, au palais Saint-James, les délégués balkaniques et turcs réunis sous la présidence de sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères de la Grande Bretagne, apposèrent leur signature au bas du traité de paix.

Ce traité avait été conçu par la Conférence des Ambassadeurs siégeant à Londres.

Voici le texte :

Article premier. — Il y aura à dater de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre Sa Majesté Impériale le Sultan de Turquie d'une part et LL. MM. les souverains alliés d'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs à perpétuité.

Art. 2. — S. M. I. le Sultan cède à LL. MM. les Souverains alliés tous les territoires de son Empire sur le continent européen à l'ouest d'une ligne tirée d'Enos sur la mer Egée, à Midia sur la mer Noire à l'exception de l'Albanie.

Le tracé exact de la frontière d'Enos à Midia sera déterminé par une commission.

Art. 3. — S. M. I. le Sultan et LL. MM. les Souverains alliés déclarent remettre (aux grandes puissances) le soin de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et de toutes autres questions concernant l'Albanie.

Art. 4. — S. M. I. le Sultan déclare céder à LL. MM. les Souverains alliés, l'île de Crète et renoncer en leur faveur à tous les droits de souveraineté et autres qu'il possède sur cette île.

Art. 5. — S. M. I. le Sultan et LL. MM. les Souverains alliés déclarent confier (aux grandes puissances) le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Egée (l'île de Crète excepté) et de la péninsule du Mont Athos.

Art. 6. — S. M. I. le Sultan et LL. MM. les Souverains alliés déclarent remettre le soin de régler les questions d'ordre financier résultant de l'état de guerre qui prend fin et des cessions territoriales ci-dessus mentionnées à la Commission internationale convoquée à Paris à laquelle ils ont délégué leurs représentants.

Art. 7. — Les questions concernant les prisonniers de guerre, les questions de juridiction, de nationalité et de commerce seront réglées par des conventions spéciales.

Un fait grave venait d'être consacré par l'Histoire : la ruine de la domination ottomane en Europe. Presque toute la Turquie d'Europe revenait aux Etats alliés ; moisson magnifique, couronnant l'effort et les sacrifices dépensés en commun.

CHAPITRE IV

GUERRE INTER-BALKANIQUE

§ 1

Faillite de l'Alliance Balkanique (1).

Le traité de paix turco-balkanique du 30 mai 1913 faisait tomber entre les mains communes des peuples balkaniques (Condominium) les provinces européennes de l'Empire — à l'exclusion de l'Albanie et des Îles dont le sort devait être réglé par les grandes puissances.

Le traité de Londres synthétisait l'œuvre commune :

1. *La liquidation de la Turquie d'Europe*. Article de M. René Pinon. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1913. *Trahison Bulgare*. Ouvrage déjà cité. *Memorandum Bulgare* concernant l'arbitrage Serbo-Bulgare. *Livre Orange Russe* (documents diplomatiques, guerre 1912-1913). *Démence Criminelle*. Iv. E. Guéchoff, Sofia, 1914. *Enquêtes de la Commission Carnegie*.

l'écrasement du Turc. Il fallait pour parachever cette œuvre se mettre d'accord, entre vainqueurs, sur le partage du riche butin qu'ils venaient de conquérir.

Grecs, Serbes et Bulgares étaient les compétiteurs de ces trophées.

Le traité du 13 mars 1912 déterminait, dans son article 2 de l'annexe secrète, le partage suivant de territoires entre Serbes et Bulgares :

Art. 2. — « La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma ; la Bulgarie reconnaît le droit à la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest du Char Planina ». Quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ochrida... il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations ci-dessous :

« La Serbie s'engage à ne formuler aucune revendication en ce qui concerne les territoires situés au delà d'une ligne ayant son point de départ à la frontière turco-bulgare (Mont-Golem) qui suit la direction générale du Sud-Ouest jusqu'au lac d'Ochrida.

En résumé Serbes et Bulgares escomptant *le gain total* des provinces de l'Europe appartenant à l'Empire ottoman se partageaient la péninsule en trois zones :

a) Zone incontestée serbe : au Nord et à l'Ouest du Char Planina.

b) Zone incontestée bulgare : Territoires situés au delà de la ligne Mont-Golem-Ochrida.

c) Zone contestée : soumise pour son attribution définitive à l'arbitrage du Tsar, comprise entre la ligne Ochrida-Mont-Golem d'une part et la ligne Char Planina-Vrania d'autre part.

Ceci pour les rapports serbo-bulgares.

Le traité d'alliance définitif gréco-bulgare du 16 mai 1912 n'envisageait, à aucun moment, le partage éventuel des provinces turques. Pour déterminer un partage des négociations *ad hoc* étaient nécessaires.

*
* *

Avant que d'examiner les clauses contractuelles, et avant que de montrer comment on envisageait leur exécution suivant que l'on se trouvait dans un pays ou dans l'autre, il nous faut dépeindre l'état d'esprit qui régnait, au printemps 1913, dans les royaumes balkaniques.

Pour juger impartialement la querelle qui a conduit à la rupture de l'alliance balkanique et par là à la terrible guerre qui a entredéchiré ces peuples, il faut, je crois, constater un état de droit et un état de fait.

En fait la Serbie, après des sacrifices sanglants, après un effort épuisant pour tous les rouages et tous les ressorts du pays ; après avoir, en toute honnêteté, apporté tout l'appui de sa force à la cause commune, évaluait, maintenant que le Turc était abattu, les bénéfices personnels qui lui revenaient.

En s'alliant en 1912 à la Bulgarie, elle s'était réservée les territoires au Nord et à l'Ouest du Char Dag ; c'est-à-dire la Vieille-Serbie, le Sandjak de Novi-Bazar et surtout la partie Nord des provinces albanaises qui lui aurait assuré, par l'occupation de la vallée du Drin blanc, des débouchés sur la mer Adriatique. Cet ensemble de provinces formait son lot. Or par le fait que le Monténégro avait participé à la guerre — la Serbie était obligée de partager avec ce dernier le Sandjak — la volonté de l'Europe exigeant la création d'une Albanie autonome arrêta de ce côté tout agrandissement du royaume serbe. En définitif la Serbie se voyait octroyer la plaine de Kossovo, une partie du Sandjak et dans le meilleur cas, une partie de la zone macédonienne appelée contestée. Acquisitions enviables, quelques centaines de mille de Serbes allaient être incorporés au royaume. Ce butin correspondant au traité d'alliance serbo-bulgare n'était pas équivalent — toute proportion gardée — avec les avantages acquis par le royaume bulgare. Entre la Serbie et la Bulgarie était intervenu, le 13 mars 1912, un contrat d'association : l'apport du Bulgare avait été de 1,5 l'apport du Serbe 1 ; aujourd'hui que le bénéfice était réalisé, était-il juste que le premier touchât 5 pendant que le second ne recevait que 2 ? C'était pourtant la situation que le traité serbo-bulgare, exécuté à la lettre, faisait à la Serbie.

Le gouvernement serbe s'adressa à la Bulgarie et lui demanda, dans un esprit de justice et d'union, de reviser le traité du 13 mars 1912. Des modifications de tracé étaient souhaitables pour la Macédoine. Un nouveau partage de territoires était demandé avec une énergie d'autant plus grande que les provinces macédoniennes devant revenir aux Bulgares, conformément au traité d'alliance, avaient été conquises par les troupes serbes (batailles de Koumanovo, Uskub, etc.) et que cette conquête s'était affermie par une occupation de huit mois.

La guerre avait comblé tous les vœux de la Bulgarie, le Turc refoulé abandonnait tous ses territoires — la plus grande Bulgarie, la Bulgarie de San-Stéfano était exigée par les représentants les plus modérés de l'opinion publique. Aux demandes serbes à Sofia on s'obstinait à répondre : nous avons un traité, qu'il soit respecté. Cette guerre, disaient-ils, a été une guerre de délivrance — nous voulons que tous les Bulgares des Balkans soient incorporés dans une même frontière. Une fois pour toutes que l'irrédentisme bulgare soit exaucé. Le fait d'avoir gagné Andrinople et la Thrace ne nous fait pas oublier que Salonique, Monastir, Dibra, Velès doivent revenir à la Bulgarie.

La Grèce, convaincue de l'excellence des théories du prince de Bismarck « avait commencé par prendre, ses juriconsultes devaient se charger après de légitimer

ses droits ». Les armées grecques occupaient la région de Salonique et une grande partie de la Macédoine. Au sujet de Salonique M. Venizelos avait exprimé la pensée du peuple hellène en disant « qu'une guerre malheureuse seule imposerait son évacuation ».

Des difficultés sérieuses exigeaient de la part des hommes d'états balkaniques un redoublement d'efforts pour concilier les compétitions en présence, et par ce moyen maintenir l'union balkanique. Cette tâche rude par sa nature, se compliquait du fait que depuis les premiers jours de novembre 1912 les querelles ethniques entre différents peuples s'étaient rouvertes. La Macédoine à peine délivrée du joug turc frémissait sous l'action énervante des comités et cercles qui prônaient les droits de tel peuple à l'encontre de tel autre. L'opinion publique, la presse, des différents pays alliés, exaspérées par la longueur et les péripéties de la guerre contre le Turc, contenaient difficilement des sentiments d'animosité, d'une frontière à l'autre on était prêt à s'accuser, à se diffamer.

Ceci pour constater que l'atmosphère qui entourait les pourparlers — pourparlers officieux — était lourdement chargée de menaces.

*
* *

Après avoir vainement essayé d'engager une conversation verbale avec le cabinet de Sofia, M. Pachitch président du Conseil Serbe, faisait parvenir pour la

première fois, le 7 mars 1913, une note écrite à M. Guéchoff président du Conseil Bulgare. La révision du traité du 13 mars 1912 était demandée. L'argumentation du gouvernement serbe était en substance la suivante :

Nous avons signé un traité d'alliance ; par ce traité nous avons prévu certaines éventualités et certaines charges ; ces éventualités ne se sont pas réalisées, les charges n'ont pas été supportées. Suivant le droit international public un traité doit être observé — *pacta sunt servanda* — autant qu'il n'y a pas changement dans les conditions ; du moment où ce changement survient, le traité tombe de plein droit — *rebus sic stantibus*.

Or voilà les changements qui ont été apportés à notre traité :

1° Les événements qui ont amené la ruine de l'Empire ottoman n'étaient pas prévus dans leur ensemble au moment où nous avons signé (acquisitions bulgares en Thrace ; autonomie forcée de l'Albanie).

2° D'après le traité d'alliance (art. 4 de la convention militaire adjointe) la Bulgarie devait aider la Serbie avec 100.000 hommes sur le champ de bataille du Vardar. Elle ne l'a pas fait. Bien plus les Serbes sont venus avec deux divisions et toute leur artillerie lourde combattre à Andrinople — et à ce sacrifice nous n'étions pas astreints.

3° L'art. 7, 2° paragraphe du traité d'alliance sti-

pule qu' « une entente préalable sera de même nécessaire pour l'admission d'un tiers Etat dans l'alliance ». Ce texte précis a été violé — lorsque vous vous êtes alliés avec Grecs et Monténégrins — aucune « entente préalable » avec nous n'est survenue.

Ceci étant, par de nouvelles discussions, essayons de trouver, dans un esprit de concorde, des bases nouvelles à un nouveau partage.

Les Bulgares répondirent :

Le traité d'alliance du 13 mars 1912 n'a subi aucune déformation. Dans son intégrité nous l'avons respecté et exécuté ; dans son intégrité nous demandons aujourd'hui qu'il soit appliqué (1) :

1° L'art. 2 de l'Annexe secrète prévoit le démembrement de toute la Turquie d'Europe (Nous avons cité cet article en tête de notre chapitre). En ce qui concerne la décision de l'Europe d'éloigner la Serbie du littoral adriatique — nous ne pouvons que la regretter. Au point de vue de nos droits réciproques ce fait ne joue aucun rôle, car le traité n'impose pas aux alliés l'obligation de garder à tout prix le littoral adriatique. En plus si la Serbie s'est vue privée d'une partie du territoire conquis, le même sort est échu à la Bulgarie qui, *par décision de ces mêmes grandes puissances, a dû abandonner ses positions avan-*

1. Nous nous référons au Memorandum bulgare, conçu en vue de l'arbitrage.

cées non loin de Constantinople et évacuer le littoral de la mer de Marmara pour accepter la ligne de frontière Midia-Enos (1). En plus la Bulgarie doit céder la ville de Silistrie à la Roumanie.

2° La convention militaire (art. 4) a été modifiée par l'arrangement de Varna en date du 19 juin 1912 « *Dans l'hypothèse où la principale armée turque sera concentrée dans la région d'Uskub, Kumanovo, Kratovo, Kotchani, Veles — une armée bulgare de trois divisions fournira l'aile gauche des troupes alliées avec la mission d'opérer contre l'aile droite...* » ; modifiée aussi par l'arrangement de Sofia du 15 septembre 1912 § 2 « *la totalité de l'armée bulgare opérera dans la vallée de la Maritza en détachant une division au début des opérations sur la ligne Kustendil-Doupnitza* ». Or ces arrangements font corps avec le traité d'alliance — la division qu'en dernier nous vous promettons — nous vous l'avons prêtée.

Les Serbes sont venus nous aider à Andrinople ? Mais la coopération des troupes alliées était prévue par l'art. 7 de l'arrangement du 19 juin : « Si la situation exige le renforcement des troupes bulgares sur le théâtre d'opérations de la Maritza et si pour le

1. Par cet argument il me semble que la Bulgarie donnait la mesure exacte de ses ambitions. La Thrace du sud est certainement la seule province des Balkans exclusivement peuplée de Turcs. Il ne s'agissait donc plus d'une guerre de libération, mais d'une guerre de conquête.

théâtre d'opérations du Vardar, toutes les troupes ci-dessus énumérées ne sont point indispensables, les unités nécessaires seront transportées de ce dernier théâtre d'opérations sur celui de la Maritza... » Bien plus, nous avons prévenu l'objection serbe alors que nous nous sommes offerts d'indemniser *pécuniairement* le gouvernement pour ses sacrifices (1).

3^o Sans « entente préalable » nous avons décidé Grecs et Monténégrins à combattre à nos côtés ? Mais l'apparition de ces troupes fut pour la Serbie un concours efficace — quoique non prévu par le traité. Et il faut que ce soit nous qui fassions les frais de ce concours ?

Nous ne pouvons admettre aucune discussion nouvelle — l'attribution de territoires stipulée le 13 mars, nous la considérons comme définitive ; nous demandons de vous y soumettre, nous demandons aussi la possession immédiate de ces territoires.

Voilà « en gros » la controverse de droit engagée entre Sofia et Belgrade. De quel côté se trouvait la vérité ? Humblement j'avoue que ma compétence modeste ne m'autorise pas à résoudre le problème ; il me semble pourtant, qu'en droit, au sens strict et étroit du mot, c'est-à-dire en ne jugeant qu'avec le

1. Est-il nécessaire de dire que la Serbie a repoussé cette offre qui lui proposait de racheter avec de l'or le sang versé par ses soldats ?

texte du traité sous les yeux, le point de vue bulgare était conforme aux conditions signées le 13 mars 1912.

A côté de cette discussion juridique — pour employer le terme — il y avait un débat dans la coulisse qui mieux que la controverse officielle nous renseigne sur les volontés en présence.

Nous avons déjà dit que les Bulgares considéraient cette guerre comme l'ultime étape de leur lutte pour l'unification nationale : « nous avons aujourd'hui, à la suite du triomphe de nos armes, le moyen d'exiger et de réaliser la grande Bulgarie, ce rêve longtemps caressé doit prendre corps. »

La Serbie répondait : Si la Bulgarie reçoit toutes les provinces auxquelles elle prétend, son influence et sa puissance deviendront à ce point prépondérantes dans les Balkans, qu'elle exercerait sur les autres Etats une hégémonie tyrannique. Nous serons à sa merci.

Pour les Serbes, reprenait-on de Sofia, cette guerre n'a été qu'un épisode dans leur histoire de libération nationale ; des millions de Serbes, malgré toutes les concessions qu'on nous demande, resteront en dehors des frontières du royaume. L'heure de la grande Serbie n'a pas sonné. On nous dit aussi que la Bulgarie dans ses nouvelles frontières exercera une influence prépondérante dans les Balkans ? Mais avant la guerre, alors que le Turc régnait encore dans la péninsule

n'étions-nous pas les plus nombreux, les plus puissants ?

Le jour de la plus grande Serbie n'est pas arrivé. Mais alors que nous serons en état de réaliser cet idéal national — la Bulgarie ethnographiquement satisfaite, politiquement prépondérante, assistera-t-elle indifférente à la rupture de l'équilibre favorable qu'elle se ménage aujourd'hui ? Une Grande-Serbie de huit à neuf millions d'habitants ne sera-t-elle pas un coup direct porté à cette hégémonie à laquelle elle prétend ? En d'autres termes le jour venu n'aurons-nous pas à combattre deux ennemis ? En maintenant un équilibre exactement proportionnel à celui d'avant la guerre — c'est-à-dire en modifiant le tracé des frontières établies par le traité du 13 mars — nous assurons l'avenir et la possibilité d'une entente ultérieure en vue d'une nouvelle répartition de territoires.

Mais la Macédoine est bulgare : Cette guerre que nous avons faite pour délivrer les nationalités subjuguées au despotisme turc pourra-t-elle consacrer cette nouvelle monstruosité de voir des populations appartenant, par droit de sang, à un peuple, être soumises à une domination étrangère.

La Macédoine n'est pas plus bulgare que serbe — la Macédoine est slave. Ecoutez l'idiome macédonien, il n'est pas plus serbe qu'il n'est bulgare, il est formé par le mélange des deux langues ; les provinces macédoniennes que nous nous contestons, une fois qu'elles

seront soustraites à l'influence pernicieuse des comités et bandes qui organisent et sèment le désordre, seront soit pour nous, soit pour vous des contrées tranquilles et satisfaites d'avoir recouvré la paix et la sécurité sous une administration équitable. Admettons même que la population des contrées que nous vous demandons de nous céder soit plutôt bulgare que serbe. Les centaines de mille Turcs que par l'annexion de la Thrace vous englobez, les détachez-vous de leur pays en vous basant toujours sur le principe des nationalités? Le principe des nationalités sur lequel vous fondez vos droits quand il s'agit de servir vos intérêts, ne vous semble-t-il léger quand on pourrait le tourner contre vous?

Une entente était difficile. La Russie devait multiplier ses efforts pour tenter l'impossible, c'est-à-dire une conciliation pacifique des prétentions opposées et ainsi sauver le principe de l'Union Balkanique.

Mais avant que de suivre l'activité russe, nous allons résumer les prétentions territoriales des trois royaumes (1) :

Bulgarie. — La ligne Enos-Midia lui trace la frontière turque ; les ports de Dédeagatch et Kavalla lui

1. Je fais remarquer que ces dates n'ont rien d'officiel, comme nous le verrons par la suite, aucun échange de vue autorisé n'a eu lieu à ce sujet entre gouvernements balkaniques. Ce sont des impressions fondées sur la lecture des journaux — autant que possible sérieux — de ces différents pays que je résume.

ouvriront l'accès à la mer Egée ; un maximum de sacrifices elle consentirait en abandonnant Salonique aux Grecs, par contre elle affirmait hautement qu'elle ne se départira d'un pouce de territoires en Macédoine ; elle entendait s'incorporer les centres : Sérès, Koukouch, Monastir, Ochrida, Dibra, Uskub, Velès, Ictip.

Grèce. — Kavala, Drama, Demirhissar, Doiran et Monastir devront marquer sa frontière du Nord. Elle justifiait ses prétentions en nous prouvant, statistique en main, que ces régions sont peuplées de 1.012.000 Grecs, de 380.000 Musulmans et près de 90.000 Bulgares. Aux allégations bulgares elle opposait que les cantons de Thrace, de la Mer Noire et de la Mer Egée, ont une population de plus de 300.000 Grecs.

Serbie. — La zone contestée devra lui revenir, en plus elle demandait une modification de tracé sur la frontière Sud-Est : Monastir, Ochrida, Prilep.

L'accord était complet entre Grèce et Serbie pour exiger une frontière commune et empêcher ainsi la Bulgarie de toucher à l'Albanie. La colère que cet accord soulevait en Bulgarie nous apprenait que la plus grande Bulgarie doit atteindre quatre mers : Mer Noire, Mer de Marmara, Mer Egée, Mer Adriatique. Monastir et Ochrida, sentinelles avancées aux confins de l'Albanie, avaient pour mission de veiller sur le sort futur de cette province — sort auquel le royaume ne voulait pas rester étranger.

Monastir, en quelque sorte, était le centre des convoitises des trois royaumes.

*
**

L'article 4 de l'annexe secrète du traité du 13 mars 1912 stipulait :

« Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses du traité, de la présente annexe secrète et de la convention militaire, sera soumis à la décision définitive de la Russie, dès lors que l'une des deux parties aura déclaré qu'elle estime impossible une entente par des pourparlers directs. »

C'est en se basant sur ce texte que la Russie exercera son influence afin d'amener une conciliation — autorité, d'ailleurs, qui aurait pu trouver son fondement dans l'intérêt vigilant que de tout temps elle avait porté à ces pays slaves. Mission délicate entre toutes — la Russie quelque soit l'impartialité dont elle aurait fait preuve — ne risquait que de s'aliéner les sympathies de ces peuples ; contenter toutes les parties en cause est souvent difficile, dans ce cas c'était défier l'impossible.

L'action médiatrice de la Russie s'est exercée en conformité de ce plan :

a) Obtenir, alors que les préliminaires de paix avec la Turquie étaient en bonne voie, une démobilisation spontanée de la part des trois royaumes balkani-

ques. Toute discussion qui s'engage a besoin de calme ; les armées qui se massent, l'esprit soldatesque qui en découle, sont des éléments de troubles, le stimulant d'intransigeances.

b) Faciliter une rencontre entre chefs responsables de la politique des royaumes. Essayer, par ce moyen, une collaboration pacifique dans l'intérêt commun.

c) Dans le cas où une entente directe ne pourrait être réalisée, convaincre ces Etats de recourir et de s'incliner devant le jugement définitif de l'arbitre par avance choisi : le Tsar.

Le 22 avril 1913, M. Sazonoff faisait parvenir aux ministres russes à Sofia, Belgrade et Athènes un télégramme identique, par lequel il *proposait aux gouvernements alliés une démobilisation spontanée*.

M. Hartwig, ministre russe à Belgrade, répondit (1) :

« La proposition concernant la démobilisation simultanée des armées alliées, au moment même de la fixation des préliminaires de paix, a trouvé auprès de M. Pachitch un accueil tout à fait favorable. M. Pachitch a promis de soumettre aussitôt la question à l'approbation du conseil des ministres. »

« M. Pachitch fait encore savoir que la Serbie commencera la démobilisation si la Bulgarie et la Grèce acceptent le projet en renvoyant 80 à 100.000 hommes. »

1. Les documents diplomatiques je les emprunte au *Livre Orange russe*, 1912-1913.

La Grèce est prête à démobiliser si Serbie et Bulgarie s'y décident.

A Sofia on réunit un conseil des ministres le 29 avril 1913. Une dissension se produisit : la moitié du cabinet (groupe nationaliste ayant en tête M. Guéchoff) se prononça en faveur de la démobilisation, l'autre moitié (parti des progressistes-libéraux, chef M. Daneff) vota contre ; pour ces derniers démobilisation était équivalent « d'exécution capitale de la Macédoine » (1). La question fut laissée en suspens.

Le 28 avril 1913, M. Nekloudoff, ministre de Russie à Sofia, remit au nom de son gouvernement la note suivante, proposant une rencontre entre présidents des conseils des Royaumes balkaniques (2) :

« Le gouvernement impérial se montre très inquiet des nouvelles parvenues de plusieurs côtés concernant la situation extraordinairement tendue qu'a suscitée la délimitation de frontière entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

..... il est important et serait utile de ménager, dans un aussi bref délai que possible, une entrevue entre MM. Guéchoff et Venizelos et entre M. Guéchoff et M. Pachitch. Nous attachons à cela une importance

1. Voir *Bulgarie. Ses ambitions, Sa trahison*, Balcanicus, p. 24.

2. *Livre Orange*, n° 155. Je ne transcris que les fragments intéressant notre actuel point de vue. Cette note fera, encore un peu plus loin, l'objet de notre étude.

capitale et nous prions M. Guéchoff de bien vouloir accorder sa toute bienveillante attention à l'avis que nous lui soumettons et le prions d'y donner suite aussi promptement que possible. »

M. Guéchoff répondit à ce télégramme par un vibrant plaidoyer en faveur de son pays : « Voyez M. Sazonoff et exprimez-lui notre grande reconnaissance pour le soin inaltérable qu'il prend de la Bulgarie », dépêchait-il au chargé d'affaire de Bulgarie à Pétrograd ; en attendant, aucune réponse précise n'était faite en ce qui concernait la demande clairement formulée par M. Sazonoff : rencontre des présidents des conseils...

La Russie multipliant ses efforts proposait l'arbitrage. Une discussion très vive s'engagea entre Sofia et Belgrade (polémique de presse). En Serbie on acceptait l'arbitrage, mais à la condition qu'il fut illimité ; en Bulgarie, par contre, c'était l'arbitrage restreint qu'on acceptait dans les limites du traité d'alliance : arbitrage se bornant à la zone contestée. L'article 4 de l'annexe secrète donna lieu à des interprétations différentes. A Sofia on ne voulait démordre que l'article 4 donnait possibilité à l'arbitre d'exercer ses fonctions rien que sur les parties du traité limitées par avance à son jugement et sur ces parties exclusivement ; à Belgrade on soutenait que tout le traité pouvait être soumis au jugement de l'arbitre. « Tout différend qui surgirait touchant l'interpréta-

tion d'une quelconque des clauses du traité ». Et sur ce point il semble que la Serbie avait raison. Cette opinion se fortifiait quand on voyait l'impopularité que cette idée d'arbitrage soulevait à Sofia : Voici un extrait, pris entre mille, du journal de M. Radoslavoff, actuel président du conseil :

« Aucun arbitrage pour aucune zone contestée, quand bien même il serait fixé par le traité. L'union complète, maintenant ou jamais. Aucun arbitrage, ni avec les Serbes, ni avec les Grecs. Le gouvernement a complètement perdu la tête » (*Narodni Prava*, n° 108).

La Grèce, quoique non tenue par traité, acceptait l'arbitrage.

Le 20 mai 1913, M. Sasonoff insistait à nouveau sur la nécessité de la démobilisation :

... « La formule la plus acceptable serait l'entente entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, en vue de réduire leur armée au tiers ou au quart de l'effectif actuel. Nous avons adressé la même proposition à Belgrade et à Athènes ». La Bulgarie sembla un moment accepter la proposition russe de démobilisation.

Le 22 mai, M. Sasonoff revenait sur sa proposition et télégraphiait identiquement à Sofia, Belgrade et Athènes :

« Notre proposition relative à la démobilisation proportionnelle des effectifs des armées alliées, après la conclusion du traité préliminaire, a été adoptée en

principe par les Alliés... Il serait à souhaiter maintenant que le traité préliminaire est signé (Traité Turco-Balkanique) qu'on s'entende sur l'exécution de notre proposition... »

« Veuillez, je vous prie, informer le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, qu'on désire ici un accord rapide sur ces questions préliminaires et que s'il se pouvait faire directement entre alliés, sans le concours de notre représentant, nous en serions particulièrement satisfaits, si toutefois il surgissait des difficultés en ce sens, nous sommes tout prêt à contribuer à les aplanir ».

De Belgrade et d'Athènes on répondit toujours qu'on était prêt à congédier des troupes proportionnellement et en même temps que la Bulgarie le ferait.

A Sofia on se déclarait prêt à démobiliser... mais aux conditions suivantes (1) :

1° Les Serbes devront préalablement évacuer les territoires qui nous appartiennent ;

2° Si cela est impossible, n'accepter la démobilisation que lorsque les grandes puissances auront garanti que les Serbes respecteront intégralement les conditions du traité.

3° En cas de rejet de la proposition énoncée au paragraphe ci-dessus, consentir à la démobilisation

1. Rapporté par Balcanius, ouvrage déjà cité ; le Général Savoff le confirme, n° 4232 du 11-24 juin 1914, journal *Dnevnik*.

sur la base du principe suivant : La Bulgarie à elle seule, devra envoyer en Macédoine autant de troupes que les Serbes et les Grecs réunis y entretiennent.

C'est le général Savoff, chef d'état-major, qui posait ces conditions ; elles étaient inacceptables. L'obstination russe s'usait en vain...

Le 1^{er} juin se rencontrèrent à Tzaribord MM. Guéchoff et Pachitch, présidents des conseils bulgare et serbe : le principe fut admis d'une réunion des quatre présidents des conseils balkaniques, à Salonique (1).

Dès le 30 mai, M. Sasonoff, qui était au courant des difficultés que les présidents des conseils auraient à solutionner afin de se mettre d'accord, croyait de son devoir d'avertir les différents cabinets sur la responsabilité qu'ils encouraient.

« ... Si toutefois ces entrevues n'aboutissaient pas à une entente directe, la Russie, ne voulant pas admettre la possibilité d'une guerre entre les alliés est prête à rendre responsable la partie qui aurait abandonné la voie pacifique ; invite les présidents des conseils des ministres bulgare, serbe et grec à se rencontrer à Pétrograd, afin de fixer, avec le concours de la Russie, les principes généraux qui serviront de base au rétablissement de la paix et à la consolidation de l'alliance balkanique ».

1. Il faut remarquer que depuis le 30 mai M. Guéchoff était démissionnaire, mais cette démission fut tenue secrète jusqu'au 6 juin.

La décision prise à Tzaribord de ménager une rencontre des présidents des conseils à Salonique fut accueillie avec joie à Pétrograd.

L'Empereur de Russie adressa le 8 juin le télégramme suivant à L.L. M.M. le roi de Bulgarie et le roi de Serbie.

« La nouvelle de l'entrevue de Salonique des présidents des conseils des quatre nations alliées, qui pourraient par la suite se renouveler à Pétrograd, m'a procuré une grande satisfaction. Ce projet répond au désir des Etats Balkaniques d'arriver à une entente et de consolider l'union qui a jusqu'à ce jour donné les résultats les plus brillants.

« J'apprends avec douleur que ce projet n'a pas encore été mis à exécution et que les Etats Balkaniques s'apprêtent, à ce qu'il me semble, à une guerre fratricide qui assombrirait la gloire recueillie en commun.

« Dans un moment aussi critique, j'en appelle directement à Votre Majesté, ce à quoi m'autorise mon droit et m'invite mon devoir.

« Les nations bulgare et serbe ont, par le traité conclu entre elles, conféré à la Russie le droit d'arbitrage dans les questions relatives au traité et aux conventions qui en découlent.

« J'exige donc de Votre Majesté de rester fidèle aux engagements qu'elle a pris et je l'invite à s'adresser

à la Russie, pour régler le différend qui s'est élevé entre la Bulgarie et la Serbie.

« Considérant la fonction d'arbitre non pas comme une prérogative, mais bien comme un engagement pénible dont je ne saurais me dégager, je crois devoir avertir Votre Majesté que la guerre entre alliés ne pourrait me laisser indifférent. Je déclare que la puissance qui la première engagera les hostilités aura à en répondre devant la cause slave et je me réserve liberté entière quant à l'attitude que prendra la Russie, en présence des résultats éventuels d'une guerre aussi criminelle ».

Aux premiers jours de juin la situation était très grave, la guerre proche. Nous constaterons cependant ce fait extrêmement curieux : trois Etats, trois peuples hier encore unis dans une même volonté et un même idéal se trouvent prêts à se livrer le plus terrible et le plus indigne des combats ; aucun essai cependant n'a été tenté en vue d'aplanir pacifiquement les différends les séparant, aucune note officielle n'est partie d'une capitale balkanique, aucun mot autorisé et réfléchi n'a été dit pour tenter au moins une conversation et des pourparlers amicaux, sinon dans l'esprit au moins dans la forme. Le monde a assisté à ce spectacle étrange : d'une part la Russie faisant tout ce que politiquement était possible de faire pour imposer un compromis, de l'autre, trois pays indifférents aux conseils qu'on leur prodigue — indifférents par

le fait qu'ils ne réagissaient pas — et qui ne faisaient qu'activer les préparatifs guerriers, sans vouloir se parler au moins une fois, ne serait-ce que pour se convaincre qu'ils ne pouvaient se mettre d'accord. M. Guéchoff a écrit un livre intitulé : *Démence Criminelle*. Je connais peu d'ouvrages jouissant d'une concordance plus parfaite entre contenu et titre.

Après le télégramme de l'Empereur de Russie deux voies restaient ouvertes à la politique des Etats Balkaniques, impérieusement, les circonstances l'exigeaient, il fallait décider : essayer de se mettre d'accord et accepter, à l'extrême, l'arbitrage du Tsar, ou bien la guerre.

M. Daneff remplaça le 6 juin 1913 M. Guéchoff à la présidence du conseil. L'arrivée de M. Daneff au pouvoir marqua le point de départ de la politique nettement belliqueuse du royaume bulgare. M. Guéchoff, homme pondéré et d'une grande sagesse aurait certainement tenté l'impossible — autant que cela était encore réalisable — afin d'éviter à son pays l'opprobre et les dangers d'une guerre fratricide. A partir du 6 juin les événements vont se précipiter — une volonté, qui semble bien avoir été la volonté de tout un peuple — se manifesta sous une forme de plus en plus impérative : « la Grande Bulgarie par la guerre ».

La Russie pour donner plus de poids à sa demande de démobilisation, qu'elle considérait d'une néces-

sité urgente, invita la conférence des ambassadeurs de Londres d'émettre un avis à ce sujet : les grandes puissances, à leur tour, manifestèrent le désir que cette réduction des forces armées se fasse au plus vite.

Athènes et Belgrade acquiescèrent (voir télégramme de M. Neratoff en date du 7 juin. *Livre orange*). Sofia ne prit même pas la peine de répondre.

M. Sasonoff insista une fois encore pour que les ministres présidents des conseils partissent pour Pétrograd et là, soumettre l'ensemble des conflits au jugement arbitral du tsar.

MM. Venizelos et Pachitch étaient prêts à se rendre au rendez-vous que le gouvernement russe leur fixait. Sofia ne donna pas signe de vie. Voici en effet le télégramme que le ministre bulgare à Pétrograd envoyait, en date du 21 juin 1913, à M. Daneff président du conseil bulgare.

« ...Si le gouvernement bulgare compte prendre la voie pacifique pour régler le différend avec ses alliés un seul moyen s'offre à lui, c'est l'entrevue à Pétrograd des présidents des conseils balkaniques, *qui tous, à l'exception de la Bulgarie, ont adhéré à la proposition russe.*

« L'Arbitrage prévu sera sanctionné ici, alors que seront décidées la démobilisation et d'autres questions (ss) Bobtcheff, n° 1865. —

Le 22 juin à Vrana se tint un conseil de la cou-

ronne qui devait définitivement décider de la politique bulgare. A l'issue du conseil M. Daneff télégraphia à son représentant à Pétrograd le texte suivant :

N° 3779.

« A la séance de ce jour, le Conseil qui a eu lieu sous la présidence du roi et à laquelle ont assisté avec moi le ministre M. Theodoroff et le général Savoff a décidé que l'on prierait le suprême Arbitre de rendre sa sentence *dans un délai de 7 jours à courir de ce jour*, et dans les limites et sur la base du traité. »

En plus M. Daneff exigeait comme condition *sine qua non* l'occupation immédiate de la Macédoine :

Si ces deux conditions ne sont pas admises... « il se pourrait bien que l'attaque eût lieu. »

Le 25 juin le ministre bulgare à Pétrograd faisait parvenir la réponse que M. Sasonoff avait remise au nom du gouvernement russe.

A M. le Président du Conseil.

Sofia.

N° 3402.

« Votre communication, me dit M. Sasonoff, ne me surprend pas. J'ai eu connaissance, il y a quelques jours déjà, de cet acte de votre gouvernement. Vous agissez sous l'influence de l'Autriche. Vous êtes libres. La Russie et le slavisme se recusent. Nous avons fait notre devoir. L'Empereur de Russie n'a pas attendu l'ultimatum avec le délai qui lui a été fixé

pour se prononcer sur le différend bulgaro-serbe. Il a tenu à remplir, au plus vite, sa lourde mission.

Je vous déclare à mon tour : n'attendez plus rien de nous...

BOBTCHEFF.

*
* *

Nous avons mis sous l'œil du lecteur, un peu longuement peut-être, une suite de télégrammes émanant du gouvernement russe, prouvant jusqu'à l'extrême la ténacité et la clairvoyance dépensées par la grande nation slave afin d'empêcher un conflit sanglant entre les alliés de la veille. Serbes et Grecs convaincus de la justice impartiale du tsar, convaincus aussi qu'à Pétrograd on avait la claire notion des intérêts des peuples chrétiens des Balkans, s'étaient décidés à remettre l'ensemble des différends qui les divisaient, à la justice suprême du tsar — et quelle que fut sa sentence ils avaient promis de s'y soumettre. Les Bulgares par contre s'y sont obstinément refusés — il est impossible de prendre pour un acquiescement, aux volontés russes, la décision du conseil de Vrana en date du 22 juin, qui, sous forme comminatoire et conditionnelle, demandait l'arbitrage du tsar.

Pour connaître l'état d'esprit qui régnait en ces mois de mai et juin 1913 en Bulgarie, il est nécessaire de se référer aux publications de toutes sortes, émanations de tous les partis politiques du royaume

(une exception doit être faite pour le parti nationaliste ayant à sa tête M. Guéchoff) et constater que la Bulgarie s'opposait avec violence à toute concession, à toute discussion, à n'importe quel arbitrage. « Il ne faut pas aller à Pétrograd », clamait-on dans les meetings. « Si on y va c'est pour assister à l'enterrement de la Macédoine ». Malgré les traités, à l'encontre des traités par nos forces, par nos armées invincibles, il nous faut la plus grande Bulgarie » (1).

Les politiques et historiographes bulgares, sous l'impulsion très respectable de vouloir, malgré tout, innocenter leur pays, une fois la guerre inter-balkanique terminée — et l'on sait comment — ont soutenu que les revendications bulgares s'appuyaient sur le texte des traités, que les provinces qu'ils réclamaient par avance avaient été délimitées, et que sans ces traités, sans ces délimitations, ils ne se seraient jamais décidés à faire la guerre contre le Turc. Nous avons déjà mentionné, qu'en droit strict la légitimité des revendications territoriales pouvait se soutenir. Mais ce même traité prévoyait, par son article 4 de l'annexe secrète, un arbitrage en cas de dissentiments — et par le fait que les Bulgares n'ont pas voulu se soumettre à cet arbitrage, tout l'échaffaudage juridique, savamment construit par eux, s'écroule.

1 Lire l'intéressant et documenté ouvrage *La Bulgarie. Ses ambitions Sa trahison*. On y trouvera la preuve éclatante de tout ce que nous avançons.

Sans nous attarder davantage, par quelques documents précis, par des déclarations catégoriques, il nous sera facile de prouver que les Bulgares, à aucun moment, n'ont songé à un arrangement amical avec leurs alliés. La seconde guerre balkanique était préparée de longue main. Les discussions avec Pétrograd avaient pour but de faire traîner en longueur, gagner du temps, et préparer l'attaque contre Serbes et Grecs.

Le 4 avril 1913, quelques jours après la chute d'Andrinople, un conseil des ministres s'était tenu à Andrinople même. Voici les décisions qui ont été prises (1) :

1) Suspendre les opérations contre les Turcs et secrètement, à l'insu des Alliés, entamer les négociations en vue d'un armistice ;

2) Jusqu'à la conclusion de la paix, laisser en Thrace l'effectif, strictement nécessaire pour la défensive, et jeter tout le reste de l'armée contre les Serbes et les Grecs en Macédoine.

Ceci se décidait le 4 avril 1913 !...

Voilà une lettre du général Savoff, généralissime des armées bulgares, au président du conseil en date du 19 mai 1913 (2) :

1. Rapporté par le général Savoff généralissime, journal *Dnevnick*, n° 4219, 12 juin 1914. *La vérité sur la catastrophe.*

2. Rapporté par le général Savoff, généralissime, journal, *Dnevnick*, n° 4223, 13 juin 1914. *La vérité sur la catastrophe.*

« La guerre avec les Serbes et les Grecs est inévitable ». « Toute concession faite à nos alliés affaiblis, provoquerait un vif mécontentement dans les rangs de l'armée... On se demande qui aura l'hégémonie de la Péninsule Balkanique... Une guerre victorieuse tranchera définitivement cette question d'hégémonie en notre faveur... Voilà pourquoi, à mon avis, nous devons user de toutes *les ruses et de tous les moyens* en notre pouvoir pour arriver, tout en déclinant la responsabilité de la guerre, à un conflit armé avec les Alliés... »

C'est d'une loyauté à faire frémir.

Le 30 mai M. Guéchoff quittait le pouvoir. Il en donna la raison (1) :

« J'ai appris de source digne de foi que l'Etat-major général avait informé qu'on n'approuvait pas ma politique pacifique et qu'il me faudrait bientôt céder la place à un autre... »

Avant de quitter le pouvoir M. Guéchoff confessa au ministre de Russie à Sofia (2) :

« Je suis impuissant à poursuivre ma politique pacifique avec les éléments existant en Bulgarie... »

Mieux que je pourrai le faire ces écrits prouvent, à l'évidence, qu'un plan était concerté, une volonté ferme agissait.

1. *La démence criminelle*, Sofia, 1914, p. 107.

2. *La démence criminelle*, p. 106.

M. Edmond Rostand a écrit quelque part « c'est au moment où l'on veut redoubler de force qu'on doit redoubler de grâce »... La Bulgarie victorieuse pouvait s'assurer honnêtement une situation prépondérante parmi les peuples des Balkans, traîtreusement, elle s'apprêtait à une guerre sans gloire, impie.

*
* *

Il est de toute évidence que les facteurs responsables de la politique bulgare, en agissant avec cette déloyauté, comptaient sur un appui, un encouragement efficace soutenait et dictait leur conduite. Les politiciens de Sofia connaissaient les dangers de leur entreprise : M. Pachitch avait annoncé formellement à la Chambre serbe, dès le 30 mai 1913, qu'une entente était signée avec le royaume grec; le gouvernement roumain, à la date du 5 juin avait transmis à toutes ses légations à charge de prévenir les gouvernements près desquels elles étaient accréditées «... qu'une aggravation éventuelle de la situation dans les Balkans ne pourrait laisser la Roumanie indifférente » et à Sofia on connaissait les sentiments roumains; les Turcs, d'un autre côté, voyant la Thrace dégarnie et la Bulgarie engagée dans d'autres combats, pouvaient ils résister à la tentation de reprendre Andrinople...

L'Autriche-Hongrie avait essuyé un grave échec par le fait qu'une entente balkanique avait pu prendre

corps. Nous avons montré comment pendant de longues années la politique de la Double Monarchie avait tout fait pour empêcher un rapprochement entre ces pays, il était naturel qu'après la surprise désagréable des premiers jours d'octobre 1912, elle ait mis toute sa subtilité et sa volonté au service de cette idée : il fallait rompre l'Alliance Balkanique.

Le seul pays où sa politique avait, dans le passé, trouvé l'assurance d'une complicité, était la Bulgarie ; une fois encore elle devait porter tous ses efforts à Sofia, une fois encore elle devait réussir.

Comment la diplomatie autrichienne s'y est prise ? Nous ne connaissons pas la correspondance échangée entre Sofia et Vienne ; cependant, en observant les rapports entre les deux pays, nous arrivons à constater :

L'opinion officielle autrichienne aux premiers temps de la guerre entre Turquie et Alliés, porta toutes ses sympathies aux Turcs ; Tchataldja survint, brusque changement, Vienne encourageait et applaudit aux succès bulgares. Une grande Bulgarie avec Constantinople, mais cela devenait le rêve des dirigeants de la Ballplatz ! Aussitôt commença une campagne de presse insinuante et efficace, ce furent en premier les journaux de Vienne qui ouvrirent le ban : Qui s'opposait à l'entrée des Bulgares dans la capitale ottomane ? Les Russes, reprenait-on par ordre de la chancellerie impériale. C'était le moyen d'obtenir un

immense et réel avantage : détacher les Bulgares de l'Empire moscovite, cela voulait dire, par le même coup, amputer l'Alliance Balkanique de son chef; anéantir l'autorité que Pétrograd exerçait à Sofia fut la première tâche que s'imposa Vienne. Lisez les journaux bulgares, tous les journaux bulgares et vous vous convaincrez combien avec puissance la parole autrichienne trouvait ici son écho.

Vint le moment du partage des territoires entre alliés. Pousser à l'intransigeance, flatter des velléités d'hégémonie, encourager les résistances, promettre des secours, le concours militaire même de la monarchie, s'interposer de toutes ses forces à une entente amiable; voilà comment Vienne sut faire triompher sa politique, dans cette phase décisive pour l'Alliance, à Sofia.

Des preuves... M. Kalinkoff, ministre de Bulgarie à Bucarest rapporte dans *la Tribune Libre* de Sofia n^o. 2-1915 : « En mai je me suis rencontré avec une haute personnalité militaire de la légation d'Autriche-Hongrie à Bucarest qui m'a dit au sujet « des prétentions démesurées de la Serbie non fixées par le traité » : « Pourquoi la Bulgarie fait tant de façon avec la Serbie, quand elle pourrait tout bonnement la chasser hors de Macédoine, avec sa courageuse armée?... » *La Bulgarie ne sera plus seule*; l'Autriche ne resterait pas les mains croisées, elle aiderait la Bulgarie et diplomatiquement et militairement. La

Serbie alors serrée de près à l'Ouest et à l'Est, ne pourrait songer à la conquête d'un seul pouce de terrain en Macédoine ».

M. Take Jonesco, l'éminent homme d'Etat roumain, affirme, dans son organe *La Roumanie* en date du 15 décembre 1914 : « le prince de Fürstenberg, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest m'a communiqué un jour du mois de mai 1913, alors que je me trouvais à la légation d'Autriche-Hongrie, une longue dépêche en langue allemande, qu'il avait reçue du comte Berchtold et dans laquelle on lui recommandait de déclarer au gouvernement roumain que *l'Autriche-Hongrie était prête à soutenir et à défendre la Bulgarie même les armes à la main* » (1).

M. Giolitti n'a-t-il pas aussi livré à la publicité le télégramme du 9 août 1913 que le ministre d'affaires étrangères de Vienne adressait à M. di San Giuliano et que ce dernier communiquait à son président du conseil :

« L'Autriche nous a fait savoir en même temps qu'à l'Allemagne qu'elle avait l'intention d'attaquer la Serbie, *définissant cette action de « défensive »* et espé-

1. Le *Korrespondenz-Bureau* de Vienne, ensuite le prince de Fürstenberg ont démenti l'assertion de M. Take Jonesco. Nous ne sommes pas à un démenti près avec le *Korrespondenz-Bureau* de Vienne, digne émule de l'Agence Wolff de Berlin. Qu'il me soit permis de ne pas douter un instant de la loyauté du grand patriote roumain.

rant pouvoir invoquer le *casus foederis* ce que je crois impossible. Je suis en pourparlers avec l'Allemagne et fais tous mes efforts pour empêcher l'action autrichienne, mais il sera peut-être utile d'annoncer publiquement que nous ne considérons pas comme défensive une action éventuelle dans ce sens et ne trouvons pas, par conséquent, qu'il y ait *casus foederis*. »

Ces documents légitiment notre conviction que la Bulgarie se savait forte de l'appui militaire de l'Autriche.

Durant tout le printemps 1913 une quantité énorme de matériel de guerre partait des arsenaux autrichiens pour venir combler les vides que la guerre précédente avait fait dans l'outillage bulgare.

L'Autriche cependant n'est pas intervenue militairement dans le conflit qu'elle a su préparer. L'explication de cette abstention se trouve dans les réponses pacifiques que ses alliés lui opposèrent : L'Allemagne n'était pas encore décidée à la guerre (1).

J'ai écrit, en commençant le deuxième chapitre de ce très modeste ouvrage, que les événements qui font l'objet de notre étude sont en « fonction » de la politique balkanique des grandes puissances. L'Autriche

1. Cependant dès le mois de juillet 1913 M. Cambon, ambassadeur de France à Berlin, prévenait son gouvernement « que l'Empereur d'Allemagne a cessé d'être partisan de la paix », *Livre Jaune*, 1914.

et la Russie, plus particulièrement, sont intéressées au sort de l'Orient européen. Au point où nous en sommes — maintenant qu'imparfaitement j'ai exposé une partie de ces événements — ne vous semblè-t-il pas que durant ces neuf mois des années 1912-1913 nous avons assisté à un épisode de la concurrence russo-autrichienne? La Russie avait su préparer le terrain d'une entente balkanique, le jour où l'union était devenue possible, elle multiplia ses efforts afin qu'elle devienne une réalité, quand l'Alliance par sa force et sa cohésion avait remporté la victoire, c'est encore la Russie que nous trouvons pour s'appliquer en vue de consolider et préserver cette œuvre importante et salutaire. Parallèlement nous constatons l'action de désagrégation entreprise par la politique autrichienne : l'alliance balkanique était un danger important pour ses destinées; le dogme de la confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne venait se briser contre la puissante confédération balkanique des Etats chrétiens libres et souverains.

Est-il exagéré, dans ce cas, de reconnaître dans la crise balkanique le prologue de la grande guerre de nos jours? Une guerre que la Russie et l'Autriche se seraient livrées avec des soldats qui ne leur appartenaient pas, sur des champs de bataille qui pourtant étaient leurs?

*
* *

Un ordre parti du Grand Quartier général intima

aux forces bulgares d'attaquer les Serbes et les Grecs dans la nuit du 29 juin 1913.

Serbes et Grecs surpris furent rejetés par un coup formidable loin, en arrière de leurs lignes.

L'Alliance balkanique était morte — le coup de grâce qui l'assomma fut portée par Sofia (1).

A la suite des premiers succès remportés par cette offensive brusquée, des revirements de fortune obligèrent les Bulgares à demander l'ouverture immédiate des pourparlers de paix...

Un facteur nouveau était intervenu, la Roumanie,

1. J'ai cherché, dans un esprit d'impartialité, de trouver des documents qui pourraient démontrer ou justifier l'exactitude de certaines affirmations bulgares d'après lesquelles ce furent Serbes et Grecs qui provoquèrent la guerre inter-balkanique. Je n'ai rien trouvé.

M. Guechoff, dans son ouvrage *l'Alliance Balkanique* (p. 174 et suivantes) affirme que la responsabilité de cette guerre fratricide doit incomber aux gouvernements serbe et grec. Entre autres il cite un document sur lequel il fonde son raisonnement : C'est un ordre du commandant en chef fait à Belgrade le 13 juillet, nouveau style, 1913 ! Les armées serbes à ce jour, soutenaient depuis le 29 juin 1913, l'offensive des armées bulgares.

Le débat sur ce point semble d'ailleurs définitivement clos depuis que le généralissime Savoff a remis à la publicité ses ordres en date du 28 juin 1913, n° 5597 et 5596 (publiés dans le Journal *Dnevnick* n° 4240, 2 juillet 1914) et par lesquels le mouvement d'attaque était ordonné.

le statut de la péninsule balkanique ne pouvait, dès lors, être déterminé en dehors d'elle.

§ 2

Intervention de la Roumanie.

Avant que d'exposer la politique romaine aux jours de la crise de 1912-1913, nous allons essayer, très brièvement, de reconnaître la place réservée au royaume Danubien dans le concert européen : nous allons déterminer ses attaches, formuler ses ambitions, synthétiser aussi clairement que nous le pourrons la ligne générale de sa politique en lui assignant son but. Plus particulièrement nous allons chercher les fondements de la politique balkanique du royaume. Politique européenne, politique balkanique sont les deux pôles de l'activité internationale de la Roumanie ; les connaissant, facilement nous pourrons comprendre et légitimer l'attitude prise par ce pays aux cours des événements qui, exclusivement, forment l'objet de notre étude (1).

1. Voir : René Pinon, *La Roumanie dans la politique danubienne et balkanique*. Etude dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1911. André Bellesort, *La Roumanie contemporaine*. D'Avril, *Négociations relatives au Traité de Berlin*. Jehan de Witte *Quinze ans d'Histoire (1866-1881)* d'après les mémoi-

La Roumanie, en tant qu'Etat indépendant a pris naissance. à San-Stefano, l'Europe consacra définitivement les droits des Roumains au Congrès de Berlin, 1878. Le premier acte d'une portée incontestable accompli par le jeune royaume fut l'établissement de relations politiques étroites avec les puissances de l'Europe centrale. M. P. P. Carp, l'homme d'Etat roumain connu par son inféodation aux idées germaniques, exposait de la manière suivante, dans son journal *Moldova* en date du 20 novembre 1915, l'historique de cet événement très important de l'histoire contemporaine de la Roumanie :

« Le premier traité fut négocié à Vienne en 1883 entre M. P. P. Carp et le Prince de Reuss et conclu à Gastein entre le Prince de Bismarck et M. Jean Brătianu. Ce traité, destiné plutôt à intimider ceux qui voulaient la guerre, qu'à préparer une conflagration européenne quelconque, était, en ce qui nous concerne, dicté plus par nos intérêts que par ceux des puissances centrales.

« Ce traité fut transformé, en 1888, en un traité d'accession, auquel l'Italie s'associait également. Entre cette dernière et la Roumanie le traité avait été

res du Roi de Roumanie Schoefer, *Notes sur la vie du roi de Roumanie par un témoin oculaire*. Un Latin, *Une Confédération balkanique comme solution de la question d'Orient*. D Xenopol, *Les Roumains* (Leçons professées en 1908 au Collège de France). Demorgny, *La question du Danube*.

négocié par Crispi et M. Carp et les ratifications furent échangées, à Bucarest, entre le marquis de Cuitopassi et M. P. P. Carp, à cette époque ministre des affaires étrangères.

« Ni en 1883 ni en 1888 aucune pression ne fut exercée ni sur la Roumanie, ni sur l'Italie pour que ces puissances se plaçassent à l'abri d'un traité qui a assuré à l'une et à l'autre une ère de prospérité inattendue.

« Les présidents de conseil, Lascar Catorgi, Théodore Rosetti, Général Mano, Georges Gr. Cantacuzène, P. Carp, T. Maioresco, Jean Bratiano n'ont soulevé aucune objection contre des relations internationales qui nous mettaient à l'abri de tout danger... (1) ».

Il serait au plus haut point intéressant de connaître jusqu'à quelles limites ce traité, ou ces traités, engagent la politique et l'avenir de l'Etat roumain. Le traité n'étant pas encore dénoncé, toutes suppositions que nous pourrions faire n'assouviraient pas notre

1. Je sais que M. Take Jonesco a écrit dans le journal *La Roumanie* une série d'articles réfutant ou contredisant les déclarations de M. Carp. J'aurais été heureux de pouvoir mettre sous l'œil du lecteur les assertions du grand politique roumain. Malheureusement il m'a été impossible de me procurer ces articles. C'est une lacune — après tant d'autres — de laquelle je m'excuse. Les communications entre Paris et Bucarest en ce mois de janvier 1916 sont pour le moins très difficiles...

curiosité. Le fait certain est qu'un traité existe (existerait serait aujourd'hui plus logiquement exact) entre les puissances de l'Europe centrale et le Royaume Roumain.

Cette association, cette collaboration de la politique roumaine à la politique germanique ne cessa d'étonner; en effet lorsqu'on connaît l'idéal national du peuple roumain, ses mœurs, son éducation, ses sympathies; ce traité, qui durant de longues années a été la pierre angulaire de la politique extérieure roumaine, ressemble étrangement à ce fameux mariage, dont parle le fabuliste, entre « la carpe et le lapin ».

Un coup d'œil rapide sur une carte ethnique de l'Europe servira mieux que de longs raisonnements à nous révéler ce que toute politique nationale roumaine a dû et doit contenir : *a)* 7 millions et demi de Roumains vivent librement dans les limites du royaume sur une étendue de 131.353 kilomètres carrés — c'est la Roumanie libre ; *b)* 9 millions de Roumains avec un territoire de 167.300 kilomètres carrés sont soumis à la domination étrangère : 2.500.000 en Transylvanie, 1.500.000 dans le Banat, 1.800.000 dans la Crischana, 1.000.000 dans le Maramuresch, 700.000 en Bukovine et 1.500.000 en Bessarabie — c'est la Roumanie asservie. Ajoutons que sur 9 millions de Roumains, 7.500.000 subissent le joug autrichien, 1.500.000 se trouvent sous la souveraineté russe. L'éloquence de ces chiffres devrait m'interdire

de tirer une conclusion ; il me semble puéril et vain de venir vous dire que toute politique roumaine a eu de tout temps comme idéal élevé, comme but sacré, comme raison même de son existence, la volonté de préparer, de prévenir la réalisation de ce rêve : *la réunion de tous les Roumains dans une même patrie*. Pouvons-nous imaginer en effet, un parti, un clan, un homme politique roumain soutenant, alors qu'il serait en pleine possession de sa raison, l'abandon de cette politique nationale — au sens impérieux du mot ? Pouvons-nous concevoir un peuple qui accepterait, de bon gré, cette théorie du moindre effort, consistant à se déclarer satisfait d'un présent médiocre, et de répudier, par avance, un avenir plein de promesses, sans qu'immédiatement nous en déduisions qu'il porte en lui les tares morbides qui stigmatisent les peuples fatigués, les peuples esclaves ? Vouloir, agir, préparer un état meilleur, pour un peuple de même que pour l'individu est une loi de la nature ; malheur à celui qui la méconnaît. Le peuple roumain vibrant de patriotisme, hautement imprégné du lourd devoir qui lui incombe, prêt aux sacrifices suprêmes, attend dans le recueillement l'heure de sa destinée.

Quand avec impatience, dans les périodes tragiques des grands bouleversements, Roumain ou ami, frappé par l'immobilité, se demande avec l'anxiété que le doute répand : Qu'attend la Roumanie ? qu'il relise les chiffres que plus haut nous avons transcrits

— ils contiennent plus de sagesse et de prophéties que tout ce que, de la meilleure manière, on pourrait dire — relisez-les et vous constaterez que dans leur rigidité ils ont prévu la réponse à vos angoisses, ils vous diront : la Roumanie espère et veut accomplir son unité nationale, dans les frontières de la plus grande Patrie.

Deux interrogations se posent immédiatement à l'esprit : Alors que 7 millions et demi de Roumains sont asservis à l'Autriche, comment, sans abandonner cet idéal élevé qui se résume dans la volonté d'une grande Roumanie, un traité d'alliance a pu intervenir entre oppresseurs et opprimés ?

Comment, durant ces longues années « d'alliance », a-t-on pu entretenir, développer, préparer l'idée de l'union — but de la politique du royaume ?

Nous allons essayer d'y répondre.

Pour comprendre l'attraction exercée par les Empires centraux sur la politique roumaine, il faut, de toute nécessité, nous placer à l'époque où cette attraction s'est exercée et où elle a pris forme, sous l'aspect d'une alliance — au lendemain de la conférence de Berlin. Nous avons eu déjà l'occasion de constater combien les résolutions de cette conférence ont été néfastes pour les relations entre peuples balkaniques ; une fois encore nous allons voir comment, par son œuvre, elle a imposé sa politique internationale à la Roumanie.

M. René Pinon, relate de la manière suivante l'influence exercée par l'armée roumaine sur l'issue de la guerre russo-turque de 1877-1878. « L'armée roumaine (1), patiemment formée par le prince Carol, parut sous Plevna ; *ses succès qui sauvèrent* l'armée russe, furent pour toutes les puissances, une révélation ; le jour du dernier assaut de Plevna, la Roumanie, par le courage de ses soldats et l'énergie de son souverain, acquit droit de cité en Europe : le pays gagna son indépendance et le prince sa couronne royale ».

La Russie, par un acte du 1^{er} avril 1877 (2), s'était engagée à respecter *l'intégrité territoriale de la principauté* ; Au congrès de Berlin l'empire russe — qui avait combattu afin de libérer les peuples chrétiens du joug turc — annexa les trois départements roumains de la Bessarabie, que l'Europe, au congrès de Paris de 1856, nous avait restitués. La douleur qui étreignit les âmes roumaines fut-elle illégitime ? Nous savons que pour la Russie les départements Bessarabes n'ont d'importance que parce qu'ils confinent le Danube — cette grande artère commerciale de l'Europe centrale — et que la Russie voulait se ménager un accès direct sur ce fleuve. L'injustice n'était pas moins flagrante. Par d'autres moyens l'Empire moscovite aurait pu

1. *L'Europe et la Jeune-Turquie*, p. 407 et suiv.

2. Etude de M. Nelidov. *Revue des Deux-Mondes*, juillet 1915.

satisfaire ce qu'il considère comme un besoin impérieux de sa vie économique, sans pour cela mortifier un peuple qui généreusement venait de verser son sang pour conquérir sa liberté.

Il est vrai qu'en dédommagement la Russie nous cédait la province de la Dobroudja. En échange de territoires d'une grande fertilité et habités par des Roumains, nous acqueririons de vastes plaines marécageuses difficilement cultivables et peuplées de Tartares, Turcs et Bulgares. Ce troc a été présenté à Bucarest — le terme est de Gostchakoff — « comme un acte de générosité de la part de la Russie » ; c'était exagérer un peu.

Le traité de Berlin, par d'autres points encore, alarma le gouvernement roumain.

L'article VIII du Traité de San-Stéfano stipulait : « Les troupes d'occupation russe en Bulgarie conservent leurs communications avec la Russie *non seulement par la Roumanie*, mais aussi par les ports de la mer Noire ». Cela voulait dire que sans l'acceptation du gouvernement roumain, la Russie entendait disposer des territoires du royaume. Est-il étrange qu'à Bucarest on montra son mécontentement ? Voilà comment à ce sujet M. d'Avril relate, dans son ouvrage, *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 392-394, une conversation entre Gostchakoff et le représentant de la Roumanie : « Est-il vrai que votre gouvernement ait l'intention de protester contre le

huitième article du traité ?... *L'Empereur, déjà mal disposé envers vous par votre attitude au sujet de la Bessarabie*, perdra toute patience si une pareille déclaration est faite. S. M. m'ordonne de vous dire, pour l'information de votre gouvernement, que *si vous avez l'intention de protester contre l'article en question ou de vous y opposer, elle ordonnera l'occupation de la Roumanie et le désarmement de l'armée roumaine* (1). La Roumanie ne méritait pas ces rigueurs. La tutelle puissante que le gouvernement russe exerçait sur la jeune principauté bulgare, la possibilité de nous voir enserrer dans un étau slave, était aussi un sujet d'inquiétude ; il fallait bien envisager avant 1885 l'hypothèse d'une alliance russo-bulgare.

Un point curieux, que je rappelle, est que le traité de Berlin, aujourd'hui encore, n'a pas été officiellement reconnu par le gouvernement roumain, la question de droit au sujet de la Bessarabie reste, par cela même, toujours ouverte entre la Russie et la Roumanie.

Nous venons d'exposer des faits depuis longtemps constatés et que l'histoire a définitivement jugés : les rapports entre la Roumanie et la Russie au lendemain du congrès de Berlin n'étaient pas empreints d'une grande aménité.

1. M. René Pinon cite ce passage dans son ouvrage *La Jeune-Turquie et l'Europe*, p 408.

Le Traité de Berlin dans son ensemble n'a pas été une victoire pour la diplomatie russe, nous l'avons plus haut relevé, il fut même une défaite. L'Autriche qui avait obtenu de grands avantages à Berlin ne cessait cependant de considérer avec méfiance tout ascendant que la Russie serait à même de reprendre dans la péninsule. Voulant déjouer toute machination, être prête à parer à toute menace ; dès le moment où nous avons constaté que sa politique s'est délibérément dirigée vers l'Orient européen (Traité de Nickolsbourg alliance avec l'Allemagne), elle chercha des amitiés pouvant aider à la tâche qu'elle s'imposait, la « Confédération balkanique sous l'hégémonie autrichienne ».

Elle jeta en premier son dévolu sur la Roumanie. Pourquoi ?

La Roumanie par sa situation géographique — malheureusement d'ailleurs — forme tampon entre les deux grands Empires.

Par le traité de Berlin, la Roumanie devenait gardienne des bouches du Danube, l'île des Serpents qui commande la sortie du grand fleuve lui était remise, en plus deux des trois bras du Danube lui appartiennent, possession limitée cependant par les pouvoirs accordés à la Commission internationale du Danube.

Politiquement et stratégiquement la Roumanie associée, alliée aux destinées de l'Autriche, pouvait devenir l'avant-garde menaçante des ambitions germaniques.

Le jeune royaume roumain sortait de cette crise qui avait vu sa naissance (1877-1878) meurtri par la perte de la Bessarabie ; méfiant et incertain de la politique russe ; vainement Kogalniceano et Bratiano avaient demandé à l'Europe réunie à Berlin de garantir et accorder à la Roumanie une neutralité perpétuelle... heureusement on la leur refusa. Cependant impérieusement un besoin de calme, de sécurité surtout, se faisait sentir ; il fallait mettre en œuvre les ressources abondantes du pays, concentrer son intelligence et son effort dans le but d'atteindre le développement économique auquel le pays aspirait ; en d'autres termes, la Roumanie après 1878 devait, abstraction faite de tout idéal national, consolider, affermir sa situation présente et ainsi préparer l'avenir ; mais pour cela il fallait un appui, de l'argent, où les trouver ? La France était au lendemain d'une guerre malheureuse, son attention, légitimement, était concentrée sur elle-même, l'Italie dans l'impossibilité de nous venir en aide, l'Angleterre trop éloignée... Gambetta, dans une lettre qu'il écrivait vers cette époque à son ami Ranc constatait, à mots couverts, la situation pénible de la Roumanie et prévoyait son avenir immédiat (1) :

« Le nombre et l'importance des affaires grandis-

1. Lettre de Gambetta à Ranc, publiée pour la première fois dans le journal *Le Matin* par M. Gasthon Thomson le 29 décembre 1915.

sent chaque jour pour la Russie. L... tient journellement au courant le prince de Galles des difficultés soulevées et rencontrées par cette puissance. *Les rêves politiques de la Russie vont être entravés par l'Autriche, qui prend dès maintenant une attitude hostile. Elle influe sur la Roumanie.*

« Voyez-vous par là suite l'Autriche s'alliant à la Roumanie, à la Turquie contre la Russie ? Quel conflit !

« Il est impossible de comprendre l'évolution de la question d'Orient d'où découlera peut-être la solution de la question franco-allemande, sans songer à la Roumanie.

« La question roumaine n'est pas afférente à la Hongrie, mais une question d'ordre européen. »

Le prince de Bismarck — l'honnête courtier — devait réaliser le rapprochement entre la Roumanie et les puissances germaniques dès 1883.

Quels avantages ont découlés pour le royaume roumain de cette alliance ? Trente-cinq ans de paix ; trente-cinq ans qui sont marqués par un labeur et des résultats surprenants. Voilà quelques chiffres : en 1866 la principauté comptait 4.500.000 habitants, en 1910, 7.500.000 ; entre les deux époques le nombre d'hectares ensemencés passe de 2.230.000 à 5.700.000 ; Dette publique en 1866 80.000.000 environ, en 1910 1.550.000.000 ; chiffres d'importations 71.400.000 (1866), 386.000.000 (1910), chiffres d'exportations

116.500.000 contre 465.000.000 ; enfin les revenus qui en 1866 étaient de 59.000.000 atteignent en 1910 480.000.000, les dépenses montent de 58.000.000 à 460.000.000 pour la même époque.

Dans ces trente dernières années, la Roumanie a fait, dans toutes les branches de la vie économique et sociale, de prodigieux progrès, nous le constatons sans avoir l'intention d'en faire ici l'historique.

Nous résumerons notre pensée en affirmant que aux environs de 1880, l'intérêt immédiat de la Roumanie coïncidait avec les nécessités de la politique autrichienne ; aux Roumains il fallait une association puissante qui les plaçât momentanément à l'abri de toute difficulté extérieure — l'Autriche leur donnait cette garantie. L'Empire austro-hongrois qui cherchait des collaborations en vue « de la confédération balkanique sous son hégémonie » pensait trouver dans le royaume roumain, admirablement placé géographiquement pour empêcher toute descente de l'Empire moscovite, un second docile, obéissant à ses inspirations.

Comment la Roumanie a-t-elle entendu ses devoirs « d'alliée » pendant ces nombreuses années ? Quelles sont les caractéristiques de sa politique extérieure ?

La tâche première que s'imposa le gouvernement roumain sous la très sage inspiration du feu roi Carol fut l'organisation d'une armée puissante, redoutable, qui inspira à quiconque la certitude que le pays était

à même d'envisager toute éventualité. Les résultats obtenus sont là sous nos yeux, les commenter me semble parfaitement inutile.

Officiellement la politique roumaine, durant ce laps de temps ignora les revendications des Roumains de Hongrie ; liée à l'Autriche elle n'aurait pu encourager dans l'Empire un centre d'irrédentisme. Cette attitude — d'abstention — à Bucarest comme à Vienne était appelée « correction ». Sous cette façade d'indifférence une œuvre efficace était poursuivie, mieux que nous pourrions le faire le *Budapesti Hirlap* du 26 février 1911 nous la caractérisera (1) :

« L'attitude du gouvernement roumain à l'égard de la Hongrie a toujours été correcte, disait encore hier le comte d'Aerenthal, et nous sommes obligés, hélas ! de constater que tout le système de l'Enseignement en Roumanie repose sur l'irrédentisme le plus éhonté. Or le gouvernement roumain, toujours correct envers la Hongrie, distingue officiellement sur les cartes géographiques admises dans les écoles et dans les manuels scolaires, deux sortes de Roumanie : la Roumanie libre et la Roumanie asservie... »

« Nous dirons plus : l'année dernière, un concours fut ouvert en Roumanie, parmi les instituteurs, pour répandre dans les villages certaines connaissances

1. J'emprunte cette citation à l'étude de M. René Pinon, *La Roumanie et la Politique Danubienne*.

générales ; dans le questionnaire officiel figuraient deux points : le peuple sait-il quelque chose des Roumains asservis ? *Quel est le pays étranger qu'il déteste ?* Le si correct gouvernement roumain s'est bien gardé de communiquer les réponses à l'Autriche-Hongrie... » (Je comprends assez cela...).

Dans les campagnes, dans les villes, à l'école, dans les facultés, à la caserne, dans les cercles politiques, dans les journaux, partout, l'idée de la Grande Roumanie est la base de toute éducation nationale, de toute manifestation de l'idéal roumain. Il est vrai que la réalisation de ce rêve glorieux semblait éloignée, presque incertaine, il faut cependant reconnaître que nos hommes politiques, tous nos hommes politiques, ont travaillé avec sagesse et patriotisme en vue de préparer le pays et de le tenir prêt dans le dessein que les événements ne puissent le surprendre.

A mesure que l'instruction, l'aisance se répandent, que la vie économique et sociale se développent, que le pays prend conscience de sa force basée sur la valeur de ses soldats et la légitimité de ses droits ; une personnalité s'affirme, un dogme caractérisera la politique extérieure du Royaume : Essayant de s'affranchir de n'importe quelle tutelle — impuissant cependant à se manifester à l'écart de toute combinaison diplomatique — il inspirera son attitude exclusivement dans la considération de son intérêt égoïste et national. En Orient la Roumanie n'entendit faire le jeu

que de sa propre politique, elle ne favorisa que ses propres intérêts. Si nous la trouvons liée à telle puissance plutôt qu'à telle autre, en analysant les conditions du moment, nous constaterons toujours qu'elle exerça son influence en concordance avec ses intérêts. M. Giolitti, ancien président du conseil italien, a parfaitement défini cette politique d'une expression qui trouverait sa place sur le frontispice de tout ministère d'Affaires extérieures « égoïsme sacré ».

La politique balkanique du royaume sera la preuve évidente de ce que nous venons d'avancer.

*
* *

La politique balkanique du royaume trouve son fondement dans ces considérations :

La Roumanie est un Etat Danubien.

Des populations roumaines sont soumises à des souverainetés étrangères, 90.000 Roumains en Serbie, plus de 400.000 en Macédoine, leur sort ne peut laisser la Roumanie indifférente.

La Dobroudja roumaine.

Chacun de ces points serait à lui seul suffisant pour faire comprendre l'attention vigilante que le royaume porte à toute modification dans le statut balkanique et par là même à l'ensemble de la Question d'Orient.

Dans les massifs montagneux de l'Albanie méridionale et de la Macédoine — dans la région du Pinde — vit une population agricole paysans et pasteurs

d'origine valaque; on explique leur présence dans ces contrées éloignées du noyau ethnique roumain, par le même phénomène qui nous fait constater la survivance des colons Dacs et Romains dans les massifs des Carpathes. Les invasions slaves, puissantes et redoutables, ont forcé les populations indigènes des plaines du Danube et du Vardar, incapables de s'opposer au flot envahisseur, d'aller chercher dans les montagnes un abri et la possibilité d'une vie indépendante. C'est l'explication logique de la conservation du peuple roumain, d'origine latine, qui forme un îlot parmi des populations de races différentes. Les Koutzo-Valaques (Valaques boîteux) ou Tsintsars, comme ils aiment à s'appeler, sont d'anciens colons romains qui établis en Macédoine ont été obligés, sous la pression des mêmes invasions, d'aller se réfugier dans les rochers du Pinde où aujourd'hui nous les retrouvons. Ils parlent une langue dérivée du latin très ressemblante au roumain, avec des mœurs et des coutumes se rapprochant de la vie des Valaques et des Moldaves du royaume; leur nombre difficilement estimable dans cet enchevêtrement de nationalités de la Macédoine est important (1).

1. Voir *Les Roumains de Turquie*. Nicolas Papahagi (Bucarest, 1903). L'évolution des Kautzo-Valaques a donné lieu à de nombreuses statistiques. Certains auteurs roumains comptent plus d'un million le nombre de ceux qui parlent le roumain; Serbes, Bulgares et Turcs en reconnaissent 100.000 au maxi-

A partir de 1880, nous l'avons mentionné plus haut, une œuvre de propagande fut entreprise, par les différents Etats Balkaniques en Macédoine. Bulgares, Serbes et Grecs luttèrent au moyen d'écoles, d'églises, de cercles, en vue de déterminer et consolider leurs prétentions rivales, pour le jour où une succession sera ouverte par le fait de la disparition de la Turquie de l'Europe. Les populations Kautzo-Valaques, primitivement, furent comprises dans la sphère d'influence hellène, elles étaient un élément considérable dans l'évaluation des « nationalités », un apport important à la cause grecque.

Le gouvernement roumain ne tarda pas de reconnaître l'importance très grande que pouvait avoir, pour sa politique balkanique, ce centre roumain du Pinde; il organisa à son tour une propagande officielle appuyée sur la création d'écoles et d'églises, propagande largement subventionnée (1); le but immédiat qu'il fallait atteindre était de soustraire ces populations à l'influence grecque et ainsi leur constituer une nationalité roumaine — nationalité dont le premier

mum. Des statistiques étrangères, Hickman, *Grande Encyclopédie* 3-400.000. Les Grecs n'en reconnaissent presque aucun. La vérité doit se trouver dans un chiffre moyen que nous évaluerons à 400.000.

1. Le mouvement nationaliste roumain fut suscité et organisé par Apostol Margarit.

élément existait, incontestablement, la communauté d'origine.

Le couronnement de cette entreprise fut l'iradé de 1905, par lequel le Sultan Abdul Hamid reconnaissait officiellement la personnalité nationale des Kautzo-Valaques de Turquie. Cet acte d'une importance, dont tout de suite nous allons rendre compte, fut l'œuvre de Son Excellence M.^r A. Em. Lahovary, ministre roumain à Constantinople, aujourd'hui plénipotentiaire du Royaume à Paris, diplomate dans lequel les Roumains reconnaissent unanimement une des personnalités les plus marquantes et des plus claires oyntes de la politique du Royaume.

Cette reconnaissance de la « personnalité nationale » des Valaques du Pinde signifiait : qu'alors que sous l'action des Etats chrétiens de la péninsule, l'Europe se serait décidée d'imposer à la Turquie la création d'une Macédoine autonome, dans la constitution organisatrice de cette province, on aurait dû tenir compte des volontés du royaume roumain, maintenant que l'existence de co-nationaux était définitivement reconnue ; dans le cas d'un partage entre Etats balkaniques de la province macédonienne, la Roumanie devait y être appelée afin d'y prendre part ; comme il était raisonnablement impossible de songer à une incorporation de cette région éloignée dans les frontières de la commune patrie, moyennant la cession de ces populations à un Etat de la péninsule, la Rouma-

nie obtenait le droit d'exiger une compensation sur une de ses frontières. De toute manière dès 1905 le gouvernement roumain montrait que tout changement dans le statut balkanique ne pouvait le laisser indifférent, qu'il entendait donner son approbation à toute modification du *statu quo* (1)

Le gouvernement grec avait suivi l'effort nationaliste roumain en Macédoine avec méfiance et colère, après 1905 les relations diplomatiques entre les deux pays furent rompues; on assista durant quelques années à une lutte armée entre « roumanisants » et « grécisants » dans les parages du Pinde; depuis avril 1911 les rapports entre Bucarest et Athènes

1. Vers la même époque la Roumanie sembla attacher une grande importance à la reconnaissance de la langue et de la nationalité albanaise. Un comité fut créé à Bucarest, subventionné par l'Etat. L'idée de constituer un Etat albano-valaque entre l'Adriatique et le Vardar avait germé à un moment. « Un Latin », pseudonyme d'une personnalité politique de Bucarest, proposa dans un ouvrage *Une confédération balkanique, comme solution de la question d'Orient (1905)*, la formation d'une Union balkanique sous la présidence du roi d'Italie, proclamé, à cet effet, Empereur, en même temps qu'un prince de la Maison de Savoie serait venu gouverner un Etat albano-valaque.

Il est évident que ces sortes de manifestations — même isolées — ne cadraient pas avec les ambitions autrichiennes, à Vienne plus d'une fois on fut mécontent des principes politiques roumains relativement au Balkan.

furent repris, les esprits se sont apaisés, M. Venizelos devait essayer et réaliser le rapprochement entre les deux Etats.

La Dobroudja a été donnée à la Roumanie par le traité de Berlin. Terre presque étrangère en 1878, car en grande partie elle était habitée par des Turcs, Tartares, Slovènes et Bulgares; terre inhospitalière par ses landes et ses marais, elle fut considérée, aux débuts de l'occupation, comme une charge plutôt que comme une richesse. La Roumanie organisa ici le plus productif des travaux, y concentra le meilleur de son effort. Vingt-cinq ans d'organisation méthodique et de sacrifices financiers importants suffirent pour faire de cette province une des contrées les plus riches du royaume. Des canalisations ingénieuses desséchèrent les marais, des friches laborieuses entamèrent et transformèrent les landes; de vastes plaines aptes aux abondantes récoltes furent mises à la disposition des cultivateurs. Routes, chemins de fer, furent construits, abondance et richesse ainsi organisées. Les populations indigènes, Turcs, Tartares, Russes Slovènes appréciant la bienveillance et l'équité de l'administration roumaine se mirent à aimer le pays d'adoption, qui en leur permettant de conserver leur religion, leurs coutumes, leur permettait aussi d'aspirer à un état meilleur et à un bien-être croissant. Les jeunes soldats, des générations nouvelles, par l'esprit de discipline, l'ardeur et leur enthousiasme, montrent

le dévouement qu'ils portent au royaume ; c'est un sujet de légitime fierté pour le pays de constater que ce sont de véritables roumains qu'il a su éduquer et élever. Jusqu'aux Bulgares de la Dobroudja, la tâche était plus ardue, mais ils montrent cependant une certaine tendance à l'assimilation.

La Dobroudja aujourd'hui est une terre roumaine.

Politiquement cette province est devenue pour le royaume d'une importance capitale. La Dobroudja est la seule partie de la Roumanie confinant à la mer, par Constantza le pays se trouve en communication avec l'extérieur, avec la mer libre, la Méditerranée. Le prix qu'on y attache sera clairement déterminé par la constatation que c'est le seul port maritime de la Roumanie. Constantza, dont l'importance économique est évaluée aujourd'hui à un mouvement de bateaux, équivalent à près de 2.000.000 de tonnes, est reliée à Bucarest par une ligne de chemin de fer qui emprunte à Cernavoda un pont gigantesque ; le port roumain se trouve aussi, depuis très peu de temps, communiquer par une canalisation souterraine aux bassins pétrolifères de la région de Prahova ; ce qui fait que le naphte et ses dérivés peuvent gagner, sans d'autres moyens de transport, les bateaux-citernes amarrés aux quais, en provenant directement des réservoirs des raffineries situées dans les Carpathes. D'immenses entrepôts viennent aussi d'être achevés pouvant contenir de grandes réserves de céréales.

Constantza, port sur la mer Noire, est la « fenêtre » roumaine sur la Méditerranée, ce qui fait que par Constantza le royaume est directement intéressé au sort des Dardanelles et par là même à l'avenir des détroits (1). Quand on constate les entraves que les détenteurs du Bosphore peuvent exercer sur la vie économique du pays — les mois que nous vivons en sont le pénible exemple — on ne peut qu'encourager le gouvernement roumain dans sa volonté résolue d'obtenir, pour l'avenir, la garantie d'un passage non-conditionné.

La Dobroudja, géographiquement, est interposée et forme barrière entre l'Empire russe et la Bulgarie. Le royaume bulgare, d'autre part, n'a jamais abandonné l'espoir de reconquérir un jour cette province — qui au même titre que la Macédoine et la Thrace est considérée par lui comme terre bulgare.

Ces deux considérations sont suffisantes pour nous faire comprendre les principes de la politique roumaine, principes destinés à sauvegarder les intérêts roumains sur la mer Noire. Contre la menace d'une entente russo-bulgare en 1883 et 1888 le gouvernement roumain s'est prémuni en s'alliant aux puissances de la Triplice ; l'éventualité d'une alliance russo-bulgare s'évanouissant à mesure que la Bulga-

1. Voir la thèse très intéressante soutenue par mon compatriote Dascovici, *La Question des Détroits*. Paris, 1915.

rie évoluait dans un sens opposé aux intérêts panslavistes. Le danger d'un conflit roumano-bulgare relativement à cette province s'imposait par contre à la prévoyance de la diplomatie roumaine. Le Congrès de Berlin qui nous avait accordé cette province, nous fixa par le même coup, une frontière extrêmement désavantageuse, presque indéfendable, tous les points d'intérêt militaire furent laissés entre les mains bulgares — en quelque sorte l'Europe nous donna la Dobroudja sans le moyen de la défendre. M. René Pinon, le grand orientaliste français, dont le jugement impartial trouve son fondement dans la profonde connaissance qu'il a des intérêts des pays de l'Orient, écrivait au mois de *juillet 1911* : « La Dobroudja est devenue indispensable à la vie des Roumains ; ils s'alarment de voir le port de Constantza, qu'ils ont créé à grands frais, et le chemin de fer qui y mène, exposés dans un pays plat, sans frontières naturelles, au raid audacieux d'un adversaire bulgare. L'armée roumaine est obligée de monter une faction pénible dans des plaines ouvertes. La possession de Silistrie et de sa banlieue remédierait à ces inconvénients et apaiserait ces craintes. La vieille citadelle de Silistrie est un point stratégique très important ; c'est la clef de la Dobroudja. »

Sur quoi se fondaient les « craintes » des gouvernements roumains quant aux revendications bulgares ? Les rapports entre les deux pays danubiens depuis

1880 ne sont qu'une suite presque ininterrompue d'incidents de frontières, d'incidents diplomatiques, de menaces de rupture ; la perspective d'une conflagration à maintes reprises fut envisagée.

Délibérément, le gouvernement roumain fixa sa politique, quant aux relations avec la Bulgarie, sur le principe du *statu quo* prenant pour base les décisions du congrès de Berlin. En d'autres termes, considérant que l'Europe avait déterminé le rapport de l'équilibre entre les deux pays de 7 à 4 (7.000.000 de Roumains contre 4.000.000 de Bulgares) ; la Roumanie se refusa à toute altération de cette proportion. Alors que les Bulgares se tournaient vers les Roumains et leur demandaient une bienveillante neutralité, afin de pouvoir aller en Thrace et en Macédoine délivrer « leurs frères opprimés », la réponse que Bucarest leur faisait était en substance la suivante : Avec joie nous suivrons votre effort en vue de réaliser vos légitimes aspirations nationales ; il nous est cependant impossible, sans trahir les intérêts de la Roumanie, d'assister impassibles à un accroissement de votre force, sans vous demander en retour une compensation qui maintiendrait l'équilibre actuel ; nous ne pouvons oublier que votre plan d'expansion nationale comprend la province roumaine de la Dobroudja, pour prévenir une attaque future de votre part, accordez-nous Silestrie, avec une frontière stratégique favorable, et ainsi, certains de pouvoir

défendre notre territoire, nous approuverons vos agrandissements en Thrace, en Macédoine.

Par quels moyens la politique roumaine entendit faire respecter ses volontés ? A la suite du très vif conflit roumano-bulgare de 1899 ; on se rappelle que les comités révolutionnaires bulgares avaient essayé de transplanter en Roumanie les moyens terroristes employés en Macédoine et n'avaient pas hésité d'ordonner l'assassinat du professeur Mihaileanu ; une nouvelle convention avait été signée entre la Roumanie et l'Autriche (1900) ; convention par laquelle une modification de la frontière de la Dobroudja était stipulée. A la même époque (1902) un traité fut signé entre la Russie et la Bulgarie, la première s'engageant à *concourir de toutes ses forces à la sauvegarde de l'intégrité et de l'inviolabilité du territoire de la Bulgarie*. Voilà comment, par un jeu de traités, la question de la Dobroudja devenait d'une importance européenne, susceptible qu'elle était d'entraîner une conflagration générale.

A différentes reprises où a voulu voir, on l'a affirmé même, qu'une entente écrite existait entre la Roumanie et la Turquie. On est allé jusqu'à rechercher et trouver une communauté d'intérêts entre les aspirations des deux pays. Volonté de maintenir le *statu quo*, danger commun provenant de la Bulgarie, sont les motifs qu'on mettait en avant pour expliquer cette mesure. Le gouvernement roumain

chaque fois qu'il a eu occasion a protesté et nié formellement toute entente avec la Sublime-Porte.

Nous souvenons-nous encore de la sensation produite par la nouvelle lancée par le grand journal parisien *Le Matin* en date du 17 décembre 1902 ? « D'après les renseignements de source absolument sûre qui nous sont parvenus dans la journée d'hier de Constantinople, la Turquie a conclu une entente militaire avec la Roumanie. Cette entente assure aux Turcs le concours de l'armée roumaine contre la Bulgarie dans le cas où cette puissance attaquerait la Turquie. On nous affirme, d'autre part, que cette convention a été conclue sous l'inspiration des gouvernements de Berlin et de Vienne et que le baron Marschall, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, en a été l'un des principaux artisans. Elle est secrète. » La nouvelle fit scandale.

La Roumanie confiante dans son armée, confiante aussi dans l'esprit de justice de l'Europe — M. Waddington, l'ambassadeur français, au Congrès de Berlin n'avait-il déjà soutenu de la manière la plus persuasive le point de vue roumain ? — attendait l'occasion d'un remaniement du statut balkanique pour obtenir pacifiquement la reconnaissance de ses revendications balkaniques, basées :

Sur l'idée politique de l'équilibre — principe unanimement reconnu par les chancelleries — comme

base des rapports internationaux. Pourquoi la Roumanie ne l'aurait-elle revendiqué ?

Irady de 1905 — qui en reconnaissant la « personnalité nationale » des Kautzo-Valaques, reconnaissait à la Roumanie le droit, sur le pied d'égalité avec les autres Etats chrétiens et proportionnellement au nombre de ses co-nationaux, de venir délibérer sur le sort futur de la Macédoine.

*
* *

L'union balkanique fut une surprise pour la Roumanie, les victoires rapides et décisives des Etats chrétiens un étonnement. Ce manque de prévision de notre diplomatie, est excusable, quand on songe à la stupéfaction générale que ces événements répandirent par tout le monde ; nous étions en trop bonne compagnie pour nous désoler. La victoire des Alliés ne pouvait que réjouir les Roumains, par nous-même, pendant de longs siècles, nous avons connu toutes les abominations du régime turc ; nous partageâmes le bonheur des populations chrétiennes de la vieille Serbie, de la Macédoine, de l'Epire et de la Thrace qui recouvraient une liberté longtemps attendue et ardemment désirée.

Le premier moment de surprise passé, il fallut cependant songer aux intérêts roumains. Où en étions-nous ?

Le 26 septembre 1912 le ministre de Bulgarie à

Bucarest fit une démarche près du président du conseil, ministre des affaires étrangères de Roumanie, M. Maioresco, et lui demanda, au nom de son gouvernement : « Quelle serait l'attitude que la Roumanie prendrait dans le cas d'un conflit entre Bulgarie et Turquie alors que son pays se trouverait obligé de défendre les droits de ses co-nationaux » -- le ministre bulgare faisait allusion aux bruits d'une entente militaire entre la Roumanie et l'Empire ottoman ; M. Maioresco répondit : « aucune entente n'existe, la Roumanie ne veut oublier qu'elle-même a conquis son indépendance en luttant contre le Turc, si Bulgares, Serbes et Grecs, de même religion que nous, veulent lutter pour *l'amélioration* de l'état de leurs co-nationaux soumis à la souveraineté turque, la Roumanie gardera une stricte neutralité, *autant qu'il ne s'agira de modifications territoriales* (1). Le 9 octobre 1912, le président du conseil bulgare M. Guéchoff faisait parvenir à Bucarest la note suivante : « Ayez la bonté de communiquer à M. le Président du Conseil que je suis profondément touché de sa déclaration très précieuse pour nous. *Nous en prenons acte*. Le Conseil des ministres et moi personnellement remercions M. le Président du Conseil très cordialement et nous sommes reconnaissants à la Roumanie pour sa brillante attitude et pour son nou-

1. *Livre Vert Roumain*, n° 1.

veau témoignage des bons et amicaux sentiments envers nous (1). »

Le gouvernement bulgare « prenait acte » de la neutralité roumaine. Cette neutralité, sans ambiguïté, signifiait deux choses : la Roumanie se désintéressait du sort de la Turquie, cela voulait dire que les Etats alliés pouvaient diriger tous leurs efforts, la totalité de leurs troupes contre le Turc ; avantage considérable certes, car dans le cas où 600.000 Roumains avaient franchi le Danube Kir-Kilislé et Lulé Burgas n'auraient été possibles ! Neutralité conditionnelle aussi, le gouvernement roumain ayant averti, sans ambages, « qu'il gardera une stricte neutralité autant qu'il ne s'agira de modification territoriale ».

Je crois qu'une attitude plus précise aurait été préférable. Le gouvernement roumain aurait dû tenir le langage suivant : comptez sur notre neutralité, à la condition que, dès ce jour, vous nous accordiez telle modification sur notre frontière de la Dobroudja (et ici clairement stipuler une ligne) en attendant nous réservons notre attitude. Il est certain que la Bulgarie aurait accepté, de trop riches perspectives s'ouvraient à elle pour ne pas consentir quelques sacrifices dans le but de gagner la neutralité roumaine. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? C'est qu'à Bucarest, de même que dans toutes les capitales de l'Europe, on escomp-

1. *Livre Vert Roumain*, n° 4.

tait la victoire turque. Alors pourquoi ne pardonnions-nous pas aux politiciens roumains, quand nous avons eu l'exemple de l'imprévoyance européenne qui le 8 octobre faisait à Sofia, Belgrade, Athènes une déclaration énergique : « Si la guerre vient néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire ottoman, les grandes puissances n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au *statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe ». Vingt jours après nous nous souvenons que cette formule du *statu quo* était par tous les cabinets traduite par « archaïsme » « impossibilité », une situation nouvelle qu'on n'avait pas prévue — créée par la victoire des alliés — devait être dès ce moment envisagée. Les derniers jours du mois d'octobre 1912, en affirmant la définitive victoire des alliés, déterminèrent la Roumanie à prendre position et à formuler ses revendications. Au mois de septembre 1912 le comte Berchthold était venu en Roumanie — cette visite du chancelier autrichien fit sensation — à la veille des événements graves qu'on pressentait, il était utile pour la Roumanie que l'Autriche reconnut le bien-fondé du point de vue balkanique roumain. Nous eûmes la satisfaction, le 2 novembre 1912, d'entendre le comte Berthold, devant les Délégations Hongroises, plaider notre cause : « L'attitude paisible et modérée de la Roumanie qui nous est unie par les liens d'une étroite amitié ne fut pas de peu d'importance pour la suite des événe-

ments, et nous espérons que ses intérêts considérables reposant sur sa situation géographique trouveront la considération qui leur est due » (1). D'un autre côté quelques semaines plus tard, au mois de décembre, en pleine tourmente, le tsar Nicolas II envoya en mission extraordinaire le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch à Bucarest afin de remettre au roi Carol le bâton de feld-maréchal des armées russes. Il fut reçu à Bucarest avec une pompe et un enthousiasme qui prouvèrent les sentiments du peuple roumain, heureux qu'il était, à une époque grave, de se sentir en communauté de sentiments avec la grande Russie. Cette visite, sous son aspect de pure courtoisie, signifiait, avec évidence, un complet accord politique entre les deux pays.

Russie et Autriche reconnaissaient ainsi le bien-fondé de nos revendications. A quoi prétendions-nous ?

1^o Droit pour la Roumanie de subventionner des écoles et des églises dans la Macédoine roumaine. Etablissement d'un évêché roumain.

2^o Rectification de la frontière de la Dobroudja suivant une ligne qui partirait de la ville de Turtukaia sise sur le Danube jusqu'à Balcick sur la mer Noire. Cette ligne était un maximum ; la Roumanie se serait contentée d'une rectification partant de l'ouest de

1. *Archives Diplomatiques*, décembre 1912.

Silistrie jusqu'à Balcick, laissant la ville de Dobrici aux Bulgares.

Les pourparlers entre la Roumanie et la Bulgarie en vue d'une entente furent entamés le 9 décembre 1912 à Bucarest. Le gouvernement bulgare, sur l'insigation de la Russie, très probablement, chargea officiellement M. Daneff, président du Sobranié, de négocier un accord. De la conversation engagée à Bucarest entre M. Daneff et le président du conseil roumain, il résulta : la Bulgarie faisait droit aux prétentions roumaines en Macédoine, toutes prérogatives nous étaient, de ce côté, accordées ; relativement à la rectification de frontière, M. Daneff se refusa de concevoir toute cession territoriale de quelque importance. L'accord direct, par voie pacifique dès le premier jour sembla difficile. M. Daneff obligé de se rendre à Londres, où le 16 décembre devait se réunir la Conférence de Paix, prit l'engagement de poursuivre, dans la capitale anglaise, les négociations ouvertes, par l'initiative bulgare à Bucarest.

M. Misu, ministre roumain à Londres, avait obtenu pleins pouvoirs dans ce but. M. Take Jonesco, ministre de l'Intérieur à cette époque, fut prié par le conseil des ministres d'aller porter le poids de son influence et de ses grandes facultés persuasives en aide à l'aride mission qui incombait au plénipotentiaire roumain à Londres.

Du 2 au 29 janvier 1913 la conversation fut poursui-

vie, aucun résultat atteint. Le gouvernement bulgare, d'une intransigeance entêtée, ne voulut démordre de ses propositions premières qu'il avait faites, à savoir :

a) La Bulgarie accordait l'autonomie aux écoles et aux églises des Koutzo-Valaques de la Macédoine, permettait la création d'un évêché roumain dans cette région.

b) La Bulgarie accordait la rectification suivante de frontière : au lieu de la sinuosité actuelle, une ligne directe. Cela se résumait en l'attribution d'une vingtaine de hameaux à la Roumanie.

Pour les Roumains qui à toute force voulaient obtenir une ligne stratégique c'était maigre. Il faut jusqu'à un certain point légitimer la résistance opposée par la Bulgarie. Depuis l'ouverture de la crise balkanique, l'opinion publique des puissances de l'Entente, avec un ensemble parfait, intonait un hymne de louanges à la brave, à l'héroïque, à la glorieuse nation bulgare ; à Paris, à Pétrograd, à Londres, surtout on exaltait les destinées du futur « Empire byzantin » ; en ce mois de janvier 1913 les prétentions roumaines semblaient pour cette même opinion « inconcevables » « irritantes », « injustifiées » ; des « compensations » nous demandait-on — mais en quel honneur ? les personnes les plus modérées, les plus qualifiées pour comprendre nos doléances, nous répondaient : par le fait, que vous ne vous êtes pas associés aux Turcs, que vous n'avez pas commis cette « infamie dernière »,

vous venez aujourd'hui demander une récompense ? De toute leur énergie, les Roumains essayaient de rappeler aux Anglais, l'avis de leur compatriote, le colonel Home, délégué de l'Europe en 1878 comme départiteur de la frontière roumano-bulgare qui s'étonna que l'Europe n'ait accordé Silistrie à la Roumanie « car par cet endroit *seulement* la Roumanie pourrait communiquer (pont) avec sa nouvelle province » ; aux Français elle rappelait l'appréciation de M. Waddington, ambassadeur français au Congrès de Berlin qui avait avoué que « la Roumanie avait été traitée durement » ; la Roumanie se retournait aussi vers les Russes et leur demandait, dans un esprit de justice, de venir seconder ses efforts et l'aider à obtenir une amélioration à la situation peu équitable que le traité de Berlin lui avait faite. C'était en vain. L'opinion n'était pas favorable aux revendications roumaines. On se refusait de connaître la légitimité de ces revendications. L'Europe, cependant, vivait à une époque où la politique de « compensations » battait son plein. Le principe que tout accroissement d'un Etat, est *ipso facto*, une diminution pour ses voisins, universellement reconnu. La Bulgarie, à la suite d'une guerre heureuse, était sur le point de se doubler. La Roumanie ne demandait pas une compensation, mais le redressement d'une injustice qu'elle avait subie. Elle demandait en substance qu'on lui donnât la possibilité de défendre ce que l'Europe en 1878 lui avait accordé.

M. Take Ionesco, à la date du 3 janvier, télégraphiait de Londres au président du conseil (1) :

« Conversation d'une heure avec M. Daneff à nous trois. Il a reconnu que la situation avait empiré. Ses instructions ne lui permettent pas d'offrir plus que le contenu de la dépêche de M. Misu d'hier. Nous lui avons exposé combien la situation pouvait devenir dangereuse. Sur nos instances pressantes, il a promis de soumettre notre entretien à Sofia et demander nouvelles instructions, qu'il espère obtenir dans quelques jours. *Nous avons tenu un langage très énergique, mais notre conviction est que la Bulgarie se sent trop forte pour que les menaces soient efficaces* ».

Les nouvelles instructions que M. Daneff avait demandées à Sofia ne changèrent en rien les dispositions bulgares. La discussion était arrivée à un point mort.

Cependant les esprits s'exaltaient en Roumanie. Dans les journaux, dans les meetings on réclamait avec énergie, avec colère, le respect de nos droits. On accusait le gouvernement de mollesse, on ne le trouvait pas à hauteur de la mission qui lui incombait. Des manifestations parcouraient les rues, des personnalités influentes se plaçaient à la tête du peuple, les partis politiques, dans une commune pensée, demandaient une intervention armée dans le cas où pacifi-

1. *Livre Vert Roumain*, n° 24.

quement la Roumanie n'obtenait à bref délai satisfaction. On pouvait justement craindre que l'opinion publique roumaine allait déborder et influencer sur les décisions du gouvernement.

Le 8 janvier 1913, M. Maioresco communiquait (1) aux ministres de Russie et d'Autriche, que la Roumanie au cas où la Bulgarie continuerait à se refuser à toute cession se verrait dans l'obligation d'occuper militairement — sans mobilisation et sans déclaration de guerre — les territoires qu'elle revendiquait. Cette éventualité était menaçante pour la paix européenne. Unanimement les grandes puissances concertèrent leurs conseils et leurs démarches, et finirent par décider la Roumanie à épuiser tous les moyens diplomatiques, avant de prendre des résolutions extrêmes. Une intervention armée était en effet inopportune ; de quelque manière que la Roumanie aurait présenté le fait, il n'est pas moins évident que l'incursion de soldats roumains en territoire bulgare aurait eu une grosse répercussion à Constantinople, des résistances ainsi encouragées ; directement, nous devenions une entrave pour la paix. L'Europe à juste titre aurait pu nous tenir rigueur.

Le 29 janvier 1913, un protocole était signé à Londres par MM. Misu et Daneff (2). Il constatait l'oppo-

1. *Livre Vert Roumain*, n° 32.

2. *Livre Vert Roumain*, n° 61 bis.

sition inconciliable entre les deux gouvernements. Les pourparlers qui n'étaient pas rompus devaient se poursuivre à Sofia.

Le délégué roumain fut notre ministre à Sofia, M. Ghika ; MM. Daneff et Sarafoff soutenaient les intérêts du royaume bulgare.

Voici la réponse définitive que la Bulgarie faisait le 15 février 1915, dans cette troisième période de nos négociations :

« Le gouvernement bulgare consent à une rectification de la frontière bulgaro-roumaine actuelle de manière à laisser à la Roumanie :

« 1^o Medjidié-Tabia près Silistrie ;

« 2^o Les deux angles qui font pointe dans le territoire roumain ;

« 3^o Un triangle ayant pour base la côte de la mer Noire, et proposé dans le protocole signé à Londres, avec une augmentation de la ligne sur la mer Noire.

La Roumanie avait une prétention minima ; Silistrie-Balcick, la proposition bulgare résultat de quatre mois de discussion était faite pour désespérer les bonnes volontés les plus sincèrement attachées à la paix.

A Bucarest, à Londres, à Sofia, successivement s'étaient réunis les délégués roumains et bulgares ; aucun signe cependant ne laissait espérer une solution pacifique pour notre différend.

On s'acharnait à tirer de l'eau d'un puits vide...

M. Ghika, notre ministre à Sofia, en mettant fin (au bout d'une demi-heure) aux pourparlers avec la Bulgarie, ne cachait pas aux délégués bulgares la gravité du moment. La Roumanie était à bout de patience...

Le 4 février 1913 — trois jours avant la clôture des pourparlers de Sofia — Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, faisait par l'intermédiaire du ministre anglais à Bucarest, sir George Barclay, la démarche suivante (1) :

« ... Une guerre entre la Roumanie et la Bulgarie serait très sérieuse et pourrait bien avoir pour résultat l'immixtion de quelques-unes des grandes puissances, immixtion qui résulterait inévitablement au préjudice des puissances secondaires, de quelque côté que la victoire se déclarât ».

« ... il serait beaucoup préférable d'avoir recours à la médiation *des* ou à la médiation *d'une des* puissances que d'avoir recours à la guerre ».

Les ministres d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie, de Russie vinrent appuyer, au nom de leurs gouvernements, la proposition de médiation anglaise.

Le 22 février 1913 le gouvernement roumain répondit (2) :

... « La Roumanie accepte d'autant plus la médiation offerte par les six grandes puissances de l'Europe

1. *Livre Vert Roumain*, n° 87.

2. *Livre Vert Roumain*, n° 90.

qu'elle a été heureuse de pouvoir s'associer, lors de la conférence tenue à la Haye au mois d'octobre 1907, à toutes les généreuses propositions des puissances en faveur de la paix...

« La Roumanie accepte la médiation de toutes les six grandes puissances, et l'accepte sans autre condition (1); en ajoutant un désir... que les grandes puissances veuillent bien limiter elles-mêmes la durée de leur action et communiquer à la Roumanie le terme jusqu'auquel elles croient que leurs bons offices seront arrivés à un résultat ».

La Roumanie donnait une preuve évidente de son attachement à la paix. Cependant... une conviction commençait à prendre racine dans l'esprit de nos dirigeants. Dans un rapport du 21 février le président du conseil relatait à S. M. Carol I^{er}, roi de Roumanie :

« ... d'ici peu de temps il faut prévoir un changement de situation dans les Balkans, changement qui permettra à la Roumanie de manifester sa prépondérance d'une façon définitive; l'alliance entre Bulgares, Serbes et Grecs — d'après des raisons sérieuses — marche à la faillite, jusqu'alors il serait prudent que la Roumanie conservât une attitude pacifique, qu'elle fit concorder ses efforts avec ceux des grandes puis-

1. Le gouvernement bulgare avait voulu à un moment poser comme condition de son acceptation de la médiation — que la cession de Silestrie fut écartée.

sances en vue de rétablir la paix. De cette manière l'autorité de la Roumanie sera agrandie en Europe, de grands avantages en découleront au moment opportun » (1).

Pétrograd fut choisi pour siège de la Conférence des Ambassadeurs. La décision devait être prise à l'unanimité des voix.

La Bulgarie et la Roumanie, soumettaient par avance, l'approbation de la décision des grandes puissances au vote de leurs Parlements. La décision des grandes puissances devait être tenue secrète jusqu'à la conclusion de la paix entre la Turquie et les alliés.

Le mois de mars 1913 avait produit un remaniement favorable de l'opinion en faveur de la Roumanie, au sein des puissances de l'Entente. Les négociations en vue du partage des provinces turques qui se poursuivaient commençaient à inquiéter ce groupe de Puissances ; le facteur de désordre dans les Balkans n'était plus la Roumanie... On finit par convenir que les revendications roumaines étaient soutenables... les craintes que nous manifestions sur les ambitions futures de la Bulgarie, concevables...

M. Misu, ministre à Londres, télégraphiait le 4 mars : « Un changement est survenu dans l'attitude hostile à notre égard, dans la presse anglaise... »

1. *Livre Vert Roumain*, n° 89.

Parallèlement, l'Autriche, dont l'influence commençait à peser efficacement à Sofia, essayait de nous convaincre que notre intérêt n'exigeait pas une modification de frontière ; une amitié solide avec la Bulgarie serait une garantie plus précieuse pour de bonnes relations ultérieures. Le ministre roumain à Vienne pouvait écrire le 21 mars (1) :

« Ambassadeur d'Allemagne m'a dit que puisque, pour raison de prestige ou de sentiment national, nous faisons de Silistrie une condition *sine qua non*, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie nous ont sérieusement soutenu. *Mais il vaudrait mieux pour nous, au lieu de nous aliéner pour toujours les Bulgares, accepter l'offre de démanteler Silistrie, de nous céder les hauteurs dominant Silistrie que nous pourrions fortifier, ce qui diminuerait la valeur de Silistrie, et une plus grande étendue de côte sur la mer Noire, ce qui a son importance* ».

Le 9 mai 1913, les ambassadeurs des six grandes puissances réunis à Pétrograd se mettaient d'accord pour signer le protocole suivant :

1° La ville de Silistrie doit être attribuée à la Roumanie. « La nouvelle frontière roumano-bulgare partira d'un point sur le Danube, à trois kilomètres environ, à l'ouest de la *périphérie* de Silistrie, coupera la route de Choumla, puis la route de Varna,

1. *Livre Vert Roumain*, n° 118.

également à trois kilomètres environ de la *périphérie* de la ville, et gagnera directement la frontière actuelle (1).

Une commission mixte bulgaro-roumaine fixera sur les lieux, dans un délai de trois mois à dater de la présente décision, le tracé de la frontière.

Au besoin elle pourra s'adjoindre des experts à nommer par les puissances médiatrices.

2° Le gouvernement roumain indemniserà les sujets bulgares habitant Silistrie ou le territoire nouvellement englobé, s'ils exprimaient, dans les six mois, leur désir de quitter la ville ou le territoire délimité.

3° La Bulgarie n'élèvera aucune fortification le long de la frontière actuelle du Danube à la Mer Noire.

4° Satisfaction était accordée aux Roumains sur l'état des Kautzo-Valaques que la Bulgarie devait englober.

1. Non sans quelque raison on a soutenu que Silistrie nous appartenait historiquement. Des hospodars roumains Radu Negru et son fils Mircea (1373) ont possédé Silistrie. Des parchemins d'une authenticité indiscutable le démontrent. D'autre part le colonel Home (Protocole VIII de la commission de délimitation, Constantinople, 26 novembre 1878) évaluait la population de Silistrie : 7.000 musulmans ; 2.500 Roumains, 1.500 Bulgares. Depuis 1878 la proportion certainement a dû être modifiée en faveur des Bulgares ; il est cependant intéressant à remarquer que Silistrie abrite un noyau important de Roumains.

La décision des puissances, pour la Roumanie, était un demi succès. D'une part les puissances en nous accordant Silistrie, convenaient de l'importance réelle que cette ville avait pour le royaume, mais les réticences qui entouraient cette cession — trois kilomètres à partir de la périphérie — enlevaient d'un seul coup le caractère stratégique que nous attachions à cette ville. Trois kilomètres, autour d'une forteresse, c'est vraiment peu pour constituer un camp retranché. En Roumanie, la décision des puissances fut froidement accueillie. Une campagne violente fut menée contre le gouvernement qui avait accepté « Silistrie avec un jardinnet autour ».

La Chambre roumaine sollicitée par M. Maioresco, adopta le protocole de Pétrograd (127 voix contre 17) dans sa séance du 29 mai — le Sénat fit de même (77 voix contre 9). M. Maioresco accusé par M. I. C. Bratiano « d'avoir raté le train » repliquait en assurant « que le train de la Roumanie allait maintenant arriver ». M. Maioresco avait quelque raison d'escouter un train spécial, qui se chargerait de conduire à bonne destination les aspirations roumaines.

Le 19 avril 1913 (1) le ministre de Serbie, par ordre de son gouvernement, était venu rapporter, au président du conseil, que les relations entre Bulgares et Serbes prenaient mauvaise tournure. « Au cas d'un

1. *Livre Vert Roumain*, n° 130.

conflit serbo-bulgare quelle serait l'attitude de la Roumanie? Ne seriez-vous disposé à conclure une alliance défensive avec la Serbie? »

Le 15 mai 1913 (1) le ministre de Grèce dans la même intention venait poser la même demande à notre premier ministre. « Etes-vous disposé à conclure une alliance avec la Grèce? »

Le torchon brûlait.

Le gouvernement considérant que les intérêts roumains n'exigeaient pas un accord aussi précis avec les deux pays, répondit évasivement; cependant — le langage diplomatique a de ces finesses — Serbes et Grecs acquéraient la conviction que la Roumanie, en cas de nouveau conflit balkanique, se trouverait à leurs côtés.

Le 5 juin 1913 le président du conseil roumain, par une note circulaire, donnait ordre, à toutes ses légations, de faire connaître aux gouvernements près desquels elles étaient accréditées (2) :

1° Que la Roumanie désirait immédiatement statuer sur les mesures propres à assurer l'exécution du protocole de Pétrograd.

2° « ... des dissentiments semblent se manifester tout à coup parmi les alliés en ce qui concerne le partage des régions conquises et la délimitation du nouvel Etat albanais. Comme ces questions touchent

1. *Livre Vert Roumain*, n° 134.

2. *Livre Vert Roumain*, n° 136.

de près aux intérêts reconnus de la Roumanie, *je crois devoir signaler, dès aujourd'hui, au gouvernement près duquel vous êtes accrédité, qu'une aggravation éventuelle de la situation dans les Balkans ne pourrait laisser la Roumanie indifférente* ».

C'était clairement parler qu'en cas de guerre entre Bulgares, Serbes et Grecs, la Roumanie, non satisfaite par la décision de Pétrograd, escomptait réaliser ses revendications par la voie des armes.

Il est curieux de constater la répercussion que cette déclaration très grave a eue dans les différentes chancelleries.

De Pétrograd le chargé d'affaires roumain : télégraphiait le 11 juin 1913 (1) :

« J'ai lu et laissé copie au ministre des Affaires étrangères de la note du 5 juin. Le contenu de la note l'a vivement intéressé. Il m'a déclaré que ce n'est pas pour la première fois que les intérêts roumains et russes étaient identiques.... L'attitude de la Roumanie devait être bienfaisante, car elle devait servir de *menace* pour les Bulgares.

On avait fait du chemin ; la même éventualité le 31 janvier 1913 était autrement envisagée à Pétrograd.... Notre ministre télégraphiait à cette époque (2) :

1. *Livre Vert Roumain*, n° 141.

2. *Livre Vert Roumain*, n° 63.

« Ministre des Affaires étrangères m'a dit qu'il a reçu des nouvelles alarmantes de Bucarest..... il croyait devoir me prévenir que si la Roumanie attaquait la Bulgarie, le gouvernement impérial ne serait plus maître de la situation en face de l'effervescence du monde slave.

..... il a exprimé l'espoir que la Roumanie y *réfléchira deux fois*..... »

Son excellence M. A. Em. Lahovary, ministre du royaume à Paris, le 11 juin 1913, relatait la conversation qu'il venait d'avoir avec M. Pichon, ministre des Affaires étrangères de France (1) :

« J'ai vu hier soir... MM. Pichon et Paléologue, ils m'ont dit que l'intervention de la Roumanie était la bienvenue..... Le Ministre des Affaires étrangères reconnaît l'immense service que la Roumanie a rendu à l'Europe en contribuant à localiser la guerre et en écartant le danger d'une conflagration générale..... Le gouvernement français n'a rien à objecter à la politique ferme et énergique que le gouvernement roumain vient de notifier aux puissances.... »

De Londres les mêmes assurances de sympathie nous venaient.

C'est à l'époque où la Roumanie fut consacrée à Paris, à Londres, à Pétrograd de « gendarme de l'Europe en Orient ». Ce changement d'attitude opéré

1. *Livre Vert Roumain*, n° 142.

dans les milieux politiques des puissances de l'Entente toucha profondément les Roumains. On voulait, enfin, reconnaître nos droits. Toute autre était l'attitude des puissances germaniques ; je ne dis pas des puissances de la Triplice ; l'Italie avec une égale humeur, avec une parfaite compréhension des intérêts de la Roumanie, durant les mois de la crise balkanique de 1912-1913, s'est toujours trouvée prête à soutenir avec fermeté les ambitions roumaines ; l'amitié qu'elle nous témoigna fut d'un précieux concours aux heures graves, le pays lui garde une inaltérable reconnaissance. Quant à l'Autriche, visiblement inquiète de l'attitude ferme prise par le gouvernement roumain, attitude qui contrastait étrangement avec les garanties de toutes sortes qu'elle prodiguait à Sofia, intriguait. Une première conception de la Ballplatz fut de négocier une entente entre la Roumanie et la Bulgarie. Sous l'inspiration directe de Vienne, M. Daneff président du conseil bulgare proposait le 18 juin 1913 une « entente large » au gouvernement roumain — sans d'ailleurs autrement s'expliquer sur la valeur de ces mots. La Roumanie se recusa, décidée de garder une complète liberté. Quelques jours après le ministre d'Autriche à Bucarest (1) revenait à la charge, insistait sur l'importance d'un accord roumano-bulgare ; il n'obtint pas une réponse favorable.

1. *Livre Vert Roumain*, n° 153.

Certaines choses — très légitimement d'ailleurs — ne peuvent trouver place dans un recueil de documents diplomatiques. Cependant, lorsqu'avec attention, on suit l'action de l'Empire austro-hongrois, dans cette phase dernière de la crise de 1912-1913, on finit par se convaincre que la monarchie dualiste, à Bucarest, n'a pu limiter ses démarches, en ce commencement de l'été 1913, dans le but exclusif d'obtenir un rapprochement bulgaro-roumain. Du jour où définitivement Vienne a acquis la certitude que la Roumanie était décidée, aussitôt la guerre entre les alliés déclarée, de donner ordre à ses troupes d'envahir les territoires qu'elle revendiquait, l'effort de la diplomatie autrichienne a dû se concerter pour empêcher cette mesure. J'ai l'impression très nette, que du 5 juin au 3 juillet 1913 (date de la mobilisation roumaine) la politique de la double monarchie a employé tous ses moyens à Bucarest : douceur, persuasion, menace et a tenté tout ce qui pouvait être tenté pour conjurer une intervention roumaine. Cette conviction puisera une force nouvelle lorsque nous allons, tout de suite, suivre les négociations engagées entre Roumanie et Bulgarie quant à l'application du protocole de Pétrograd. Intransigeance, morgue, mauvaise foi, furent les éléments de discussion bulgare ; or il est inconcevable qu'un pays, aussi grisé qu'il soit de sa force, aussi inconscient qu'on peut l'imaginer sur la portée de ses actes, puisse, alors

qu'il se trouve à quelques heures d'intervalle de la déclaration d'une guerre, pour laquelle il lui faudra la disponibilité de toutes ses forces, délibérément, froidement pour la contestation de quelques centaines de mètres (délimitation du territoire de Silistrie), s'attirer l'inimitié résolue d'un pays qui dispose d'une armée de 600.000 hommes. L'Autriche, le fait doit être certain, jusqu'à la dernière minute, a dû garantir à la Bulgarie l'inaction roumaine, inaction qu'elle tablait sur l'efficacité des menaces qu'en dernier elle avait adressées à Bucarest. On peut se demander pourquoi, dans ce cas, l'Autriche n'est pas intervenue militairement le 3 juillet ? Certainement parce que son alliée l'Allemagne n'était pas encore décidée à la grande guerre, que l'intervention autrichienne aurait immédiatement déclanchée.

Le 23 juin 1913 se réunissait à Silistrie la commission mixte roumano-bulgare chargée de procéder à l'application du protocole de Pétrograd. Les travaux de cette commission devaient se poursuivre jusqu'au 30 juin, date à laquelle on devait convenir qu'un désaccord complet séparait les deux pays sur l'interprétation à donner aux volontés européennes. La Roumanie avait donné mission, pour la représenter, à des hommes d'une très grande valeur, connus par leur pondération et la sagesse de leur raisonnement, M. D. Nenitzesco, ancien ministre, son Excellence le ministre de Roumanie à Paris A. Em. Lahor-

vary, M. N. Cinco, vice-président de la chambre des députés ; malgré leurs efforts une entente fut impossible.

La discussion au sein de la commission fut engagée sur l'interprétation à donner aux expressions « périphérie de la ville » « périphérie de Silistrie », que les ambassadeurs à Pétrograd avaient employées pour déterminer les points de départ de la zone de trois kilomètres, qui en même temps que Silistrie nous avait été cédée.

Les délégués bulgares, avec une obstination dictée par leur gouvernement, s'acharnèrent à établir une confusion entre les deux mots « périphérie » et « enceinte ». Sous la différence toute académique qui distingue ces deux termes se cachait l'idée suivante : Silistrie, citadelle fort ancienne, avait été dotée, du temps de l'occupation turque, d'une enceinte — enceinte qui à l'époque limitait, probablement, la périphérie de la ville — depuis la ville, sous l'impulsion des périodes de prospérité, avait débordé cette enceinte construite par les Turcs. Phénomène connu qu'il est facile de constater pour nombre de cités anciennes ; villas, hôpitaux, fabriques, cimetières furent construits hors l'ancienne enceinte. Cependant ces immeubles soumis aux impôts et aux autres charges de la ville sont considérés comme faisant un tout avec la ville. Ceci est tellement évident qu'il semble étrange d'y insister.

Les Bulgares soutinrent que les trois kilomètres devaient être comptés à partir de « l'ancienne enceinte » considérant que par un heureux hasard « la périphérie de la ville de Silistrie coïncide avec l'enceinte de la ville » ; de cette manière, tout ce qui débordait, toutes les nouvelles constructions, étaient laissées en dehors de la ville.

Les délégués roumains avec une patience digne de tous les éloges s'employèrent de leur mieux pour faire comprendre que « la périphérie d'une ville est la ligne qui enveloppe toutes les parties de cette ville sans rien laisser en dehors ». En effet comment comprendre Silistrie dépourvu d'hôpital, dépourvu d'abattoirs, dépourvu de fabriques, sans cimetière, en un mot sans y englober tout ce qui avait été construit depuis la fameuse enceinte turque. Délimitons cette ligne, proposèrent les délégués roumains, ligne qui nous donnera la « périphérie » et de là comptons trois kilomètres, et nous aurons l'application du protocole de Pétrograd.

Ne voulant pas convenir du bien fondé du point de vue roumain, M. Nemitzesco, premier délégué roumain dans la commission de délimitation de la frontière autour de Silistrie, télégraphiait le 30 juin au ministre des Affaires Etrangères... « Les travaux de la commission ont été suspendus pour prendre les mesures protocolaires. » La rupture consommée...

Le 29 juin à minuit s'était produite l'attaque géné-

rale des forces bulgares contre Serbes et Grecs. Une lutte acharnée devait immédiatement se poursuivre sur un front de 230 kilomètres avec la Macédoine pour centre important.

Serbes et Grecs, surpris par un formidable choc, devaient, aux premiers jours, reculer et aussitôt organiser leurs forces. Kilkich, Istip, Bregalnitz, noms de batailles sanglantes et définitives, devaient consacrer le retour offensif des troupes alliées grecques et serbes, et assurer leur victoire contre les Bulgares.

Le 3 juillet 1913 le roi Carol I^{er} ordonnait la mobilisation générale de l'armée roumaine. Cette décision avait été prévenue par la note du 5 juin 1913, par laquelle le gouvernement roumain avait fait connaître sa résolution d'intervenir au cas où la guerre devait éclater entre les alliés balkaniques.

La mobilisation roumaine du 3 juillet 1913 me semble être un événement d'une grande importance politique dans l'Histoire de la Roumanie.

Cet acte par lequel le royaume roumain entendait sauvegarder ses intérêts légitimes dans les Balkans avait pris naissance : contre les volontés de la politique autrichienne... en parfaite concordance avec les volontés de la Russie.

C'est au 3 juillet 1913 qu'il faudra faire remonter l'anniversaire de la rupture des relations « d'amitié et d'alliance » entre le gouvernement roumain et

l'Empire austro-hongrois, relations établies en 1883 et 1888. C'est au 3 juillet 1913 qu'il faudra faire remonter aussi le rétablissement de relations amicales et confiantes entre la Roumanie et l'Empire russe, l'injustice, des décisions du Congrès de Berlin, devait recevoir une première réparation.

Le peuple possède une claire intuition et sait discerner l'importance des événements. La journée du 3 juillet 1913 fit déborder d'enthousiasme la nation roumaine. D'imposants cortèges parcoururent les rues de Bucarest, un patriotisme vibrant se manifesta avec solennité, les citoyens accouraient aux armes. Cette mobilisation dirigée contre la Bulgarie avait d'étranges répercussions, le peuple manifestait la joie d'aller à Sofia, aux cris « d'à bas l'Autriche » de « Vive la Russie » — ces cris synthétisaient l'exacte portée politique de cette journée.

Le 10 juillet 1913 le gouvernement roumain déclarait officiellement la guerre à la Bulgarie.

*
* *

En donnant ordre à l'armée roumaine d'envahir le territoire bulgare, deux étaient les buts poursuivis par le gouvernement du royaume.

a) Assurer par une frontière stratégique puissante la défense de la Dobroudja. La ligne exigée était Turtukaïa-Dobrici-Balcick.

b) Faire cesser immédiatement la guerre inter-bal-
Iancovici.

kanique ; provoquer un congrès de paix, qui définitivement fixerait les frontières nouvelles des Etats balkaniques ; le gouvernement du royaume roumain convaincu que l'idée de l'équilibre, basée sur une répartition proportionnelle, était la seule susceptible de servir de fondement à la constitution politique de la nouvelle péninsule, manifestait clairement sa volonté, d'approuver le partage des anciennes provinces turques entre les Etats chrétiens.

Ce ne sont pas des succès faciles et de vaines gloires militaires que l'armée roumaine allait chercher dans les plaines bulgares. Deux missions lui incombait : sauvegarder les intérêts du pays ; imposer la fin du déshonorant massacre qui ensanglantait la Macédoine. La guerre roumaine tua la guerre interbalkanique.

L'intervention roumaine fut accueillie avec satisfaction par la presque unanimité des puissances. De Paris, de Londres, de Pétrograd, de Rome, de Berlin même, nous venaient des encouragements, on nous pressait de faire vite, de précipiter la conclusion de la paix.

Les grandes puissances — la Conférence des Ambassadeurs continuait à siéger à Londres — décidèrent, officieusement, de se désintéresser du nouveau conflit et d'attendre, dans l'inaction, que la paix soit rétablie par les propres moyens des Etats belligérants.

Le mois de juillet 1913 fit expier tragiquement au

gouvernement et au peuple bulgare les inconséquences et les crimes commis. Des enquêtes effectuées par le parlement et l'opinion publique bulgare ont essayé de rechercher les auteurs responsables des catastrophes, que ce mois accumula. On a voulu faire retomber la responsabilité des *Criminelles folies* (l'expression est de M. Guéchoff) sur le roi, sur M. Daneff, sur le général Savoff. Ce furent, en effet, politiquement, les agents responsables ; je crois, autant qu'il m'est permis de juger sur des querelles et des conflits intéressant exclusivement ce peuple, que la responsabilité doit être supportée collectivement par toute la nation bulgare. Une même ambition, une même volonté nuisible, une même fièvre, une commune folie criminelle, secouait le peuple bulgare du roi jusqu'à l'humble paysan. La volonté de rompre avec les alliés, de s'assurer, par n'importe quel moyen, l'hégémonie dans les Balkans, de refuser toute concession aux Roumains, de négliger la menace turque, était la volonté de tout un peuple ; volonté qu'on trouve étalée, soutenue, dans tous les organes de la presse, dans toutes les manifestations populaires. La faillite des plans d'hégémonie, l'effondrement des rêves de splendeur, la réalité brutale et menaçante, portèrent au comble du désespoir le peuple bulgare aux jours de juillet 1913.

Serbes et Grecs victorieux avançaient vers la capitale du royaume.

L'armée roumaine campée à une portée de canon de Sofia — sur la demande des puissances, le gouvernement roumain avait consenti à laisser aux Bulgares la libre disposition de la voie de ravitaillement Varna-Sofia — exigeait la cessation des hostilités.

La cavalerie turque, sous les ordres d'Enver Pacha, aux derniers jours de ce mois, venait réoccuper Andrinople.

Tout s'écroulait.

A l'annonce des premiers désastres, 3 juillet, le général Savoff fut remplacé par le général Radtko Dimitrieff en qualité de commandant suprême.

M. Daneff président du conseil, le 6 juillet, donnait sa démission. La crise gouvernementale cessa par la formation d'un cabinet Radoslavoff-Ghenadieff, ce dernier assumant la charge de ministère des Affaires étrangères. En Europe les bruits les plus alarmants sur l'état d'exaspération du peuple bulgare, trouvaient créance : on croyait possible le renversement de la dynastie des Cobourg ; on craignait que des ambitions exagérées des vainqueurs ne déterminassent l'anéantissement du royaume bulgare. L'Europe conseillait aux vainqueurs de la modération et demandait une paix immédiate.

Vers le 15 juillet le roi de Bulgarie s'était adressé à Paris, à Vienne, et avait demandé l'appui des Puissances sous forme de médiation. A son appel désespéré on lui répondit que sagement il ferait en accep-

tant, au plus vite, les conditions des vainqueurs ; l'Europe voulait borner son action à modérer, par des conseils, le cas échéant, les prétentions illégitimes.

Le 17 juillet, au lendemain de sa constitution, le nouveau gouvernement bulgare exprimait à Bucarest (1) « le désir formel de renouveler des relations d'amitié avec le gouvernement roumain et de les consolider de manière à substituer à l'état actuel des choses entre la Roumanie et la Bulgarie, une amitié ferme et étroite. » Dans ce but le gouvernement bulgare exprima le désir d'ouvrir des négociations, étant décidé d'examiner dans un large esprit de conciliation les desiderata territoriaux de la Roumanie et de conclure un accord le plus rapidement possible.

« Le gouvernement bulgare prie le gouvernement roumain de bien vouloir initier lesdites négociations le plus tôt possible et lui laisse le choix des moyens les plus rapides. Le gouvernement bulgare prie le gouvernement roumain de bien vouloir donner immédiatement à l'armée roumaine l'ordre d'arrêter sa marche, attendu que cette mesure faciliterait le prompt rétablissement des relations amicales et aurait une grande influence sur les relations futures, qui doivent être intimes et durables. »

1. *Livre Vert Roumain*, n° 243.

C'était la manière douce, le gouvernement bulgare était aux abois. M. Ghenadieff demandait, dans sa dépêche, « des négociations pour *examiner* les desiderata territoriaux de la Roumanie... » Or le jour même où ce télégramme était expédié de Sofia, le ministre de Russie à Bucarest garantissait à la Roumanie l'annexion de la ligne Turtucaïa-Dobrici-Balcick (1), le télégramme du gouvernement bulgare rouvrait la discussion. A Bucarest on était las de discourir. Le même télégramme ne stipulait des négociations qu'avec la Roumanie, une paix séparée nous était offerte, le gouvernement du royaume roumain voulait une paix générale, définitive. M. Maioresco ne répondit pas à M. Ghenadieff.

Le 18 juillet, le président du conseil roumain, pour témoigner des sentiments pacifiques du gouvernement royal, télégraphiait à Belgrade (2) : « Demandez l'avis de M. Patchitch s'il ne croit pas opportun de commencer immédiatement la discussion des préliminaires de paix entre les représentants des cinq belligérants pour éviter catastrophe à Sofia et complication européenne ». Le jour même la réponse suivante lui parvenait (3) : « M. Pachitch partage tout à fait la façon de voir de Votre Excellence et il croit qu'il serait opportun de commencer au plus vite la discussion

1. *Livre Vert Roumain*, n° 207.

2. *Livre Vert Roumain*, n° 216.

3. *Livre Vert Roumain*, n° 217.

des préliminaires de la paix entre les représentants des cinq belligérants... Il croit avoir compris à Uskub que M. Venizelos partage également cette manière de voir. Plus on fera vite, mieux cela vaudra... »

Une volonté s'affirmait nettement à Belgrade, Athènes, Bucarest : la paix devait être discutée et signée entre les Etats belligérants, sans accepter aucune immixtion des grandes puissances.

On discuta sur le lieu propice pour traiter les préliminaires de paix. Le gouvernement grec sembla préférer le champ de bataille à toute ville, croyant se trouver ainsi plus à l'écart des suggestions des puissances. On finit par tomber d'accord sur la convocation d'une conférence des présidents de conseil à Bucarest, conférence qui aurait pleins pouvoirs pour traiter de l'armistice, des préliminaires et de la paix définitive.

Le gouvernement bulgare convenait :

De céder à la Roumanie la ligne Turtucaïa-Dobrici-Balcick ; de nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix générale à Bucarest.

La conférence fut convoquée pour le mercredi 30 juillet 1913.

*
* *
§ 3

Traité de Bucarest (10 août 1913).

Etaient présents :

Pour la Roumanie : MM. T. Maioresco, président

du Conseil, ministre des Affaires étrangères ; Take Ionesco, ministre de l'Intérieur ; A. Marghiloman, ministre des Finances ; C. G. Dissesco, ministre de l'Instruction publique et des cultes ; général de division aide de camp, C. Coanda ; colonel Christesco.

Pour la Bulgarie : MM. D. Tontcheff, ministre des Finances ; Simeon Radeff ; chef d'Etat-Major général Fitcheff ; colonel Stancioff.

Pour la Grèce : MM. Venizelos, président du Conseil, ministre de la Guerre ; Panas, ministre plénipotentiaire ; N. Politis, professeur de Droit International à l'Université de Paris ; capitaine C. Pali.

Pour le Monténégro : Le Serdar Voukotitch, président du Conseil, ministre de la Guerre ; M. Matanovitch.

Pour la Serbie : MM. Pachitch, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ; G. Ristitch, ministre de Serbie à Bucarest ; Dr Spalaïkowitch ; le colonel Smilianitch ; le lieutenant-colonel Kalafatovitch.

La présidence des travaux de la Conférence fut confiée à M. Maiorescu, président du Conseil des ministres du royaume roumain.

La Turquie avait, par l'intermédiaire de son ministre à Bucarest, demandé de prendre part aux travaux de la Conférence. Le gouvernement roumain refusa, alléguant que la Conférence avait pour but de ses travaux de limiter les frontières exclusivement entre les Etats chrétiens.

La première mesure adoptée par la Conférence fut une suspension d'armes de cinq jours (31 juillet-5 août 1913) ; le 5 août l'armistice fut prolongée pour trois jours. La légende veut que les discussions soient interminables en Orient ; pour une fois reconnaissons qu'elles furent conduites à une allure exemplaire. Huit jours, pour mettre d'accord cinq peuples des Balkans. est sans conteste un record.

M. Maioresco qui appréciait très justement les difficultés à surmonter pour obtenir la paix, proposa aux délégués, comme plan de travail, le système suivant : les délégations des différents pays belligérants, dans des conversations particulières devaient prendre contact et établir des accords particuliers ; une fois un résultat obtenu le communiquer à la conférence qui en séance plénière l'enregistrait. La Conférence se donnait encore pour mission d'évoquer, par devant elle, les litiges qui n'auraient pu trouver une solution dans les discussions préalables.

Les délégués bulgares acceptèrent avec joie ce mode de travail. Aux premiers jours leur activité s'exerça dans le but d'obtenir une dissociation ; leur tactique consista d'offrir tantôt à l'un tantôt à l'autre des gouvernements en présence, une satisfaction presque entière sur ses revendications, en même temps qu'une offre lui était faite pour venir seconder l'action bulgare près des autres pays avec lesquels la Bulgarie était en conflit. L'attitude ferme, dépourvue

de toute équivoque des gouvernements roumain, serbe, grec, finit par convaincre la délégation bulgare que le seul moyen d'obtenir la paix était de la traiter avec tous les pays en cause.

Le 4 août intervenait un accord entre la Roumanie et la Bulgarie : la ligne frontière Turtukaïa-Dobrici-Balcick était acquise au royaume roumain.

Le 6 août l'accord entre la Serbie et la Bulgarie était enregistré par la Conférence.

Les pourparlers gréco-bulgares avaient été laborieux. La possession du port de Kavala faillit, à cause de la volonté ferme de chacune des parties de posséder ce port, rouvrir toute la crise balkanique. L'intervention de quelques-unes des grandes puissances fut salutaire ; la France résolument donna tout son appui à la Grèce, Guillaume II intervint aussi personnellement en faveur du roi Constantin ; par contre la Russie et l'Autriche auraient préféré que ce port fut remis aux Bulgares. Kavala resta aux Grecs, ce fut un succès personnel de la puissante dialectique du premier délégué grec, M. Venizelos, fermement soutenu devant la Conférence par son éminent ami M. Take Ionesco.

Le 10 août 1913 dans le palais du ministre des Affaires étrangères de Bucarest était signé le Traité de Paix :

Article premier. — « Il y aura à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité de paix

et amitié entre Sa Majesté le roi de Roumanie, Sa Majesté le roi des Hellènes, Sa Majesté le roi du Monténégro, Sa Majesté le roi de Serbie et Sa Majesté le roi des Bulgares ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs .. »

Art. 2. — « La nouvelle frontière entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Roumanie entre le Danube et la Mer Noire, partira du Danube, en amont de Tuřtukařa pour aboutir à la Mer Noire au Sud d'Ekrene. »

« ... Il est formellement entendu que la Bulgarie démantèlera, au plus tard dans un délai de deux années, les ouvrages et fortifications existants et n'en construira pas d'autres à Roustchouk, à Schoumla, dans le pays intermédiaire et dans une zone de vingt kilomètres autour de Balcick. »

« Une commission mixte, composé des représentants des deux hautes parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée, dans les quinze jours qui suivront la signature du présent traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations précédentes.

... « En cas de désaccord, les deux parties s'engagent à s'adresser à un gouvernement tiers, ami (la Belgique) pour le prier de désigner un arbitre... »

Art. 3. — « Entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie, la frontière partira du sommet Patarica, suivra l'ancienne frontière turco-bulgare et

la ligne de partage des eaux entre le Vardar et la Strouma, avec l'exception que la haute vallée de Stroumitza restera sur le territoire serbe, elle aboutira à la montagne Belasica, où elle se reliera à la frontière bulgaro-grecque. »

... Une commission dans les quinze jours devait statuer sur le tracé définitif de la frontière, suivant le protocole annexé au traité. En cas de désaccord, recours à l'arbitrage d'un gouvernement tiers, ami.

Art. 4. — « Les questions relatives à l'ancienne frontière serbo-bulgare seront réglées suivant l'entente intervenue entre les deux hautes parties contractantes, constituée suivant le Protocole annexé au présent traité. »

Art. 5. — « Entre le Royaume de Grèce et le Royaume de Bulgarie la frontière... partira de la nouvelle frontière bulgaro-serbe sur la crête de la Belasica planina pour aboutir à l'embouchure de la Mesta à la Mer Egée.

... Une commission mixte dans les quinze jours devait statuer sur le tracé définitif de la frontière, suivant le protocole annexé au traité. En cas de désaccord, recours à l'arbitrage d'un gouvernement tiers ami.

« Il est formellement entendu que la Bulgarie se désiste dès maintenant de toute prétention sur l'île de Crète ».

Art. 6. — « Les quartiers généraux des armées res-

pectives seront aussitôt informés de la signature du présent traité. Le gouvernement bulgare s'engage à ramener son armée, dès le lendemain de cette signification, sur le pied de paix... »

Art. 7. — L'évacuation du territoire bulgare, tant ancien que nouveau, commencera aussitôt après la démobilisation de l'armée bulgare et sera achevée au plus tard dans la quinzaine.

Art. 8. — « Durant l'occupation des territoires bulgares, les différentes armées conserveront le droit de réquisition, moyennant payement en espèces. »

« Elles auront le libre usage des lignes de chemin de fer... sans qu'il y ait lieu à indemnité... »

Art. 9. — Relatif à l'échange des prisonniers.

Art. 10. — « Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bucarest dans le délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut. »

L'échange des ratifications du traité de Bucarest fut consigné dans un procès-verbal du 25 août 1913 à Bucarest.

Par une note identique, le gouvernement roumain demanda confirmation aux Etats signataires du traité de Bucarest, du consentement accordé, par chacun de ces Etats, à donner l'autonomie aux écoles et aux églises des Kautzo-Valaques se trouvant dans les futures possessions de cet Etat, avec la faculté pour le gouvernement roumain de subventionner, sous la

surveillance de l'Etat souverain, les dites institutions culturelles présentes et à venir.

Chacun des Etats, par son premier représentant à la Conférence de Bucarest, confirma cette disposition.

*
* *

La paix de Bucarest n'était pas encore signée que certaines puissances concevaient l'idée d'une ratification, d'une revision du traité. Une homologation devait être donnée par les grandes puissances à l'œuvre accomplie par les petits royaumes balkaniques.

La Russie et l'Autriche, particulièrement, se rencontrèrent pour proposer la réunion d'une Conférence européenne qui devait statuer sur le traité de Bucarest. L'accord survenu, un court instant, entre les politiques des deux Empires rivaux avait pour base un malentendu. La divergence de vues constatée, le projet de cette conférence fut abandonné. La réunion d'un Congrès n'était possible que dans le cas où unanimement les puissances l'avaient demandé : la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne, heureuses de constater le rétablissement de la paix, subissaient sans enthousiasme la suggestion d'une Conférence qui de nouveau aurait rouvert les épineux problèmes balkaniques ; le désaccord flagrant entre les visées russes et les prétentions autrichiennes

eut pour effet de consacrer définitivement, sans appel, les décisions prises à Bucarest.

Au commencement d'août 1913, Russie et Autriche convenaient que le port de Kavala aurait dû être laissé à la Bulgarie. Ce fut le terrain d'accord. Les Russes, en dépit des torts répétés des Bulgares vis-à-vis d'eux, leur conservaient malgré tout leur tendresse ; le Bulgare a été de tout temps pour le Russe l'enfant prodigue à qui on pardonne beaucoup, parce qu'on l'aime beaucoup. Le gouvernement de Pétersbourg considérait que le châtimement des erreurs criminelles commises par la Bulgarie dans la récente crise — le traité de Bucarest — était par trop cruel. La part de la Bulgarie avait été trop rognée. Kavala devait compenser les pertes de Macédoine.

L'Autriche soutenait aussi que Kavala devait être Bulgare. En plus, la Ballplatz voulait considérer le statut balkanique comme étant d'ordre européen. Les décisions de la Conférence de Berlin de 1878, garanties par les Puissances, recevaient de profondes modifications, l'Europe devait être appelée à les accepter. Ce point de vue juridique aurait eu quelque retentissement si l'Autriche récemment, en 1908, ne s'était annexée la Bosnie et l'Herzégovine, en déclarant hautement qu'elle n'entendait autoriser personne à se prononcer sur la légitimité de sa décision. Elle s'était coupée les ponts. Le fond des prétentions autrichiennes était autre. Vienne voulait qu'une con-

férence européenne se réunisse non seulement pour discuter à nouveau la possession de Kavala, mais encore pour modifier le tracé de la frontière bulgaro-serbe. Une grande Serbie inquiétait l'Autriche. Il s'agissait, dans sa pensée, de remettre sur le tapis toutes les querelles balkaniques. La Russie se recusa. Le 14 août 1913 le ministre roumain à Pétrograd pouvait télégraphier à Bucarest (1) : « M. Sasonow que j'ai vu aujourd'hui m'a confié que la Russie n'insiste plus au sujet de la question de Kavala et que l'idée de révision était abandonnée... »

Le Traité de Bucarest, 10 août 1913, consacra la situation suivante :

La Bulgarie augmentait son territoire de 23.257 kilomètres carrés avec 300.000 habitants (La Bulgarie cédait à la Roumanie 7.525 kilomètres carrés, avec une population de 285.760 habitants).

La Serbie s'augmentait de 39.047 kilomètres carrés et de 1.210.000 habitants.

La Grèce s'augmentait de 56.611 kilomètres carrés et de 2.000.000 d'habitants.

Le Monténégro s'augmentait de 5.876 kilomètres carrés et de 230.000 habitants.

En définitive les puissances balkaniques se plaçaient dans l'ordre :

1. *Livre Vert Roumain*, n° 282.

	kilomètres carrés	habitants
La Roumanie.	138.878	7.600.000
La Bulgarie	112.052	5.000.000
La Serbie	87.350	4.600.000
La Grèce	121.268	4.500.000
Le Monténégro	14.950	515.000

Pour la première fois dans l'histoire, les pays balkaniques venaient de régler entre eux, sans le concours des puissances, sans subir une pression étrangère, le sort de la péninsule.

Arrangements ultérieurs.

I. PAIX TURCO-BULGARE, 29 SEPTEMBRE 1913. — Aussitôt la guerre inter-balkanique engagée, l'armée turque, sous les ordres d'Enver-Pacha, avait quitté les retranchements de Tchataldja et sans coup férir avait réoccupé une partie de la Thrace avec Andrinople. La paix de Bucarest signée, la Bulgarie demanda aux puissances de faire respecter par l'Empire ottoman les clauses du traité de Londres du 30 mai 1913. Les puissances firent des démarches, toutes platoniques, à Constantinople ; la Sublime-Porte se refusa à abandonner un pouce du territoire reconquis. A un certain moment on a pu craindre une intervention de la Russie, pour forcer les Turcs à évacuer Andrinople ; le cabinet de Pétrograd se rangea à l'avis des gran-

lancovici

des puissances et limita son action à une pression diplomatique. La Turquie de longtemps habituée à la « pression » des puissances ne s'inquiéta pas plus que de raison. La Russie proposa alors d'organiser contre le gouvernement ottoman le boycottage des capitaux ; mesure irréalisable. La Turquie se trouvant dans la situation d'un débiteur à qui on a trop prêté et auquel on ne peut brusquement couper le crédit sans faire périliter, du même coup, les intérêts des créanciers. Il ne restait aux Bulgares que de traiter directement avec la Porte.

Le 8 septembre le général Savoff au nom de la Bulgarie ouvrait officiellement à Constantinople les négociations en vue de conclure un traité de paix. Le 28 septembre la paix était signée. En remplacement de la ligne frontière Midia-Enos stipulée par la paix de Londres, l'actuelle frontière partait de l'embouchure de la Maritza, cette dernière restant à la Turquie, et venait aboutir, après avoir laissé Andrinople aux Turcs, à une vingtaine de kilomètres au nord du cap Kourou-Bouroun sur la mer Noire. La discussion avait été très vive au sujet de Demotika, que les Bulgares réclamaient ; ils furent obligés de céder. La ligne ferrée reliant Dedé-Agatch au réseau bulgare, empruntait, de Feredjick jusqu'à Andrinople, le territoire ottoman.

La Turquie par le traité de Constantinople gagnait

sur le traité de Londres 7.053 kilomètres carrés avec une population de 305.000 habitants.

Les négociations terminées, la paix rétablie, les politiciens bulgares et turcs marquèrent avec signification leur volonté de nouer des relations cordiales et très intimes entre les politiques des deux pays.

II. ALBANIE. — La conférence des ambassadeurs de Londres avait décidé la constitution d'une Albanie autonome. Le principe admis, les ambassadeurs avaient délégué à plusieurs commissions internationales le soin de statuer sur les points de détail.

Commission des Amiraux à Scutari.

Commission de Contrôle ayant pouvoirs pour déterminer la constitution et l'organisation administrative du nouvel Etat ; elle devait juger sur l'opportunité de mettre un prince chrétien ou un chef musulman à la tête de l'Albanie.

Commissions chargées de la délimitation.

En attendant un gouvernement officiel, l'Albanie se trouvait administrée par deux chefs : Ismail Kemal bey à Valona, Essad Pacha à Durazzo. Les commissions faisaient traîner en longueur leurs travaux ; en l'automne 1913 aucune décision n'était encore enregistrée. Les populations albanaises livrées à elles-mêmes se laissaient influencer par des agents étrangers, un état anarchique se manifestait dangereusement.

Aux mois de septembre, octobre, novembre 1913 des

incursions fréquentes, de bandes fortement organisées d'Albanais, sur le territoire serbe, obligèrent, à différentes reprises, les troupes du roi Pierre à poursuivre jusqu'en pays albanais les insurgés. Une mobilisation partielle fut décrétée par le gouvernement de Belgrade, l'occupation de certains points de l'Albanie provisoirement décidée. De Vienne, sous forme d'ultimatum, vint la demande que, dans un délai de huit jours, les territoires albanais fussent évacués « faute de quoi l'Autriche se réservait d'agir par ses propres moyens » (1).

Dans le sud de l'Albanie, en Epire, un mouvement fortement organisé par des patriotes grecs s'app préparait à s'opposer, les armes à la main, aux décisions de l'Europe, qui, sous l'influence de l'Italie, englobait dans les frontières du nouvel Etat les provinces grecques d'Argyrocastro, de Koritza.

1. La tension serbo-autrichienne de novembre 1913 avait encore d'autres raisons. La ligne de chemin de fer Salonique-Uskub-Mitrovitza, aujourd'hui en grande partie sur le territoire serbe, était exploitée par la *compagnie des chemins de fer orientaux*; Cie, allemande. Un consortium de banquiers autrichiens venait d'acheter — sur l'inspiration évidente de la Ballplatz — une grosse partie des obligations de la société (obligations émises par la Deutsche Bank) et s'app préparait à jouer d'influence en Serbie. Cette perspective soulevait une vive opposition dans le royaume. Les incidents de frontière serbo-albanais servaient de prétexte à Vienne pour essayer de la manière forte.

La délimitation des frontières albanaises, les compensations que les puissances de l'Entente demandaient en faveur des Grecs du côté des îles de l'Archipel suscitèrent des polémiques assez violentes entre grandes puissances. La presse italienne montrait quelque nervosité, elle s'attaquait à la France.

Le 13 décembre 1913, Sir Edward Grey remit aux puissances une note demandant d'urgence :

a) de statuer définitivement sur la délimitation et l'organisation du nouvel Etat.

b) de statuer sur le sort des îles de la Mer Egée.

L'Angleterre appuyait sur la nécessité d'accorder aux Grecs des concessions au sujet des îles en récompense des sacrifices exigés d'eux en Albanie méridionale.

L'Europe statua sur les frontières albanaises. En ce qui concerne la délimitation la Conférence des ambassadeurs avait, du côté de la Serbie, fixé des points de repère ; pour le sud pleins pouvoirs étaient laissés à la commission qui sur place devait fixer le tracé ; au sein de cette commission deux courants se manifestaient, d'un côté les puissances de l'Entente favorables aux Grecs, de l'autre l'Autriche, l'Italie et la Roumanie voulaient obtenir le plus de territoires pour l'Albanie (1).

1. Nous trouvons la Roumanie soutenant le point de vue de la Triplice, par le fait qu'à Bucarest on désirait assurer une

M. G.-L. Jarray (1) qui connaît pour avoir minutieusement étudié sur place les nécessités de l'Albanie s'exprime ainsi : « Au lieu de créer un Etat bien constitué, on l'ampute d'un côté et on l'alourdit d'un autre d'un point mort. Dibra et sa vallée sont partie intégrante de l'Albanie ; les lui enlever c'est créer une cause de perpétuel dissentiment entre Serbes et Albanais... J'ai séjourné dans ces tribus, je connais leur état d'esprit et j'estime qu'une telle annexion, sans profit pour la Serbie, ne servira qu'à être une occasion permanente de conflit entre celle-ci et les Albanais. Dibra doit rester à l'Albanie et n'est pour les Serbes qu'un présent dangereux. Mais si on la leur retire, on leur doit une compensation, celle qu'on leur refuse, le port libre et le débouché commercial.

« Par contre quel point mort-va traîner l'Albanie en Epire ! Les populations orthodoxes de langue grecque se disaient albanaises contre le Turc musulman, mais elles se sentent grecques contre l'Albanie musulmane. »

Le prince Guillaume de Wied fut nommé roi d'Albanie.

large autonomie aux Kautzo-Valaques. Nulle part cette autonomie n'aurait pu être plus réelle qu'en Albanie où les Kautzo-Valaques par leur nombre et leur discipline seraient devenus un soutien appréciable pour le nouveau gouvernement.

1. *Au Royaume d'Albanie*, p. 212.

Une gendarmerie sous les ordres d'officiers hollandais devait assurer la sécurité du nouveau royaume.

L'Europe venait de créer un Etat nouveau dans les Balkans. Quel était l'avenir de cette œuvre ?

En France, en Angleterre, non sans quelque raison, on ne montra pas un grand enthousiasme en considérant le nouveau venu dans la Péninsule. C'est une « invention diplomatique de l'Autriche et de l'Italie », disait-on ; « une chasse gardée » que les deux grandes puissances se ménagent, une forme nouvelle de cette politique négative que les deux Etats alliés poursuivent dans l'Adriatique.

En fait l'Albanie existe, par là il faut entendre que les populations albanaises de religion mahométane, orthodoxe ou catholique ont une conscience nationale qui est en éveil et qui se manifeste. Une langue commune et propre, un passé historique commun et vivace, la conscience d'une personnalité à part différencient l'Albanais des races et nationalités qui l'entourent. L'Europe en venant reconnaître ces populations et en leur fixant des limites ethniques, faisait, en considérant le principe politique des nationalités, œuvre de justice.

L'Albanie créée en 1913 était non-viable. Ceux-là même qui pour avoir étudié des origines jusqu'à l'état contemporain l'Albanais, nous donnent en même temps que la conviction de la survivance de la race des Schkipetars, les raisons qui empêchent l'existence

autonome et indépendante des descendants des guerriers de Scadenberg.

Un peuple ne peut vivre politiquement libre à notre époque que dans le cas où il satisfait à certaines demandes : la notion d'Etat avec ses charges et devoirs doit être connue et acceptée par la généralité de la nation ; à l'idée première et presque physique, parce que dictée par l'esprit de conservation de l'égoïsme individuel, doit s'adjoindre pour la compléter un esprit de société — de la société dont on fait partie — et en vertu duquel on accepte, on s'impose des privations, des charges destinées au bien commun, à l'Etat. Economiquement, le pays doit être en mesure de subvenir à ses besoins, jusqu'à une certaine limite ; le travail de la nation doit lui assurer son indépendance en même temps que le moyen de trouver des crédits financiers devant seconder, encourager les activités non encore employées.

Quelle est, à ces différents points de vue, la situation du peuple albanais ? Son stade de civilisation nous est concrétisé de la manière suivante (1) « plus d'un tiers du pays est habité par des tribus qui en sont à l'état social des clans gaulois au temps de Vercingétorix », la seule autorité reconnue est celle du chef de village ; les deux autres tiers du pays en sont au « stade féodal », ils reconnaissent l'autorité

1. *Au Royaume d'Albanie*, G.-L. Jarray, p. 224.

du seigneur ou bey et se prêtent de mauvaise grâce à la perception de l'impôt d'argent et de bonne grâce à l'impôt du sang. Ajoutons que sous la souveraineté ottomane, les beys ont vécu en continuelle discorde, les luttes entre seigneuries ont ensanglanté jusqu'à ces dernières années la vie de l'Albanie soumise. La volonté *étatique* n'existait pas et les populations albanaises n'avaient aucune éducation pour comprendre et admettre la nécessité de se plier aux volontés d'un chef commun. Le *m'bret* que l'Europe leur octroya n'avait à leur yeux aucun prestige, aucun titre, pour demander et obtenir leur soumission et leur obéissance. Les Albanais l'ignorèrent.

Au point de vue économique l'Albanie n'existe pas ; toute civilisation a été consignée, toute infiltration moderne interdite dans ces parages, par le Turc souverain. L'Albanais ne produit que ce qui est strictement nécessaire à sa vie, le superflu il le demande au pillage. L'industrie nationale est la guerre. Pour faire vivre l'Albanie autonome, il faudrait une mise à fond perdu, il faudrait la disponibilité de capitaux importants, capitaux qui durant de longues décades soient improductifs d'intérêts. Où trouver cet argent ? Pour mieux dire quel pays consentirait — sans aucune arrière pensée politique — de faire les frais premiers indispensables pour créer un embryon d'Etat, c'est-à-dire construire les premières routes, les premiers rails, organiser les ports ou un

port, former de toutes pièces les cadres hiérarchiques d'une administration inexistante, poser les fondements des premières écoles, en un mot *commencer* l'édification d'une Albanie autonome ? L'argent se déplace pour chercher des intérêts et ne se déplace que sur la base d'hypothèques, de garanties. Quels intérêts, quelles garanties peuvent fournir les Schkipetars des rochers d'Albanie ?

Le prince de Wied venait gouverner l'Albanie avec un crédit de dix millions que l'Europe lui avait consenti !

L'Albanie autonome était non-viable.

La paix qui viendra refondre la carte de l'Europe effacera les contours de l'Albanie autonome. Ce ne sera pas une iniquité ; l'histoire n'aura pas à déplorer le sort d'une nouvelle Pologne. La Pologne au moment de son partage était un Etat, elle avait une civilisation prospère équivalente à celle des peuples qui l'entouraient. L'Albanie est une association de tribus dont la seule éducation est celle du coup de fusil ; elle est un élément de désordre et de trouble.

Les Etats balkaniques et l'Italie qui viendront se partager les régions albanaises devront s'imposer de lourds sacrifices pour faire régner le calme et donner à ces populations le goût du travail. L'Albanie aspire à un état meilleur ; la civilisation qu'on viendra y répandre, la sécurité qui en résultera finiront par imposer quelques notions simples aujourd'hui encore

étrangères : le respect de la propriété, la nécessité de l'ordre et de l'obéissance, la légitimité des charges envers l'Etat.

L'Albanie sous la protection souveraine des Etats qui l'entourent connaîtra une existence paisible qui lui permettra de mettre en valeur les énergies et les qualités de la race, en même temps qu'il sera possible de faire fructifier les richesses de son sol.

III. SORT DES ILES DE LA MER EGÉE. — Les puissances abandonnèrent aux Grecs : Chio, Lemnos, Mythilène, Samothrace.

L'île de Crète avait été acquise aux Hellènes par la paix de Londres, 30 mai 1913.

CONCLUSION

La paix de Bucarest (10 août 1913) précéda de quelques jours la solennité de l'inauguration du Palais de la paix à la Haye (28 août 1913). La munificence de M. Carnegie dotait le monde civilisé d'un temple où les apôtres de la plus parfaite des religions, la Paix, allaient essayer de définir et de rendre tangibles les lois morales et politiques qui, dans leur pensée généreuse, devaient servir de fondement dans les rapports futurs des nations. Allait-on définitivement fermer les portes du temple de Janus?... Le traité de Bucarest venait d'imposer la cessation des hostilités dans les Balkans. Le nouveau statut de la péninsule pouvait-il être considéré comme durable, définitif? La question d'Orient arrivait-elle au terme de ces menaces pour la paix européenne? Les peuples chrétiens des Balkans après avoir dans un sanglant combat ranimé toutes les haines du passé, étaient-ils sur le point de se souvenir que par le sang, la religion et une commune histoire de souffrance et d'oppression ils étaient frères? Y avait-il une volonté commune et

déclarée d'inaugurer dans la péninsule un régime pacifique ? Non...

La question d'Orient avait changé d'aspect. Durant cinq siècles les difficultés orientales avait trouvé leur ferment dans la lutte de la chrétienté contre le Turc. En 1913, le Turc était presque chassé d'Europe ; les peuples balkaniques maîtres de la péninsule. Dans l'impuissance de régler suivant leur volonté et leurs légitimes aspirations le sort des Balkans, les nations balkaniques devaient chercher dans des acquisitions injustes la récompense des efforts dépensés en commun, une concurrence néfaste ainsi déchaînée, une première collision devait trouver une sanction à Bucarest. La paix de Bucarest fut une trêve, ce fut l'impression générale qui se dégagea dès l'automne 1913. Aiguë, pleine de dangers, la question d'Orient restait ouverte et s'imposait à la vigilance des diplomates.

*
* *

En 1912 les peuples balkaniques conscients de courir des dangers communs, pression meurtrière « d'ottomanisation » de la jeune Turquie, ambitions non déguisées des puissances germaniques qui entendaient (depuis 1908, annexion de la Bosnie-Herzégovine) réaliser les étapes de la « marche vers l'est », accomplissaient un effort méritoire en établissant une Confédération dans le but de délivrer par eux-mêmes ce qui restait encore de chrétiens « leurs frères oppri-

més » sous le joug turc. Profitant de l'heure propice, conflit italo-turc, révolution albanaise, crise grave à l'intérieur de l'Empire, les adversaires héréditaires du régime ottoman portaient en guerre. Lulé-Burgas, Koumanovo, Tchéataldja, faisaient qu'en trois semaines, par la plus étonnante des fortunes, la question d'Orient, posée depuis des siècles, semblait résolue par l'expulsion définitive des Turcs d'Europe.

L'Europe, les grandes puissances, avaient à choisir entre deux attitudes : venir seconder et rendre la victoire des alliés complète. Les Balkans aux Balkaniques. Cette formule signifiait que les grandes puissances se désintéressaient *territorialement* de la péninsule, tout en sauvegardant, bien entendu, les intérêts financiers, économiques, moraux, qu'elles pouvaient y avoir. Ce fut la proposition de M. Poincaré, elle n'eut aucun écho.

La ville des détroits, Constantinople, par l'intérêt mondial que sa situation et son avenir comportent, aurait dû seule retenir et imposer un effort aux Puissances ; si un « esprit européen » avait existé en 1912, un accord définitif serait intervenu, la question des détroits réglée à l'avantage des aspirations en présence, un pas fait vers la résolution du problème oriental.

Les Etats balkaniques, libres de disposer et de partager les territoires conquis suivant leurs prétentions et leurs intérêts se seraient mis d'accord. Le dépeçage

de la Macédoine aurait présenté des difficultés ; les grandes puissances en exerçant alors une méditation désintéressée auraient réussi à imposer leur volonté pacifique aux exigences injustifiées. Le butin était par trop grand, trop belle la moisson, pour que les peuples vainqueurs songeassent aux querelles fratricides au moment même où un avenir inespéré s'ouvrait à eux.

Il n'y avait « qu'à courir au secours de la victoire » comme disait M. Hanotaux. Un statut balkanique durable aurait été édifié. Les Balkans seraient restés aux Balkaniques.

Cette attitude d'abstention ne convenait pas aux puissances germaniques ; l'Autriche, l'Allemagne, accablées, considéraient la ruine de la Turquie et s'irritaient du succès des Alliés. Comment se désintéresser quand la politique d'expansion de l'Autriche et les aspirations économiques de l'Allemagne poussaient depuis un demi-siècle les deux empires « vers l'est » ? L'Europe adopta, sur l'instigation de la Triple, la politique du croc-en-jambe. Au lieu d'aider la victoire on s'efforça de lui mettre des bâtons dans les roues. Des troupes internationales débarquèrent à Constantinople ; la ville fut mise sous la tutelle et le contrôle des puissances. Dans quel but ? Maintenir le *statu quo* ? A Paris, à Londres, à Pétrograd on convenait que la formule de l'intégrité de l'Empire ottoman « était un anachronisme ». Alors ? on se contentait

d'hypothéquer l'avenir des mêmes difficultés qu'on ne voulait, ou qu'on ne pouvait, résoudre aujourd'hui. Sous la pression des puissances adriatiques on créait un Etat nouveau, on le savait non-viable, on le créait même parce qu'on le savait non-viable. L'Autriche montrait qu'elle avait toujours présente la formule de la Confédération balkanique sous son hégémonie ; l'Albanie était un pion avancé de sa politique sur l'échiquier balkanique. L'Europe donnait la mesure de l'incohérence de son union en acceptant d'aller manifester devant Scutari. En remplacement des litiges anciens, aujourd'hui éteints par la victoire des peuples balkaniques, l'Europe se ménageait, comme à plaisir, la certitude de prochaines querelles.

Les peuples balkaniques refoulés de la Thrace, de l'Adriatique, de l'Epire, venaient chercher en Macédoine la compensation aux expansions interdites. Terrain merveilleux pour exaspérer les prétentions rivales, la Macédoine devait défaire ce que la sagesse des politiciens avait difficilement réalisé : l'Union balkanique. L'Autriche respirait à larges poumons, le cauchemar s'était évanoui, la discorde régnait à nouveau dans les Balkans. La querelle entre « alliés » s'envenima ; Vienne attisa et encouragea l'aspiration à l'hégémonie des Bulgares, les fusils braqués partirent ; par ordre de Sofia les chrétiens des Balkans s'entre-tuèrent. La Roumanie, qui s'était réservée jusque-là, intervint : sauvegarder ses intérêts et imposer la fin

de la guerre furent ses prétentions. Ses armées intactes, la sympathie des peuples civilisés qui secondaient moralement son action, lui donnèrent le rôle de *deus ex machina*. En douze jours la Roumanie imposait la paix aux Balkans.

*
* *

Qu'il me soit permis, avec une pointe de légitime orgueil, de relever la situation prépondérante reconnue à mon pays, le rôle éminent joué par la Roumanie aux jours du développement de la crise balkanique de 1912-1913. Par son inaction, par la sympathie non déguisée qu'elle témoigna à la cause des alliés, la Roumanie rendit possible l'écrasement du Turc, aida à la libération des chrétiens opprimés. Par son action, elle s'efforça de réaliser la constitution d'un statut balkanique ayant pour fondement l'idée de l'équilibre recherchée dans une juste répartition de territoires et de populations, et cela conformément aux buts et intérêts permanents des peuples balkaniques.

La Roumanie en 1913 dicta la paix aux Balkans. Cette hégémonie bienfaisante et salutaire qu'elle a pu exercer était la résultante de trente-cinq ans d'efforts et de travail silencieux. Moralement et matériellement la Roumanie montrait quelle avait su mettre à profit ses années d'indépendance ; l'Europe qui n'avait eu guère à s'occuper des affaires du

royaume latin du Danube, marqua quelque surprise en constatant l'affirmation d'un Etat fortement constitué, prêt à un rôle politique important. La paix de Bucarest consacra ces considérations ; elle fut une récompense à la sagesse pleine de fermeté que la Roumanie venait de montrer. Le traité de Bucarest marqua notre majorité.

A la séance du 6 août 1913, à la Conférence de Bucarest, M. Maioresco prenait la parole pour exhorter les plénipotentiaires à trouver un terrain d'entente, propice à féconder une paix durable, il s'adressait aux délégations en ces termes : « Messieurs, disait-il, la haute mission de cette Conférence ne doit pas se borner à la conclusion de la paix, elle dépasse de beaucoup le moment présent. Permettez-moi d'invoquer mon âge avancé pour vous dire que la grande expérience de la vie enseigne que de même que chaque jour a son lendemain, *chaque acte porte en lui-même son avenir* ». Quel était l'avenir réservé au traité de Bucarest ?

La Bulgarie sortait de la crise éprouvée, diminuée la note à payer — l'expression est du général Fitcheff, délégué bulgare — était lourde ; ressaisissant la réalité, elle constatait douloureusement les résultats de sa « démence criminelle ». Entre les rêves magnifiques et la rigidité des articles du traité de Bucarest, le désespoir, les velléités de revanche, trouvaient libre cours et marquaient les points de transition.

Serbes et Grecs, en vertu du droit des armes, et non pas en contradiction avec le principe des nationalités, la Macédoine, comme dit M. R. Pinon, étant habitée par « une poussière de nationalités » où la zone de chacun est impossible à limiter, se partageaient la grande partie des territoires macédoniens ; l'exclusion des Bulgares était légitimée par leur défaite, par la garantie que les peuples balkaniques voulaient prendre pour assurer l'avenir contre tout nouveau coup de force venant de la Bulgarie. Les diplomates à Bucarest avaient eu à résoudre un inextricable problème : assurer l'équilibre dans les Balkans et justement répartir les territoires macédoniens ; en d'autres termes, contenter tout le monde ; ce fut impossible.

Si aux Serbes on n'avait interdit les rives de l'Adriatique, aux Grecs refusé l'accès de l'Épire, des acquisitions dans ces contrées auraient permis des concessions aux Bulgares, en Macédoine. L'Europe le refusa, les Balkans en pâtirent.

La paix de Bucarest fut une paix boîteuse ; elle cristallisait les sujets de discorde et de haine ; en elle-même elle portait les germes de prochains dissentiments.

*
* *

En l'automne 1913 à la Haye, les sublimes utopistes finissaient leurs harangues dans des visions de concorde et de paix.... Les Parlements de toutes les

nations d'Europe, dans une fébrile activité, alignaient des chiffres. D'une frontière à l'autre on escomptait les hommes, le matériel, l'argent. A la tribune du Reichstag le chancelier allemand parlait de l'imminence du conflit entre la race germanique et la race slave. Les hommes se souvenaient qu'ils étaient nés pour se combattre, qu'ils sont des frères ennemis.

Aujourd'hui sous le ciel fulgurant de la Meuse, de l'Aisne, de l'Yser, dans les montagnes glacées de Carnie, là-bas sur la Dvina, dans un tumulte de cataclysmes se joua la formidable partie entre la Force brutale organisée et le Droit immuable. Du creuset où viennent fusionner la volonté, l'héroïsme et l'abnégation des défenseurs de la Justice et de la Liberté — les Alliés de la première heure et ceux de demain — sortira la charte de l'Europe régénérée. Le respect des nationalités, grandes ou petites — petites surtout — sera le dogme de la politique de l'avenir.

Les chrétientés balkaniques — il est cruel de considérer une fois encore la démence bulgare — auront réalisé, dans un suprême effort, leur unité ethnique. Sous l'égide de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie, la question d'Orient sera résolue par le triomphe et l'application du principe des nationalités.

30 mars 1916.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER	
Situation de la péninsule balkanique d'après le traité de Berlin (1878)	1
<i>a)</i> Albanie	5
<i>b)</i> Macédoine	18
CHAPITRE II	
Politique balkanique des Grandes Puissances euro- péennes	35
CHAPITRE III	
Guerre turco-balkanique.	75
§ 1. — Alliances balkaniques.	75
<i>a)</i> Alliance serbo-bulgare	77
<i>b)</i> Alliance gréco-bulgare	86
<i>c)</i> Accord bulgaro-monténégrin	88
§ 2. — Préliminaires de la guerre	89
§ 3. — Victoires des Alliés. Armistice de Tcha- taldja. Conférences de Londres	103
§ 4. — Chute d'Andrinople. Prise de Scutari.	136
§ 5. — Fin de la guerre turco-balkanique. Traité de Londres (30 mai 1913)	145

CHAPITRE IV

Guerre inter-balkanique.

§ 1. — Faillite de l'alliance balkanique . . .	151
§ 2. — <i>Intervention de la Roumanie.</i> . . .	188
§ 3. — <i>Traité de Bucarest (10 août 1913)</i> . .	247

Arrangements ultérieurs :

I. — Paix turco-bulgare du 29 septembre 1913	257
II. — Albanie	259
III. — Sort des îles de la Mer Egée.	267
CONCLUSION.	268

VU :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

VU :

Le Président de la Thèse,
ANDRÉ WEISS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie,
M. BELLIN.

